

Code de la sante publique

Partie législative

Quatrième partie : Professions de santé

Livre Ier : Professions médicales

Titre Ier : Exercice des professions médicales

Chapitre Ier : Conditions générales d' exercice.

Article L4111-1

Modifié par LOI n°2017-86 du 27 janvier
2017 - art. 197

Nul ne peut exercer la profession de
médecin, de chirurgien-dentiste ou de
sage-femme s'il n'est :

1° Titulaire d'un diplôme, certificat ou
autre titre mentionné aux articles L.
4131-1, L. 4141-3 ou L. 4151-5 ;

2° De nationalité française, de citoyenneté
andorrane ou ressortissant d'un Etat
membre de l'Union européenne ou partie à
l'accord sur l'Espace économique européen,
du Maroc ou de la Tunisie, sous réserve de
l'application, le cas échéant, soit des règles
fixées au présent chapitre, soit de celles
qui découlent d'engagements internationaux

공중보건법전

법률부

제4부 보건의료인

제I권 의료인

제I편 의료인의 직무 수행

제I장 수행의 일반조건

제L4111-1조

2017년 1월 27일 법률 제2017-86호 제
197조에 따라 개정

다음 각 호에 해당하는 사람만이 의사, 치
과 의사 또는 조산사의 업무를 수행할 수 있
다.

1° 제L4131-1조, 제L4141-3조 및 제
L4151-5조에서 명시한 학위, 수료증 등의
자격증을 보유한 사람

2° 프랑스 국적자, 안도라 시민권자, 유럽연
합 회원국이나 유럽경제지역협정 조인국의
재외국민과 이 장에서 정한 규칙이나 이 장
에서 명시한 것 외에 다른 국제협약에 따른
규칙이 적용되는 경우 모로코나 튀니지의
재외국민

autres que ceux mentionnés au présent chapitre ;

3° Inscrit à un tableau de l'ordre des médecins, à un tableau de l'ordre des chirurgiens-dentistes ou à un tableau de l'ordre des sages-femmes, sous réserve des dispositions des articles L. 4112-6 et L. 4112-7.

Les médecins, chirurgiens-dentistes ou sages-femmes titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre mentionné au 1° de l'article L. 4131-1, aux 1° et 2° de l'article L. 4141-3 ou au 1° de l'article L. 4151-5 sont dispensés de la condition de nationalité prévue au 2°.

Article L4111-1-1

Créé par LOI n°2011-940 du 10 août 2011 – art. 5

Dans le cadre de leur formation et par dérogation au 1° de l'article L. 4111-1, peuvent exercer la profession de médecin les personnes inscrites en troisième cycle des études de médecine en France et remplissant des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat et portant sur la durée, les conditions et les lieux d'exercice ainsi que sur les enseignements théoriques et pratiques devant être validés.

Article L4111-1-2

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet

3° 제L4112-6조와 제L4112-7조에 따른 의사회, 치과의사회 또는 조산사회의 회원 명부에 등록된 사람

제L4131-1조제1호, 제L4141-3조제1호 및 제2호 또는 제L4151-5조제1호에서 명시한 학위, 수료증 등의 자격증을 보유한 의사, 치과의사 또는 조산사는 제2호에서 정한 국적 조건이 면제된다.

제L4111-1-1조

2011년 8월 10일 법률 제2011-940호 제5조에 따라 신설

제L4111-1조제1호의 예외로, 프랑스 의과대학 3기 과정에 등록한 사람이 교과 과정 이수를 위해 수행하는 수련의 기간·조건·기관 및 검증 대상의 이론·실기 과목에 대해 국참사원령에서 정한 요건을 충족하는 경우 의사 업무를 수행할 수 있다.

제L4111-1-2조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제

2019 – art. 70 (V)

Par dérogation au 1° de l'article L. 4111-1, peuvent être autorisés individuellement par le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, par le directeur général du Centre national de gestion, après avis du conseil national de l'ordre compétent, à exercer temporairement la médecine ou la chirurgie dentaire dans le cadre d'une formation spécialisée effectuée en France au sein de lieux de stage agréés pour la formation des internes relevant d'établissements de santé publics ou privés à but non lucratif, lorsqu'ils remplissent des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat portant sur la durée, les modalités et les lieux d'exercice ainsi que sur les enseignements théoriques et pratiques devant être validés :

1° Les internes en médecine à titre étranger et les étudiants en médecine ayant validé une formation médicale dans un Etat autre que les Etats membres de l'Union européenne, les Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou la Confédération suisse et autorisés à poursuivre une formation spécialisée en médecine dans leur pays d'origine venant effectuer l'intégralité d'un troisième cycle de médecine en France dans le cadre prévu au 3° de l'article L. 632-12 du code de l'éducation ou dans le cadre d'un accord de coopération bilatéral avec la France,

70조(현행 조항)에 따라 개정

제L4111-1조제1호의 예외로, 수련 기간·조건·기관 및 검증 대상의 이론·실기 과목에 대해 국참사원령에서 정한 요건을 충족하는 경우, 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 해당 전국 의료인협회의 심의회 의견을 들은 후에 비영리 공공 또는 민간 의료기관에 속하고 수련의의 교육을 목적으로 인가된 프랑스 수련기관에서 전문의 과정의 이수를 위한 한시적 의료행위 또는 치과의료행위를 할 수 있도록 다음 각 호에 해당하는 사람에게 개별적으로 허가할 수 있다.

1° 외국에서 자격을 취득한 수련의와 유럽연합 회원국, 유럽경제지역협정 조인국 또는 스위스 연방 이외의 국가에서 의학 교육을 이수한 사실이 인정되었고 「교육법전」 제L632-12조제3호 또는 프랑스와의 상호협력협정에 따라 프랑스 의과대학 3기 과정을 모두 완료하기 위하여 향후 출신국에서 해당 전문의 과정을 이수할 수 있도록 허가 받은 의과대학 학생. 이 전문의 학위를 인정받으려면 병원에서 전체과정에 관한 수련을 완료하여야 한다.

lorsque le diplôme de spécialité qu'ils poursuivent nécessite pour sa validation l'accomplissement de fonctions hospitalières de plein exercice ;

2° Les médecins ou chirurgiens-dentistes spécialistes titulaires d'un diplôme de spécialité permettant l'exercice effectif et licite de ladite spécialité dans leur pays d'origine venant effectuer, dans le cadre d'un accord de coopération bilatéral avec la France ou d'un accord de coopération entre, d'une part, une personne de droit public ou privé et, d'autre part, un établissement de santé public ou privé à but non lucratif en application de l'article L. 6134-1 du présent code ou une université française ou ces deux entités, une formation complémentaire dans leur discipline ou leur spécialité.

Article L4111-2

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 - art. 70 (V)

I.-Le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut, après avis d'une commission comprenant notamment des délégués des conseils nationaux des ordres et des organisations nationales des professions intéressées, choisis par ces organismes, autoriser individuellement à exercer les personnes titulaires d'un diplôme, certificat ou autre titre

2° 프랑스와의 상호협력협정이나 협력협정 (공·사법인인 한쪽 당사자와 이 법전 제 L6134-1조에 따른 비영리 공공·민간 의료 기관과 프랑스 대학 중 어느 한 곳 또는 이 두 기관 모두를 다른 쪽 당사자로 하는) 의 일환으로, 자신의 진료과목이나 전문과목에 대한 추가 교육과정을 이수하였으며, 출신 국에서 전문의 업무를 실질적이고 합법적으로 수행할 수 있는 전문의 학위를 보유한 전문의 또는 치과의사 전문의

제L4111-2조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 70조(현행 조항)에 따라 개정

I. 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의 료인력 국가관리센터장은 전국 의료인협회의 심의회 대표들과 이들 기관에서 지정한 전국 단위의 관련 직종기구 대표들로 구성된 위원회의 의견을 들은 후에 학위, 수료증 등의 자격증을 보유한 사람에 대하여, 이를 취득한 국가에서 허가를 요청한 의사, 치과의사의 전문 분야에 해당하는 의료행위와 조산사의 의료행위를 개별적으로 허가할

permettant l'exercice, dans le pays d'obtention de ce diplôme, certificat ou titre, de la profession de médecin, dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation, chirurgien-dentiste, le cas échéant dans la spécialité correspondant à la demande d'autorisation, ou de sage-femme.

Ces personnes doivent avoir satisfait à des épreuves anonymes de vérification des connaissances, organisées par profession et, le cas échéant, par spécialité, et justifier d'un niveau suffisant de maîtrise de la langue française. Les personnes ayant obtenu en France un diplôme interuniversitaire de spécialisation, totalisant trois ans de fonction au-delà de leur formation et justifiant de fonctions médicales rémunérées en France au cours des deux années précédant la publication de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires sont réputées avoir satisfait à l'exigence de maîtrise de la langue française. Des dispositions réglementaires fixent les conditions d'organisation de ces épreuves. Le nombre maximum de candidats susceptibles d'être reçus à ces épreuves pour chaque profession et, le cas échéant, pour chaque spécialité est fixé par arrêté du ministre chargé de la santé en tenant compte, notamment, de l'évolution des nombres d'étudiants déterminés en

수 있다.

이러한 학위 등을 보유한 사람들은 직종별·전문과목별로 실시되는 자격검정시험을 통과하여야 하고 충분한 프랑스어 구사능력을 입증하여야 한다. 프랑스에서 대학연합의 공동학위를 취득하고 교육 기간 이외에 의료행위를 한 기간이 3년에 달하며, 「병원 개혁과 환자·보건·관할구역에 관한 2009년 7월 21일자 법률 제2009-879호」가 공포되기 전 2년간 프랑스에서 유급 의료업무를 수행한 사실을 입증한 사람은 숙달된 프랑스어 구사라는 요건을 갖춘 것으로 본다. 자격검정시험을 조직하는 조건은 행정명령으로 정한다. 직종별, 필요하다면 전문과목별 최대 선발 인원은 특히 「교육법전」 제 L631-1조제I항제2문단에 따라 정한 학생수의 변동과 일정 수준의 프랑스어 어학능력 등을 고려하여 보건부장관의 부령으로 정한다.

application du deuxième alinéa du I de l'article L. 631-1 du code de l'éducation et de vérification du niveau de maîtrise de la langue française.

Le nombre maximum mentionné à l'alinéa précédent n'est pas opposable aux réfugiés, apatrides, bénéficiaires de l'asile territorial et bénéficiaires de la protection subsidiaire et aux Français ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises.

Les personnes mentionnées au troisième alinéa du présent I titulaires d'un diplôme, d'un certificat ou d'un autre titre permettant l'exercice de la profession dans le pays d'obtention de ce diplôme, de ce certificat ou de ce titre se voient délivrer une attestation permettant un exercice temporaire, sous réserve du dépôt d'un dossier auprès du directeur général de l'agence régionale de santé de leur lieu de résidence, lequel peut, après examen de ce dossier, prendre une décision d'affectation temporaire du candidat dans un établissement de santé. Le candidat s'engage en contrepartie à passer les épreuves de vérification des connaissances mentionnées au deuxième alinéa. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de mise en œuvre du présent alinéa.

Les médecins titulaires d'un diplôme d'études spécialisées obtenu dans le cadre de l'internat à titre étranger sont réputés

난민, 무국적자, 지역의 보호시설 수용자 및 보완적 보호조치 대상자와 프랑스 당국의 요청에 따라 입국한 프랑스인은 이전 문단에서 명시한 최대 인원에서 제외된다.

이 제I항제3문단에서 명시한 바와 같이 취득한 국가에서 의료업무를 수행할 수 있는 해당 학위, 수료증 또는 자격증을 보유한 사람은 자신의 거주지역이 속한 레지옹보건청장에게 관련 서류를 제출하여 한시적인 업무 수행을 위한 증명서를 발급받을 수 있다. 레지옹보건청장은 서류를 검토한 후 이 지원자를 의료기관에 한시적으로 배치하도록 결정할 수 있다. 대신 지원자는 제2문단에서 명시한 자격검정시험에 통과해야 하는 의무를 부담한다. 이 문단의 시행 조건은 국참사원령으로 정한다.

외국의 수련의 과정을 거쳐 취득한 전문의 학위를 보유한 의사는 이 제I항제2문단에서 규정한 자격검정시험을 통과한 것으로 본

avoir satisfait aux épreuves de vérification des connaissances prévues au deuxième alinéa du présent I.

Les lauréats candidats à la profession de médecin doivent, en outre, justifier d'un parcours de consolidation de compétences de deux ans dans leur spécialité, accompli après leur réussite aux épreuves de vérification des connaissances. Ils sont pour cela affectés sur un poste par décision du ministre chargé de la santé ou, sur délégation, du directeur général du Centre national de gestion. Le choix de ce poste est effectué par chaque lauréat, au sein d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé, et subordonné au rang de classement aux épreuves de vérification des connaissances. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise en œuvre du présent alinéa.

Les lauréats candidats à la profession de chirurgien—dentiste doivent, en outre, justifier d'un parcours de consolidation de compétences d'une année, le cas échéant dans leur spécialité, accompli après leur réussite aux épreuves de vérification des connaissances, dans les lieux de stage agréés et auprès d'un praticien agréé maître de stage. Ils sont pour cela affectés sur un poste par décision du ministre chargé de la santé ou, sur délégation, du directeur général du centre national de gestion. Le choix de ce poste est effectué

다.

프랑스에서 의사로서 취업허가를 받은 사람은 자격검정시험에 통과한 후에 자신의 전문과목에서 2년간의 역량강화과정을 이수한 사실을 입증하여야 한다. 취업허가를 받은 사람은 이를 위하여 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 근무지를 배정받는다. 근무지는 취업허가를 받은 당사자가 보건부장관이 정한 목록 중에서 선택하며, 이 선택 순서는 자격검정시험 성적순으로 한다. 이 문단의 시행 방식은 국참사원령으로 정한다.

프랑스에서 치과의사로서 취업허가를 받은 사람은 자격검정시험에 통과한 후에 인가된 수련장소에서 승인된 지도의사의 곁에서 자신의 전문과목에서 1년간의 역량강화과정을 이수한 사실을 입증하여야 한다. 취업허가를 받은 사람은 이를 위하여 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 근무지를 배정받는다. 근무지는 취업허가를 받은 당사자가 제 2문단에 따라 정해진 것과 동일한 수의 근무지를 포함하는 보건부장관이 정한 목록 중에서 선택하며, 이 선택 순서는 자격검정시험 성적순으로 한다. 이 문단의 시행 방

par chaque lauréat, au sein d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé comprenant un nombre de postes égal à celui fixé en application du deuxième alinéa, et subordonné au rang de classement aux épreuves de vérification des connaissances. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise en œuvre du présent alinéa.

Les lauréats candidats à la profession de sage-femme doivent, en outre, justifier d'un parcours de consolidation des compétences d'une année, accompli après leur réussite aux épreuves de vérification des connaissances, dans un établissement de santé. Ils sont pour cela affectés sur un poste par décision du ministre chargé de la santé ou, sur délégation, du directeur général du centre national de gestion. Le choix de ce poste est effectué par chaque lauréat au sein d'une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé comprenant un nombre de postes égal à celui fixé au deuxième alinéa, et subordonné au rang de classement aux épreuves de vérification des connaissances. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de mise en œuvre du présent alinéa.

Nul ne peut être candidat plus de quatre fois aux épreuves de vérification des connaissances et à l'autorisation d'exercice telles que prévues au présent article.

Ibis.—Le ministre chargé de la santé ou,

est le directeur général du centre national de gestion.

조산사로서 취업허가를 받은 사람은 자격검정시험에 통과한 후에 의료기관에서 1년간의 역량강화과정을 이수한 사실을 입증하여야 한다. 취업허가를 받은 사람은 이를 위하여 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원 의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 근무지를 배정받는다. 근무지는 취업허가를 받은 당사자가 제2문단에 따라 정해진 것과 동일한 수의 근무지를 포함하는 보건부장관이 정한 목록 중에서 선택하며, 이 선택 순서는 자격검정시험 성적순으로 한다. 이 문단의 시행 방식은 국참사원령으로 정한다

자격검정시험 응시와 이 조에서 정한 취업허가 신청은 4회 이상 할 수 없다.

I의2. 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병

sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut également, après avis d'une commission composée notamment de professionnels, autoriser individuellement à exercer des ressortissants d'un Etat autre que ceux membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, titulaires des titres de formation obtenus dans l'un de ces Etats et dont l'expérience professionnelle est attestée par tout moyen. Le nombre maximum de candidats susceptibles d'être autorisés à exercer pour chaque profession et, en ce qui concerne la profession de médecin, pour chaque discipline ou spécialité, est fixé par arrêté du ministre chargé de la santé.

Nul ne peut être candidat plus de trois fois à l'autorisation d'exercice.

II. — L'autorité compétente peut également, après avis d'une commission composée notamment de professionnels, autoriser individuellement à exercer la profession de médecin dans la spécialité concernée, de chirurgien — dentiste, le cas échéant dans la spécialité, ou de sage — femme les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, titulaires de titres de formation délivrés par un Etat tiers, et reconnus dans un Etat, membre ou partie, autre que la France,

원의료인력 국가관리센터장은 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국 중 한 국가에서 취득한 자격증을 보유하고 있고 어떠한 방식으로든 그 직업경력을 입증한 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국 이외의 재외국민에 대하여, 의료인으로 구성된 위원회의 의견을 들은 후에 이 사람이 의료업에 종사할 수 있도록 개별적으로 취업허가를 허가할 수 있다. 취업허가를 받을 수 있는 직종별 최대 선발 인원과 의사 직종과 관련된 진료과목별 또는 전문과목별 최대 선발 인원은 보건부장관의 부령으로 정한다.

취업허가 신청은 3회 이상 할 수 없다.

II. 관할기관은 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민이 역외국가에서 발급되고 프랑스 이외의 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 합법적으로 취업이 인정되는 자격증을 보유하고 있으면 의료인 등으로 구성된 위원회의 의견을 들은 후에 해당 전문과목의 전문의, 치과의사 일반의, 치과 전문과목인 경우 치과의사 전문의 또는 조산사의 업무를 수행할 수 있도록 개별적으로 허가할 수 있다. 의사와 치과의사의 경우 자격 인정 부문은 일반의 및 전문의 자격 모두를 포함한다.

permettant d'y exercer légalement la profession. S'agissant des médecins et, le cas échéant, des chirurgiens-dentistes, la reconnaissance porte à la fois sur le titre de base et sur le titre de spécialité.

L'intéressé justifie avoir exercé la profession, le cas échéant dans la spécialité, pendant trois ans à temps plein ou à temps partiel pendant une durée totale équivalente dans cet Etat, membre ou partie.

Dans le cas où l'examen des qualifications professionnelles attestées par l'ensemble des titres de formation initiale, de l'expérience professionnelle pertinente et de la formation tout au long de la vie ayant fait l'objet d'une validation par un organisme compétent fait apparaître des différences substantielles au regard des qualifications requises pour l'accès à la profession et son exercice en France, l'autorité compétente exige que l'intéressé se soumette à une mesure de compensation dans la spécialité ou le domaine concerné.

Selon le niveau de qualification exigé en France et celui détenu par l'intéressé, l'autorité compétente peut soit proposer au demandeur de choisir entre un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage

당사자는 필요한 경우 유럽연합 회원국이나 유럽경제지역협정 조인국에서 총 3년간 상근직 또는 비상근직으로 일반과목 또는 전문과목의 진료 경력이 있음을 입증하여야 한다.

관할기관의 인증 대상인 정규교육이수증 및 관련 직업경력과 평생교육이수증을 통한 자격검정시험 결과에 비추어 볼 때 당사자의 수준이 프랑스에서 해당 직종의 취업 및 업무 수행을 위한 필수 자격요건에 미치지 못할 시에 관할기관은 해당 전문과목 또는 진료과목의 역량을 보완하는 조치에 따르도록 당사자에게 요구한다.

관할기관은 프랑스에서 요구되는 자격 수준과 당사자가 보유한 자격 수준에 따라 신청자에게 실무적응실습 또는 자격시험 중 하나를 선택하도록 제안하거나 실무적응실습 및 자격시험 중 하나를 부과하거나 둘 다를 부과할 수 있다.

d'adaptation et une épreuve d'aptitude.

La nature des mesures de compensation selon les niveaux de qualification en France et dans les autres Etats, membres ou parties, est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé.

Article L4111-3

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 70 (V)

Lorsqu'un Etat étranger accorde à des médecins, chirurgiens-dentistes ou sages-femmes, nationaux français ou ressortissants français, le droit d'exercer leur profession sur son territoire, le ressortissant de cet Etat peut être autorisé à pratiquer son art en France par arrêté du ministre chargé de la santé ou, par délégation, le directeur général du Centre national de gestion, si des accords ont été passés à cet effet avec cet Etat et si l'équivalence de la valeur scientifique du diplôme est reconnue par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Ces accords, conclus avec l'agrément du ministre chargé de la santé, devront comporter obligatoirement la parité effective et stipuleront le nombre des praticiens étrangers que chacun des deux pays autorise à exercer sur son territoire.

Les autorisations sont données individuellement, après avis des

프랑스와 그 밖의 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에 속하는 국가별 자격 수준에 따른 보완조치의 성격은 보건부장관의 부령으로 정한다.

제L4111-3조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 70조(현행 조항)에 따라 개정

외국 정부가 프랑스 국적자 또는 프랑스 재외국민인 의사, 치과의사 또는 조산사에게 자국 영토에서 해당 직종의 업무를 수행할 권리를 부여한 경우, 보건부장관의 부령 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장의 결정에 따라 이 국가의 재외국민이 프랑스에서 의료행위를 할 수 있도록 허가할 수 있다. 다만, 이러한 목적으로 이 국가와 협약이 체결되었고 고등교육부장관이 해당 학위에 대하여 동등한 학문적 가치를 인정만 한 경우에만 허가를 부여할 수 있다.

보건부장관의 승인을 통하여 체결되는 이 협약은 실질적인 동등성 조항을 반드시 포함하여야 하며, 양국이 각각 자국 영토에서의 의료행위를 허가하는 외국 의료인의 수를 정하여야 한다.

이러한 허가증은 관련 전국노동조합과 관련 의료인협회의 의견을 들은 후에 행정명령으

organisations syndicales nationales et des ordres intéressés, aux praticiens ayant fait la preuve d'une connaissance suffisante de la langue française dans des conditions fixées par voie réglementaire. Elles peuvent être retirées à tout moment.

Article L4111-3-1

Créé par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 76

Lorsque la province de Québec accorde le droit d'exercer leur profession sur son territoire à des médecins, chirurgiens-dentistes ou sages-femmes titulaires d'un titre de formation permettant l'exercice en France, les titulaires d'un titre de formation obtenu dans la province de Québec peuvent être autorisés à exercer leur profession en France par le ministre chargé de la santé si des arrangements en vue de la reconnaissance des qualifications ont été passés à cet effet, signés par les ordres et le ministre chargé de la santé, et si leurs qualifications professionnelles sont reconnues comme comparables à celles requises en France pour l'exercice de la profession.

Les autorisations d'exercice sont délivrées individuellement, après avis des ordres intéressés, aux praticiens ayant fait la preuve d'une connaissance suffisante de la langue française. Ils sont tenus de respecter les règles professionnelles

로 정한 조건에 따라 프랑스어의 충분한 구사능력이 입증된 의료인에게 개별적으로 발급된다. 해당 허가는 언제든지 취소될 수 있다.

제L4111-3-1조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제 76조에 따라 신설

퀘벡주가 프랑스에서 해당 업무를 수행할 수 있는 자격증을 보유한 의사, 치과 의사 또는 조산사에 대하여 자국 내에서 의료행위를 할 권리를 부여하는 경우 퀘벡주에서 취득한 자격증 보유자는 프랑스에서 해당 업무 수행과 관련된 허가를 받을 수 있다. 다만, 해당 의료인협회와 보건부장관이 서명하여 자격 인정을 위한 협정이 체결되고 해당 전문자격이 프랑스에서 업무 수행 시에 요구되는 자격과 동등한 것으로 인정되는 경우에만 보건부장관의 허가를 받을 수 있다.

위 허가증은 해당 의료인협회의 의견을 들은 후에 프랑스어의 충분한 구사능력이 입증된 의료인에게 개별적으로 발급된다. 이러한 의료인은 프랑스에서 적용되는 직업규칙을 준수할 의무가 있다.

applicables en France.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Article L4111-4

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 70 (V)

Lorsqu'un établissement de santé, établi sur le territoire français par un organisme étranger, a obtenu la reconnaissance d'utilité publique avant le 10 juin 1949, le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, par le directeur général du Centre national de gestion peut autoriser, par arrêté individuel, certains praticiens attachés à cet établissement à exercer leur art en France, après avis des organisations syndicales nationales intéressées. Ces praticiens doivent être inscrits au tableau de l'ordre intéressé.

Le nombre maximum par établissement de santé de ces praticiens autorisés est fixé par arrêté des ministres chargés des affaires étrangères et de la santé. L'autorisation n'est valable que pour la période durant laquelle lesdits praticiens sont effectivement attachés à cet établissement.

Article L4111-5

Modifié par Ordonnance n°2009-1585 du

이 조의 시행방법은 행정명령으로 정한다.

제L4111-4조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 70조(현행 조항)에 따라 개정

외국기관이 프랑스에 의료기관을 설립하였고 이 의료기관이 1949년 6월 10일 이전에 공익성 인정을 받은 경우, 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 관련 전국노동조합의 의견을 들은 후에 이 의료기관 소속의 특정 의료인을 대상으로 한 개별 결정을 통하여 프랑스에서 의료업무를 수행할 수 있도록 허가할 수 있다. 이러한 의료인은 해당 의료인협회의 회원명부에 등록되어 야 한다.

의료인의 의료기관별로 허가된 최대 정원은 외교부령 및 보건부령으로 정한다. 해당 허가는 전술한 의료인이 이 의료기관에 실제로 소속되어 있는 기간에만 유효하다.

제L4111-5조

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585

17 décembre 2009 – art. 2

Le médecin, le praticien de l'art dentaire, la personne exerçant la profession de sage-femme peut faire usage de ses titres de formation dans la langue de l'Etat qui les lui a délivrés. Il est tenu de faire figurer le lieu et l'établissement où il les a obtenus. L'intéressé porte le titre professionnel de médecin, chirurgien-dentiste ou sage-femme.

Dans le cas où le titre de formation de l'Etat d'origine, membre ou partie, est susceptible d'être confondu avec un titre exigeant en France une formation complémentaire, le conseil national de l'ordre concerné peut décider que le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme fera état du titre de formation de l'Etat d'origine, membre ou partie, dans une forme appropriée qu'il lui indique.

Article L4111-7

Les ressortissants d'un Etat ayant appartenu à l'Union française et n'ayant pas passé avec la France un engagement mentionné à l'article L. 4111-3 qui, à la date du 14 juillet 1972, justifient avoir été régulièrement inscrits à l'ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes ou des sages-femmes, sont autorisés à continuer la pratique de leur art, sous réserve de n'avoir pas été radiés de cet

호 제2조에 따라 개정

의사, 치과의사 또는 조산사의 업무를 수행하는 사람은 허가 발급 국가의 언어로 작성된 자격증을 사용할 수 있다. 자격증에는 취득 장소와 기관명이 명시되어야 한다. 이 자격증은 의사, 치과의사 또는 조산사의 전문자격과 관련된 것이어야 한다.

유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에 속하는 출신국의 자격증이 프랑스에서 추가 교육과정이 요구되는 자격증과 혼동될 우려가 있는 경우, 해당 전국 의료인 협회의 심의회는 의사, 치과의사 또는 조산사가 적절한 형식으로 그 출신국의 자격증을 사용할 수 있도록 결정할 수 있다.

제L4111-7조

프랑스연합에 속한 국가의 재외국민과 1972년 7월 14일 기준으로 의사회, 치과의사회 또는 조산사회에 정식으로 등록된 사실을 입증하였지만 제L4111-3조에서 명시한 협약을 프랑스와 체결하지 아니한 국가의 재외국민은 징계처분에 따라 해당 협회에서 제명된 사람을 제외하고는 의료행위를 계속할 수 있게 허가된다.

ordre à la suite d'une sanction disciplinaire.

Article L4111-8

Modifié par Ordonnance n°2009-1585 du 17 décembre 2009 – art. 2

Sont déterminés par décret en Conseil d'Etat :

1° Le délai dans lequel la commission mentionnée aux I et I bis de l'article L. 4111-2 doit rendre un avis ;

2° La composition et le fonctionnement de la commission mentionnée au II de l'article L. 4111-2 et les conditions dans lesquelles l'intéressé est soumis à une mesure de compensation.

Chapitre II : Inscription au tableau de l'ordre et déclaration de prestation de services

Section 1 : Inscription au tableau de l'ordre

Article L4112-1

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 62 (V)

Modifié par Ordonnance n°2009-1585 du 17 décembre 2009 – art. 25

Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes qui exercent dans un département sont inscrits sur un tableau

제L4111-8조

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585호 제2조에 따라 개정

다음 각 호의 사항은 국참사원령으로 정한다.

1° 제L4111-2조제I항과 제I항의2에서 명시한 위원회가 의견을 제시하여야 하는 기한

2° 제L4111-2조제II항에서 명시한 위원회의 구성 및 운영과 당사자가 보완조치를 이행하여야 하는 조건

제II장 의료인협회의 회원명부 등록 및 서비스 제공 신고

제1절 의료인협회의 회원명부 등록

제L4112-1조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제62조(현행 조항)에 따라 개정

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585호 제25조에 따라 개정

테파르트망 내에서 의료업에 종사하는 의사, 치과의사 및 조산사는 그들이 속한 테파르트망 의료인협회의 심의회에서 작성하

établi et tenu à jour par le conseil départemental de l'ordre dont ils relèvent.

Ce tableau est transmis aux services de l'Etat et porté à la connaissance du public, dans des conditions fixées par décret.

Nul ne peut être inscrit sur ce tableau s'il ne remplit pas les conditions requises par le présent titre et notamment les conditions nécessaires de moralité, d'indépendance et de compétence.

La décision d'inscription ne peut être retirée que si elle est illégale et dans un délai de quatre mois. Passé ce délai, la décision ne peut être retirée que sur demande explicite de son bénéficiaire.

Il incombe au conseil départemental de tenir à jour le tableau et, le cas échéant, de radier de celui-ci les praticiens qui, par suite de l'intervention de circonstances avérées postérieures à leur inscription, ont cessé de remplir ces conditions.

Un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme ne peut être inscrit que sur un seul tableau qui est celui du département où se trouve sa résidence professionnelle, sauf dérogation prévue par le code de déontologie mentionné à l'article L. 4127-1.

Un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme inscrit ou enregistré en cette qualité dans un Etat ne faisant pas partie

고 관리하는 회원명부에 등록되어야 한다.

이 회원명부는 명령으로 정한 조건에 따라 국가기관에 제출되고 일반에 공개된다.

이 편에서 요구하는 조건과 도덕성·독립성·역량이라는 필수 조건을 충족하지 못하는 사람은 회원명부에 등록될 수 없다.

등록이 불법적으로 이루어진 경우에만 4개월 이내에 등록 결정을 취소할 수 있다. 이 기한이 넘은 경우 등록 신청자의 명시적 요청이 있는 경우에만 등록 결정을 취소할 수 있다.

데파르트망 의료인협회의 심의회는 회원명부를 갱신하고 등록 후 확인된 사실에 근거하여 필수 조건을 더는 충족하지 못하는 의료인을 명부에서 제명한다.

의사, 치과의사 또는 조산사는 제L4127-1조의 윤리강령으로 정한 경우를 제외하고 근무지가 있는 데파르트망 내 한 곳의 의료인협회 회원명부에만 등록될 수 있다.

유럽연합 회원국에 속하지 아니하거나 유럽 경제지역협정 조인국이 아닌 국가에서 의사, 치과의사 또는 조산사의 자격으로 가입

de l'Union européenne ou n'étant pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen ne peut être inscrit à un tableau de l'ordre dont il relève.

Article L4112-2

Modifié par Ordonnance n°2017-50 du 19 janvier 2017 – art. 3

Le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme qui demande son inscription au tableau prévu à l'article L. 4112-1 doit faire la preuve d'une connaissance suffisante de la langue française.

En cas de doute, le président du conseil départemental de l'ordre ou son représentant peut entendre l'intéressé. Une vérification peut être faite à la demande du conseil de l'ordre ou de l'intéressé par le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé.

Le contrôle de la maîtrise de la langue doit être proportionné à l'activité à exercer et réalisé une fois la qualification professionnelle reconnue.

Article L4112-3

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 62 (V)

Le conseil départemental de l'ordre statue sur la demande d'inscription au tableau

ou n'étant pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen ne peut être inscrit à un tableau de l'ordre dont il relève.

제L4112-2조

2017년 1월 19일 법률명령 제2017-50호 제3조에 따라 개정

제L4112-1조에서 규정한 회원명부 등록을 요청하는 의사, 치과의사 또는 조산사는 충분한 프랑스어 구사능력이 충분히 입증되어야 한다.

신청자의 자격에 의심이 드는 경우 데파르트망 의료인협회의 심의회 회장 또는 그 대리인은 당사자의 의견을 들을 수 있다. 의료인협회의 심의회 또는 신청 당사자의 요청에 따라 레지옹보건청청장이 지명한 의사, 치과의사 또는 조산사는 사실 확인을 위한 검증을 실시할 수 있다.

어학능력 평가는 수행할 업무 특성에 맞춰 전문자격 인정 시에 한 차례 실시하여야 한다.

제L4112-3조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제62조(현행 조항)에 따라 개정

데파르트망 의료인협회의 심의회는 신청서 및 관련 서류의 접수가 완료된 날부터 최대

dans un délai maximum de trois mois à compter de la réception de la demande, accompagnée d'un dossier complet.

Les modalités selon lesquelles le conseil départemental vérifie que l'intéressé ne présente pas d'insuffisance professionnelle, d'infirmité ou d'état pathologique rendant dangereux l'exercice de la profession sont prévues par décret en Conseil d'Etat.

En ce qui concerne les ressortissants des Etats tiers, le délai est porté à six mois lorsqu'il y a lieu de procéder à une enquête hors de la France métropolitaine. L'intéressé en est avisé.

Dans la semaine qui suit la décision du conseil, celle-ci est notifiée par lettre recommandée à l'intéressé. En cas de refus d'inscription, la décision doit être motivée.

Chaque inscription au tableau est notifiée sans délai au conseil national de l'ordre.

Article L4112-4

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 62 (V)

Les décisions du conseil départemental rendues sur les demandes d'inscription au tableau peuvent être frappées d'appel devant le conseil régional, par le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme

3개월 이내에 등록 신청에 대한 결정을 내려야 한다.

데파르트망 의료인협회의 심의회가 의료행위를 수행하기 어려울 정도의 업무능력 결여, 결함 또는 질병이 있는지 당사자의 상태를 확인하는 방식은 국참사원령으로 정한다.

역외 국가의 재외국민과 관련하여 프랑스 본토 이외의 지역에서 당사자에 대한 조사가 필요한 경우 그 기한은 6개월이며, 당사자에게도 이 사실을 알린다.

데파르트망 의료인협회의 심의회는 결정이 내려진 날부터 1주일 이내에 등기우편을 통하여 해당 사실을 당사자에게 통지한다. 등록 신청에 대한 거부 결정 시 정당한 사유에 근거하여야 한다.

회부명부에 신규 회원이 등록될 때마다 전국 의료인협회의 심의회에 즉시 통지하여야 한다.

제L4112-4조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제 62조(현행 조항)에 따라 개정

회원명부 등록 신청과 관련된 데파르트망 의료인협회의 심의회 결정에 대하여, 등록결정인 경우는 전국의료인협회의 심의회가, 등록 거부결정인 경우는 등록신청한 의사, 치과의사 또는 조산사가, 레지옹 의료인

demandeur, s'il s'agit d'un refus d'inscription, par le conseil national s'il s'agit d'une décision d'inscription. A l'expiration du délai imparti pour statuer au conseil départemental, le silence gardé par celui-ci constitue une décision implicite de rejet susceptible de recours.

Les décisions du conseil régional en matière d'inscription au tableau sont notifiées sans délai par le conseil régional au médecin, chirurgien-dentiste ou sage-femme qui en est l'objet, au conseil départemental et au conseil national de l'ordre.

Le délai d'appel, tant devant le conseil régional que devant le conseil national, est de trente jours à compter, soit de la notification de la décision expresse frappée d'appel, soit du jour où est acquise la décision implicite de rejet du conseil départemental.

Faute pour les personnes intéressées d'avoir régulièrement frappé d'appel une décision d'inscription, le conseil national peut, dans un délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'appel, retirer cette décision lorsque celle-ci repose sur une inexactitude matérielle ou une erreur manifeste d'appréciation des conditions auxquelles est subordonnée l'inscription.

Article L4112-5

협회의 심의회에 이의신청을 할 수 있다. 결정 기한이 만료될 때까지 데파르트망 의료인협회의 심의회가 별도의 통지를 하지 아니하였다면 해당 이의신청은 묵시적으로 거부된 것으로 본다.

레지옹 의료인협회의 심의회는 회원명부 등록과 관련된 결정 사항을 해당 의사, 치과 의사 또는 조산사뿐만 아니라 전국·데파르트망 의료인협회의 심의회에 각각 즉시 통지하여야 한다.

전국·레지옹 의료인협회의 심의회에 대한 이의신청 기한은 이에 대한 명시적인 결정이 통지된 날 또는 데파르트망 의료인협회의 심의회가 묵시적 거부 결정이 확정된 날부터 30일간이다.

당사자의 정식 이의신청이 없었지만, 등록 결정이 부정확한 자료 또는 등록 조건에 대한 평가 시 명백한 잘못에 근거하여 이루어진 경우 전국 의료인협회의 심의회는 이의신청 기한이 만료되는 날부터 3개월 이내에 등록 결정을 취소할 수 있다.

제L4112-5조

L'inscription à un tableau de l'ordre rend licite l'exercice de la profession sur tout le territoire national.

En cas de transfert de la résidence professionnelle hors du département ou de la collectivité territoriale où il est inscrit, l'intéressé doit, au moment de ce transfert, demander son inscription au tableau de l'ordre du département ou de la collectivité territoriale de la nouvelle résidence.

Lorsque cette demande a été présentée, le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme peut provisoirement exercer dans le département ou la collectivité territoriale de sa nouvelle résidence jusqu'à ce que le conseil départemental ou la collectivité territoriale ait statué sur sa demande par une décision explicite.

Article L4112-6

Modifié par Ordonnance n°2018-20 du 17 janvier 2018 - art. 14

L'inscription à un tableau ne s'applique ni aux praticiens des armées mentionnées à l'article L.4061-1, ni aux médecins, chirurgiens-dentistes ou sages-femmes qui, ayant la qualité de fonctionnaire de l'Etat ou d'agent titulaire d'une collectivité locale ne sont pas appelés, dans l'exercice de leurs fonctions, à exercer la médecine ou l'art dentaire ou à pratiquer les actes entrant dans la définition de la profession

의료인협회의 회원명부에 등록되면 전국에서 합법적으로 의료업에 종사할 수 있다.

현재 의료인협회에 등록된 데파르트망 또는 기초지방자치단체 이외의 지역으로 근무지를 옮기는 경우 당사자는 이전 시 새로운 근무지가 있는 데파르트망 또는 지방자치단체의 의료인협회에 회원명부 등록을 신청하여야 한다.

등록 신청서를 제출한 의사, 치과의사 또는 조산사의 경우 데파르트망 또는 지방자치단체의 의료인협회의 심의회가 명시적으로 등록 신청에 대한 결정이 내려질 때까지 새로운 근무지가 있는 데파르트망 또는 지방자치단체에서 임시로 의료업무를 할 수 있다.

제L4112-6조

2018년 1월 17일 법률명령 제2018-20호 제14조에 따라 개정

제L4061-1조에서 명시한 군의관의 경우와 국가직 공무원 또는 지방직 공무원의 신분으로 그 직을 수행하는 차원에서 의료행위 또는 치과의료행위를 하거나 조산사업의 개념에 속하는 조산 업무를 하기 위한 목적으로 소집되지 아니한 의사, 치과의사 또는 조산사의 경우 의료인협회의 등록 대상이 아니다.

de sage-femme.

Section 2 : Déclaration de prestation de services

Article L4112-7

Modifié par Ordonnance n°2017-50 du 19 janvier 2017 – art. 3

Modifié par Ordonnance n°2017-50 du 19 janvier 2017 – art. 4

Le médecin, le praticien de l'art dentaire ou la sage-femme ressortissant d'un Etat, membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, qui est établi et exerce légalement les activités de médecin, de praticien de l'art dentaire ou de sage-femme dans un Etat, membre ou partie, peut exécuter en France, de manière temporaire et occasionnelle, des actes de sa profession sans être inscrit au tableau de l'ordre correspondant.

L'exécution de ces actes est subordonnée à une déclaration préalable, qui est accompagnée de pièces justificatives dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé. Le prestataire joint une déclaration concernant les connaissances linguistiques nécessaires à la réalisation de la prestation.

Le contrôle de la maîtrise de la langue doit être proportionné à l'activité à exercer et

제2절 서비스 제공 신고

제L4112-7조

2017년 1월 19일 법률명령 제2017-50호 제3조에 따라 개정

2017년 1월 19일 법률명령 제2017-50호 제4조에 따라 개정

유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에 주소지를 두고 의사, 치과의사 또는 조산사의 업무를 합법적으로 수행한 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민인 의사, 치과의사 또는 조산사는 해당 의료인협회에 등록되지 아니한 상태로 프랑스에서 한시적 또는 비정기적으로 관련 직종의 업무를 수행할 수 있다.

이러한 직종의 업무를 수행하려면 보건부장관의 부령으로 정한 목록상의 증빙서류가 첨부된 사전신고서를 제출하여야 한다. 서비스 제공자는 해당 업무의 수행에 필요한 어학능력과 관련된 신고서도 첨부하여야 한다.

어학능력 평가는 수행할 업무 특성에 맞춰 전문자격 인정 시에 한 차례 실시하여야 한

réalisé une fois la qualification professionnelle reconnue.

Le médecin, le praticien de l'art dentaire ou la sage-femme, prestataire de services, est tenu de respecter les règles professionnelles applicables en France et est soumis à la juridiction disciplinaire compétente.

Lorsque les titres de formation ne bénéficient pas d'une reconnaissance en application des articles L. 4131-1, L. 4141-3 et L. 4151-5, les qualifications professionnelles du prestataire sont vérifiées avant la première prestation de services. En cas de différence substantielle entre les qualifications du prestataire et la formation exigée en France pour l'exercice de la profession de médecin dans la spécialité concernée, de chirurgien-dentiste, le cas échéant dans la spécialité concernée, ou de sage-femme, de nature à nuire à la santé publique, les autorités compétentes soumettent le professionnel à une épreuve d'aptitude.

Le médecin, le praticien de l'art dentaire ou la sage-femme peut faire usage de ses titres de formation dans la langue de l'Etat qui les lui a délivrés. Il est tenu de faire figurer le lieu et l'établissement où il les a obtenus.

Dans le cas où le titre de formation de l'Etat d'origine, membre ou partie, est

다.

서비스 제공자인 의사, 치과의사 또는 조산사는 프랑스에서 적용되는 직업규칙을 준수하여야 하며 의료인협회에 설치된 징계위원회의 결정에 따라야 한다.

자격증이 제L4131-1조, 제L4141-3조 및 제L4151-5조에 따라 인정되지 아니한 경우, 서비스 제공자는 첫 서비스 제공에 앞서 관련 자격에 대한 인증절차를 거쳐야 한다. 해당 전문과목의 의사, 치과의사 일반의, 치과 전문과목인 경우 치과의사 전문의 또는 조산사의 업무 수행 시에 서비스 제공자의 자격 수준과 프랑스에서 요구되는 교육과정 간에 상당한 차이가 있어 공중보건을 해칠 우려가 있는 경우, 관할기관은 해당 의료인에게 자격시험을 치르도록 한다.

의사, 치과의사 또는 조산사는 발급 국가의 언어로 작성된 자격증을 사용할 수 있다. 자격증에는 취득 장소와 기관명이 명시되어야 한다.

유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에 속하는 출신국의 자격증이 프랑스에

susceptible d'être confondu avec un titre exigeant en France une formation complémentaire, le conseil national de l'ordre concerné peut décider que le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme fera état du titre de formation de l'Etat d'origine, membre ou partie, dans une forme appropriée qu'il lui indique.

La prestation est réalisée sous le titre professionnel français de médecin, chirurgien-dentiste ou sage-femme. Toutefois, lorsque les titres de formation ne bénéficient pas d'une reconnaissance en application des articles L. 4131-1, L. 4141-3 et L. 4151-5 et dans le cas où les qualifications n'ont pas été vérifiées, la prestation est réalisée sous le titre professionnel de l'Etat d'établissement, de manière à éviter toute confusion avec le titre professionnel français.

Article L4112-8

Modifié par Ordonnance n°2009-1585 du 17 décembre 2009 – art. 2

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de vérification des qualifications professionnelles mentionnées à l'article L. 4112-7.

Chapitre III : Règles communes liées à l'exercice de la profession

서 추가 교육과정이 요구되는 자격증과 혼동될 우려가 있는 경우, 해당 전국 의료인 협회의 심의회는 의사, 치과의사 또는 조산사가 적절한 형식으로 그 출신국의 자격증을 사용할 수 있도록 결정할 수 있다.

서비스 제공은 프랑스 의사, 치과의사 또는 조산사의 전문자격을 기준으로 한다. 다만, 해당 자격증이 제L4131-1조, 제L4141-3조 및 제L4151-5조에 따라 인정받지 못하고, 당사자의 자격 수준이 확인되지 아니한 경우 서비스 제공 시 프랑스 전문자격과 혼동되는 것을 막고자 당사자의 주소지가 있는 국가의 전문자격을 기준으로 한다.

제L4112-8조

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585호 제2조에 따라 개정

제L4112-7조에 따른 전문자격을 인증하는 방식은 국참사원령으로 정한다.

제III장 업무 수행에 관한 공통규칙

Article L4113-1

Modifié par Ordonnance n°2018-20 du 17 janvier 2018 – art. 14

Sous réserve des dispositions de l'article L. 4061-1, sont tenus de se faire enregistrer auprès du service ou de l'organisme désigné à cette fin par le ministre chargé de la santé :

1° Les titulaires des diplômes, certificats ou titres requis pour l'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme avant leur entrée dans la profession, ainsi que ceux qui n'exercent pas mais ont obtenu leurs diplômes, certificats ou titres depuis moins de trois ans ;

2° Les internes en médecine et en odontologie, ainsi que les étudiants dûment autorisés à exercer à titre temporaire la médecine, l'art dentaire ou la profession de sage-femme, ou susceptibles de concourir au système de soins au titre de leur niveau de formation, notamment dans le cadre de la réserve sanitaire.

L'enregistrement de ces personnes est réalisé après vérification des pièces justificatives attestant de leur identité et de leurs diplômes, certificats, titres ou niveau de formation. Elles informent le même service ou organisme de tout changement de résidence, de niveau de

제L4113-1조

2018년 1월 17일 법률명령 제2018-20호 제14조에 따라 개정

제L4061-1조의 규정에 따라 다음 각 호에 해당하는 사람은 보건부장관이 이러한 목적으로 지정한 기관 또는 기구에 등록을 완료하여야 한다.

1° 의사, 치과의사 또는 조산사로 의료행위를 할 때 요구되는 학위, 수료증 또는 자격증을 보유한 사람과 현재 의료행위를 하지는 않지만 학위, 수료증 또는 자격증을 취득한 지 3년이 지나지 아니한 사람

2° 의학과·치의학과 수련의와 의료행위, 치과의료행위 또는 조산 업무를 한시적으로 수행할 수 있게 정식으로 허가받은 학생 또는 보건의료예비군으로서 교육과정 이수 수준에 따라 보건의료 시스템에 협력할 수 있는 학생

이러한 수련의와 학생들의 기관 또는 기구 등록은 당사자의 신원과 취득한 학위, 수료증 또는 교육과정 이수 수준을 입증할 만한 증빙서류에 대한 확인절차를 거친 후에 이루어진다. 등록이 완료된 사람은 주소지, 교육과정 이수 수준 또는 직장과 관련된 변동사항을 해당 등록 기관 또는 기구에 알려야

formation ou de situation professionnelle.

Pour les personnes ayant exercé la profession de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, l'obligation d'information relative au changement de résidence est maintenue pendant une période de trois ans à compter de la cessation de leur activité.

La procédure prévue au présent article est sans frais.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

ㄱ. 방법

Créé par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 - art. 66

Les organismes, notamment de formation, délivrant les formations, diplômes, certificats ou titres mentionnés à l'article L. 4113-1 transmettent au service ou à l'organisme désigné à cette fin par le ministre chargé de la santé des informations certifiées concernant les diplômes, certificats, titres ou attestations de formation délivrés aux personnes susceptibles d'exercer l'une des professions médicales.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du premier alinéa, notamment les catégories d'informations concernées et la date à laquelle ce

한다.

주소지 변경과 관련된 정보제공 의무는 의사, 치과의사 또는 조산사의 업무를 수행한 경우 당사자가 활동을 중단한 날부터 3년 동안 유지된다.

이 조에서 규정한 등록 절차는 무료로 이루어진다.

이 조의 시행방법은 명령으로 정한다.

제L4113-1-1조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제66조에 따라 신설

제L4113-1조에서 명시한 학위, 수료증 또는 자격증을 발급하는 교육기관은 해당 의료업에 종사할 수 있는 사람에게 발급되는 학위, 수료증, 자격증 또는 교육과정 이수 증명서와 관련된 인증 정보를 보건부장관이 이러한 목적으로 지정한 기관 또는 기구에 제공한다.

관련 정보의 제공 범위와 이 조치의 시행일을 비롯한 제1문단 시행조건은 국참사원령으로 정한다.

dispositif est mis en œuvre.

Article L4113-1-2

Créé par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 66

Lorsqu'elles sont disponibles, les informations certifiées mentionnées à l'article L. 4113-1-1 tiennent lieu de pièces justificatives pour l'accomplissement des obligations prévues à l'article L. 4113-1.

Article L4113-2

Modifié par Ordonnance n°2003-850 du 4 septembre 2003 – art. 24 JORF 6 septembre 2003

Il est établi, pour chaque département, par le service de l'Etat compétent ou l'organisme désigné à cette fin, des listes distinctes de chacune de ces professions, portées à la connaissance du public.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Article L4113-3

Il est interdit d'exercer la médecine, l'art dentaire ou la profession de sage-femme sous un pseudonyme.

Article L4113-4

Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes ne peuvent donner des

제L4113-1-2조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제 66조에 따라 신설

L4113-1-1조에서 명시한 인증된 형태의 자격증 관련 정보를 제공할 수 있는 경우 이 정보는 제L4113-1조의 의무에 따라 수반하여야 할 증빙서류를 대신한다.

제L4113-2조

2003년 9월 4일 법률명령 제2003-850호 제24조에 따라 개정(2003년 9월 6일 프랑스관보에 게재)

관할 정부기관이나 이러한 목적으로 지정된 기구는 일반에 공개하기 위해 직종별 명부를 데파르트망별로 비치한다.

이 조의 시행방법은 명령으로 정한다.

제L4113-3조

의료행위, 치과의료행위 또는 조산 업무를 가명으로 수행하는 것을 금지한다.

제L4113-4조

의사, 치과의사 및 조산사는 자신이 처방하거나 사용하는 의료기기를 판매하는 매장이

consultations dans les locaux ou les dépendances des locaux commerciaux où sont vendus les appareils qu'ils prescrivent ou qu'ils utilisent.

Article L4113-5

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 66 (V)

Il est interdit à toute personne ne remplissant pas les conditions requises pour l'exercice de la profession de recevoir, en vertu d'une convention, la totalité ou une quote-part des honoraires ou des bénéfices provenant de l'activité professionnelle d'un membre de l'une des professions régies par le présent livre.

Cette disposition ne s'applique pas à l'activité de télémedecine telle que définie à l'article L. 6316-1 et aux coopérations entre professionnels de santé prévues aux articles L. 4011-1 à L. 4011-4.

Cette interdiction ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.

Article L4113-7

Sans préjudice des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à

na 그 부속건물에서 의료행위를 할 수 없다.

제L4113-5조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 66조(현행 조항)에 따라 개정

의료행위를 할 때 요구되는 조건을 충족하지 못한 상태에서, 계약에 따라 이 권에서 규율하는 직종 중 하나에 속한 직업활동으로 보수나 수입을 발생시켜 그 전부 또는 일부를 취하는 행위는 금지된다.

이 규정은 제L6316-1조에서 정의한 원격 의료 행위와 제L4011-1조부터 제L4011-4조까지에서 규정한 보건의료인 간의 협력에는 적용되지 아니한다.

이러한 금지조항은 「법률 또는 행정명령에 따라 그 자격이 보호되는 자유로운 직업의 회사 형태 사업 활동에 관한 1990년 12월 31일 법률 제90-1258호」의 적용을 제한하지 않는다.

제L4113-7조

「개인정보·문서·자유에 관한 1978년 1월 6일 법률 제78-17호」의 규정과는 별개로,

l'informatique, aux fichiers et aux libertés, sont interdites la constitution et l'utilisation à des fins de prospection ou de promotion commerciales de fichiers composés à partir de données issues directement ou indirectement des prescriptions médicales ou des informations médicales mentionnées à l'article L. 161-29 du code de la sécurité sociale, dès lors que ces fichiers permettent d'identifier directement ou indirectement le professionnel prescripteur.

Article L4113-9

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 - art. 62 (V)

Modifié par LOI n°2009-1646 du 24 décembre 2009 - art. 43

Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes en exercice, ainsi que les personnes qui demandent leur inscription au tableau de l'ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes ou des sages-femmes doivent communiquer au conseil départemental de l'ordre dont ils relèvent les contrats et avenants ayant pour objet l'exercice de leur profession ainsi que, s'ils ne sont pas propriétaires de leur matériel et du local dans lequel ils exercent ou exerceront leur profession, les contrats ou avenants leur assurant l'usage

의료정보가 담긴 파일을 통하여 처방전을 작성한 의료인의 신원을 직간접적으로 확인할 수 있는 경우에는 「사회보장법전」 제 L161-29조에서 명시한 처방전 또는 의료 정보에서 직간접적으로 얻은 데이터에 기초하여 생성된 파일을 시장조사 또는 상업적 홍보 목적으로 구성하고 사용하는 행위를 금지한다.

제L4113-9조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제 62조(현행 조항)에 따라 개정

2009년 12월 24일 법률 제2009-1646호 제43조에 따라 개정

현직 의사, 치과의사 또는 조산사와 의사회, 치과의사회 또는 조산사회에 회원명부 등록을 신청하는 사람은 해당 직종의 업무 수행을 위한 계약서 및 그 변경 조항을 관할 데파르트망 의료인협회의 심의회에 제출하여야 하며, 업무를 수행하거나 수행할 예정인 건물과 의료장비가 자신의 소유가 아닌 경우 해당 건물과 의료장비의 사용을 보증하는 계약서 및 그 변경 조항을 관할 데파르트망 의료인협회의 심의회에 제출하여야 한다.

de ce matériel et de ce local.

Les mêmes obligations s'appliquent aux contrats et avenants ayant pour objet de transmettre sous condition résolutoire la propriété du matériel et du local. Elles ne s'appliquent pas aux contrats conformes à un contrat-type soumis à l'approbation des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale.

La communication prévue ci-dessus doit être faite dans le mois suivant la conclusion du contrat ou de l'avenant, afin de permettre l'application des articles L. 4121-2 et L. 4127-1.

Les contrats et avenants dont la communication est prévue ci-dessus doivent être tenus à la disposition du ministre chargé de la santé par le conseil départemental de l'ordre des médecins, par le conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes ou par le conseil départemental de l'ordre des sages-femmes.

Toute personne physique ou morale passant un contrat avec un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme doit le faire par écrit.

Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes exerçant en société doivent communiquer au conseil de l'ordre dont ils relèvent, outre les statuts de cette

건물과 의료장비의 소유권을 해제조건으로 이전하는 경우에도 그 계약서 및 변경 조항도 앞서 언급한 협회에 제출하여야 한다. 이러한 제출 의무는 보건·사회보장 주무장관의 승인에 따르는 표준계약에 부합되는 계약에는 적용되지 아니한다.

제L4121-2조와 제L4127-1조의 시행을 위하여 계약서 또는 변경 조항의 체결 후 1개월 이내에 앞서 언급한 제출 의무를 이행하여야 한다.

데파르트망 의사회, 데파르트망 치과의사회 및 데파르트망 조산사회의 각 심의회는 보건부장관이 위 제출 계약서 및 변경 조항을 요청하는 경우 이를 제공하여야 한다.

의사, 치과의사 또는 조산사와 계약을 체결하는 모든 자연인 또는 법인은 서면 계약서 작성 원칙에 따라야 한다.

회사에서 업무를 수행하려는 의사, 치과의사 및 조산사는 회사 정관 및 그 변경 조항, 회사의 운영 또는 주주 간의 관계에 관한 협약 및 그 변경 조항을 관할 의료인협

société et leurs avenants, les conventions et avenants relatifs à son fonctionnement ou aux rapports entre associés. Ces communications doivent être faites dans le mois suivant la conclusion de la convention ou de l'avenant.

Les dispositions contractuelles incompatibles avec les règles de la profession ou susceptibles de priver les contractants de leur indépendance professionnelle les rendent passibles des sanctions disciplinaires prévues à l'article L. 4124-6.

Article L4113-10

Le défaut de communication des contrats ou avenants ou, lorsqu'il est imputable au praticien, le défaut de rédaction d'un écrit constitue une faute disciplinaire susceptible d'entraîner une des sanctions prévues à l'article L. 4124-6 ou de motiver un refus d'inscription au tableau de l'ordre.

Le conseil départemental ne peut plus mettre en oeuvre, à raison des contrats et avenants ci-dessus prévus, les pouvoirs qu'il tient de l'article L. 4112-3 lorsqu'un délai de six mois s'est écoulé depuis la communication desdits contrats ou avenants.

Article L4113-11

L'absence de communication ou la

회의 심의회에 제출하여야 한다. 제출 기한은 계약 또는 그 변경 조항의 체결 후 1개월 이내로 한다.

직업규칙에 부합하지 아니하거나 계약당사의 직업상 독립성을 침해할 우려가 있는 계약 규정은 제L4124-6조에서 명시한 징계처분 대상이 될 수 있다.

제L4113-10조

계약서 또는 변경 조항을 제출하지 아니하거나 서류 작성의 책임이 있는 의료인이 그 의무를 방기한 경우 이는 제L4124-6조에서 규정한 징계처분이 내려질 수 있거나 의료인협회의 회원명부 등록이 거부될 수 있는 사유가 된다.

테과르트망 의료인협회의 심의회는 계약서 및 변경 조항을 제출한 날부터 6개월의 기한이 지나면 이 계약서 및 변경 조항과 관련하여 제L4112-3조에 따라 부여된 권한을 더는 행사할 수 없다.

제L4113-11조

앞서 언급한 서류를 제출하지 아니하거나

communication mensongère expose son auteur aux sanctions prévues à l'article L. 4124-6.

Le conseil de l'ordre peut refuser d'inscrire au tableau des candidats qui ont contracté des engagements incompatibles avec les règles de la profession ou susceptibles de priver le praticien de l'indépendance professionnelle nécessaire.

Article L4113-12

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

Les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4113-9 peuvent soumettre au conseil de l'ordre les projets des contrats mentionnés aux premier et deuxième alinéas dudit article. Le conseil de l'ordre doit faire connaître ses observations dans le délai d'un mois.

Article L4113-13

Modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 – art. 115

Les membres des professions médicales qui ont des liens avec des entreprises et des établissements produisant ou exploitant des produits de santé ou avec des organismes de conseil intervenant sur ces produits sont tenus de faire connaître

거짓 정보를 전달한 경우 당사자는 제 L4124-6조에서 규정한 징계처분 대상이 된다.

의료인협회의 심의회는 직업규칙에 부합하지 아니하거나 의료인의 직무상 독립성을 침해할 우려가 있는 계약을 체결한 신청자에 대하여 협회의 회원명부 등록을 거부할 수 있다.

제L4113-12조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

제L4113-9조제1문단에서 명시한 의사, 치과 의사 및 조산사는 의료인협회의 심의회에 같은 조 제1문단과 제2문단에서 명시한 계약서 초안을 제출할 수 있다. 의료인협회의 심의회는 1개월 이내에 이와 관련된 의견을 해당 제출자에게 전달하여야 한다.

제L4113-13조

2016년 1월 26일 법률 제2016-41호 제115조에 따라 개정

보건과 관련된 제품을 생산하거나 개발하는 기업 및 시설이나 이러한 제품과 관련된 심의기구와의 이해관계가 있는 의료인 구성원이 공개행사, 대학교육, 지속적인 교육 또는 임상교육 시에 신문·방송매체와 모든 형태의 종이·전자출판물을 통하여 해당 제품에

ces liens au public lorsqu'ils s'expriment sur lesdits produits lors d'une manifestation publique, d'un enseignement universitaire ou d'une action de formation continue ou d'éducation thérapeutique, dans la presse écrite ou audiovisuelle ou par toute publication écrite ou en ligne. Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les manquements aux règles mentionnées à l'alinéa ci-dessus sont punis de sanctions prononcées par l'ordre professionnel compétent.

Article L4113-14

Modifié par Ordonnance n°2018-20 du 17 janvier 2018 – art. 14

En cas d'urgence, lorsque la poursuite de son exercice par un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme expose ses patients à un danger grave, le directeur général de l'agence régionale de santé dont relève le lieu d'exercice du professionnel prononce la suspension immédiate du droit d'exercer pour une durée maximale de cinq mois. Il entend l'intéressé au plus tard dans un délai de trois jours suivant la décision de suspension.

Le directeur général de l'agence régionale de santé dont relève le lieu d'exercice du professionnel informe immédiatement de sa

관한 의견을 제시하는 경우 이 구성원은 이들 기업 등과의 관계를 공개하여야 한다. 이 조의 시행조건은 국참사원령으로 정한다.

이전 문단에서 명시한 규칙을 위반한 사람은 해당 의료인협회가 결정한 징계처분 대상이 된다.

제L4113-14조

2018년 1월 17일 법률명령 제2018-20호 제14조에 따라 개정

응급상황에서 의사, 치과의사 또는 조산사의 의료행위로 인하여 환자가 심각한 위험에 노출되는 경우, 해당 의료인의 근무지를 관할하는 레지옹보건청장은 이 의료인에 대하여 최대 5개월간의 업무정지를 즉시 선고할 수 있다. 레지옹보건청장은 업무정지를 결정한 후 늦어도 3일 이내에 당사자의 소명을 듣는다.

해당 의료인의 근무지를 관할하는 레지옹보건청장은 자신의 결정을 지체 없이 해당 데파르트망 의료인협회의 심의회 회장에게 알

décision le président du conseil départemental compétent et saisit sans délai le conseil régional ou interrégional lorsque le danger est lié à une infirmité, un état pathologique ou l'insuffisance professionnelle du praticien, ou la chambre disciplinaire de première instance dans les autres cas. Le conseil régional ou interrégional ou la chambre disciplinaire de première instance statue dans un délai de deux mois à compter de sa saisine. En l'absence de décision dans ce délai, l'affaire est portée devant le Conseil national ou la Chambre disciplinaire nationale, qui statue dans un délai de deux mois. A défaut de décision dans ce délai, la mesure de suspension prend fin automatiquement.

Le directeur général de l'agence régionale de santé dont relève le lieu d'exercice du professionnel informe également les organismes d'assurance maladie dont dépend le professionnel concerné par sa décision et le représentant de l'Etat dans le département.

Le directeur général de l'agence régionale de santé dont relève le lieu d'exercice du professionnel peut à tout moment mettre fin à la suspension qu'il a prononcée lorsqu'il constate la cessation du danger.

Il en informe le conseil départemental et le conseil régional ou interrégional compétents et, le cas échéant, la chambre disciplinaire compétente, ainsi que les

리고 그 위험이 의료인의 결함, 질병 또는 업무능력 결여와 관련된 경우 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회에 즉시 제소하며, 그 밖의 경우에는 이 협회에 설치된 제1심 징계위원회에 제소한다. 레지옹·레지옹연합 의료인협회의 심의회 또는 제1심 징계위원회는 제소일부터 2개월 이내에 결정을 내린다. 이 기한 내에 결정을 내리지 아니한 경우 사건은 전국 의료인협회의 심의회 또는 전국징계위원회에 회부되어 2개월 이내에 결정이 내려진다. 이 기한 내에도 결정을 내리지 아니한 경우 업무정지 조치는 자동 종료된다.

해당 의료인의 근무지를 관할하는 레지옹보건청장은 자신의 결정과 관련된 의료인이 가입한 건강보험기관과 데파르트망의 정부 대표에게도 관련 사실을 알린다.

해당 의료인의 근무지를 관할하는 레지옹보건청장은 위험 요인이 해소된 것을 확인하면 업무정지 조치를 언제든지 종료할 수 있다.

레지옹보건청장은 해당 데파르트망 의료인협회의 심의회, 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회와 필요시 관할 징계위원회뿐만 아니라 건강보험기관 및 데파르트망

organismes d'assurance maladie et le représentant de l'Etat dans le département.

Le médecin, le chirurgien—dentiste ou la sage—femme dont le droit d'exercer a été suspendu selon la procédure prévue au présent article peut exercer un recours contre la décision du directeur général de l'agence régionale de santé dont relève le lieu d'exercice du professionnel devant le tribunal administratif, qui statue en référé dans un délai de quarante—huit heures.

Les modalités d'application du présent article sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Le présent article n'est pas applicable aux médecins, chirurgiens—dentistes et sages—femmes qui relèvent des dispositions de l'article L. 4138—2 du code de la défense.

Titre II : Organisation des professions médicales

Chapitre Ier : Ordre national.

Article L4121—1

Modifié par Ordonnance n°2018—20 du 17 janvier 2018 — art. 14

L'ordre national des médecins, celui des chirurgiens—dentistes et celui des sages—femmes groupent obligatoirement tous les médecins, les chirurgiens—dentistes ou les sages—femmes habilités à exercer, à

의 정부대표에게도 관련 사실을 알린다.

이 조에서 규정한 절차에 따라 업무가 정지된 의사, 치과의사 또는 조산사는 자신의 근무지를 관할하는 레지옹보건청장의 결정에 불복하여 행정법원에 항고할 수 있으며, 행정법원은 48시간 이내에 가처분 결정을 내릴 수 있다.

이 조의 시행방법은 국참사원령으로 정한다.

이 조는 「국방법전」 제L4138—2조의 규정에 해당하는 의사, 치과의사 및 조산사에 대해서는 적용되지 아니한다.

제II편 의료인협회의 조직

제I장 국가 의료인협회

제L4121—1조

2018년 1월 17일 법률명령 제2018—20호 제14조에 따라 개정

「국방법전」 제L4138—2조의 규정에 해당하는 의사, 치과의사 및 조산사를 제외하고 업무를 수행할 자격이 있는 그 밖의 모든 의사, 치과의사 또는 조산사는 의사회, 치과 의사회 및 조산사회에 반드시 가입하여야

l'exception des médecins, des chirurgiens—dentistes et des sages—femmes relevant des dispositions de l'article L. 4138—2 du code de la défense.

Article L4121—2

Modifié par LOI n°2019—774 du 24 juillet 2019 — art. 77 (V)

L'ordre des médecins, celui des chirurgiens—dentistes et celui des sages—femmes veillent au maintien des principes de moralité, de probité, de compétence et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine, de l'art dentaire, ou de la profession de sage—femme et à l'observation, par tous leurs membres, des devoirs professionnels, ainsi que des règles édictées par le code de déontologie prévu à l'article L. 4127—1. Ils contribuent à promouvoir la santé publique et la qualité des soins.

Ils assurent la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession médicale, de la profession de chirurgien—dentiste ou de celle de sage—femme.

Ils peuvent organiser toutes oeuvres d'entraide et de retraite au bénéfice de leurs membres et de leurs ayants droit.

Ils accomplissent leur mission par l'intermédiaire des conseils et des chambres disciplinaires de l'ordre.

한다.

제L4121—2조

2019년 7월 24일 법률 제2019—774호 제 77조(현행 조항)에 따라 개정

의사회, 치과의사회 및 조산사회는 의료행위, 치과의료행위 또는 조산 업무를 수행하는 데 필수적인 도덕성·성실성·전문성·헌신성 원칙이 유지되고 직업상의 의무와 제 L4127—1조의 윤리강령에 따라 수립된 세부규칙을 모든 구성원이 준수할 수 있도록 감독한다. 의사회, 치과의사회 및 조산사회는 공중보건을 증진하고 진료의 품질을 높일 수 있도록 힘쓴다.

해당 의료인협회는 의사, 치과의사 또는 조산사 직업의 명예와 독립성을 지킬 수 있도록 힘쓴다.

해당 의료인협회는 구성원과 그 권리승계자를 위하여 공제조합과 퇴직연금제도를 마련할 수 있다.

해당 의료인협회는 전국·레지옹·데파르트망 단위로 조직된 의료인협회의 심의회와 그 징계위원회를 통하여 맡은 바 임무를 수행

Chapitre II : Conseil national et chambre disciplinaire nationale.

Article L4122-1

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 - art. 1

Le conseil national de l'ordre remplit sur le plan national la mission définie à l'article L. 4121-2. Il veille notamment à l'observation, par tous les membres de l'ordre, des devoirs professionnels et des règles édictées par le code de déontologie prévu à l'article L. 4127-1. Il évalue, en lien avec des associations de patients agréées en application de l'article L. 1114-1 et selon des modalités précisées par décret, le respect du principe de non-discrimination dans l'accès à la prévention ou aux soins, mentionné à l'article L. 1110-3, par les membres de l'ordre. Il lui revient de mesurer l'importance et la nature des pratiques de refus de soins par les moyens qu'il juge appropriés. Il étudie les questions ou projets qui lui sont soumis par le ministre chargé de la santé.

Le Conseil national autorise son président à ester en justice.

Il peut, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un

한다.

제II장 전국 의료인협회의 심의회와 전국징계위원회

제L4122-1조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제1조에 따라 개정

전국 의료인협회의 심의회는 제L4121-2조에서 정의한 임무를 전국 차원에서 수행한다. 전국 의료인협의 심의회는 직업상 의무와 제L4127-1조에서 규정한 윤리강령에 따라 수립된 세부규칙을 그 산하 의료인협회의 모든 구성원이 준수할 수 있도록 감독한다. 전국 의료인협회의 심의회는 제L1114-1조와 명령으로 정한 방식에 따라 인가된 환자협회와 연계하여 산하 의료인협회 소속의 의료인들이 제L1110-3조에서 명시한 예방 또는 진료 접근성에 관한 차별금지 원칙을 준수하는지 평가한다. 전국 의료인협회의 심의회는 적절한 방법으로 진료 거부 빈도와 성격에 대한 조사 임무를 수행한다. 전국 의료인협회의 심의회는 보건부장관이 제출한 질의서 또는 계획안을 검토한다.

전국 의료인협회의 심의회는 회장의 소송행위를 허가한다.

전국 의료인협회의 심의회 회장은 의사, 치과 의사, 조산사 중 어느 하나에 속한다는 이유로 행해지는 위협이나 폭력을 비롯해

préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession de sage-femme, de médecin ou de chirurgien-dentiste, y compris en cas de menaces ou de violences commises en raison de l'appartenance à l'une de ces professions.

Article L4122-1-1

Créé par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

Le conseil national est assisté par un membre du Conseil d'Etat ayant au moins le rang de conseiller d'Etat et avec voix délibérative, nommé par le ministre de la justice ; un ou plusieurs suppléants sont désignés dans les mêmes conditions.

Les délibérations du conseil national ne sont pas publiques.

Article L4122-1-2

Créé par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

Lorsque, par leur fait, les membres du conseil national mettent celui-ci dans l'impossibilité de fonctionner, sa dissolution est prononcée par décret pris sur la proposition du ministre chargé de la santé.

En cas de dissolution du conseil national ou

의사, 치과 의사 또는 조산사 직종의 집단이 익을 직간접적으로 침해하는 행위에 대해 소송에서 손해배상청구권을 행사할 수 있다.

제L4122-1-1조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040 호 제1조에 따라 신설(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

전국 의료인협회의 심의회에는 법무부장관이 지명한 국참사원 위원급 이상의 국참사원 구성원 1명이 의결권자의 자격으로 참석한다. 이 국참사원 구성원을 대신할 1명 이상의 보조구성원을 같은 조건으로 지명한다.

전국 의료인협회의 심의회 의결은 비공개로 진행한다.

제L4122-1-2조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040 호 제1조에 따라 신설(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

그 구성원들의 행위로 인하여 전국 의료인협회의 심의회 운영이 불가능하게 된 경우 보건부장관의 제안에 따라 수립된 명령으로 전국 의료인협회의 심의회 해산이 선고된다.

전국 의료인협회의 심의회가 해산되거나 모

en cas de démission de tous ses membres, le ministre chargé de la santé nomme une délégation de cinq membres. Cette délégation organise l'élection d'un nouveau conseil sans délai. Elle règle les affaires courantes, assure les fonctions qui sont attribuées au conseil par l'article L. 4113-14 et le II de l'article L. 4124-11 et statue sur les recours contre les décisions des conseils départementaux en application du code de déontologie.

Article L4122-1-3

Créé par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 2

S'agissant de l'ordre des médecins et des chirurgiens-dentistes, lorsqu'un membre du Conseil national vient à cesser ses fonctions pour quelque cause que ce soit, il est procédé à une élection complémentaire d'un membre du même sexe dans les six mois à compter de la constatation de la vacance de poste par le Conseil national. Dans ce cas, la durée de fonctions du membre ainsi élu est celle qui restait à courir jusqu'à la date à laquelle aurait expiré le mandat de celui qu'il remplace.

Article L4122-2

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 1

Modifié par Ordonnance n°2018-20 du 17

den 구성원이 사임하는 경우에 보건부장관은 5명의 구성원으로 조직되는 대표단을 임명한다. 대표단은 지체 없이 새로운 전국 의료인협회의 심의회 구성원을 선출하는 선거를 실시한다. 대표단은 일상적 업무를 관리하고 제L4113-14조와 제L4124-11조제II항에 따라 전국 의료인협회의 심의회에 부여된 임무를 수행하며, 윤리강령에 따라 데파르트망 의료인협회의 심의회 결정에 불복하여 제기된 이의신청에 대한 결정을 내린다.

제L4122-1-3조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제2조에 따라 신설

의사회와 치과의사회의 경우, 그 전국 의료인협회의 심의회 구성원 1명이 어떠한 이유로든 직무를 중단하게 된 경우 결원이 확인된 때부터 6개월 이내에 교체되는 구성원과 같은 성별의 구성원 1명을 충원하기 위한 보궐선거를 실시하여야 한다. 이 경우 선출된 구성원의 임기는 교체되는 전임자의 잔여 임기가 만료될 때까지 유지된다.

제L4122-2조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제1조에 따라 개정

2018년 1월 17일 법률명령 제2018-20호

janvier 2018 – art. 14 (V)

Le conseil national fixe le montant de la cotisation versée à chaque ordre par toute personne inscrite au tableau, qu'elle soit physique ou morale.

Il détermine également les quotités de cette cotisation qui seront attribuées à chaque conseil, en précisant la part consacrée au fonctionnement des chambres disciplinaires placées auprès de ces instances.

Les cotisations sont obligatoires. Toutefois, la cotisation n'est pas due par le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme réserviste sanitaire ou relevant des dispositions de l'article L. 4143-1 du code de la défense dès lors qu'il n'exerce la profession qu'à ce titre.

La cotisation doit être réglée au cours du premier trimestre de l'année civile en cours.

Le conseil national gère les biens de l'ordre, définit sa politique immobilière et contrôle sa mise en œuvre. Il peut créer ou subventionner des œuvres intéressant la profession médicale ainsi que des œuvres d'entraide.

Il valide et contrôle la gestion des conseils. Il reçoit de ces derniers leurs documents budgétaires et comptables. Le conseil national peut demander tout autre

제14조(현행 조항)에 따라 개정

의료인협회의 회원명부에 등록된 모든 자연인과 법인은 자신이 소속된 협회에 회비를 납부하여야 하며, 그 액수는 전국 의료인협회의 심의회가 정한다.

전국 의료인협회의 심의회는 각 의료인협회의 심의회에 분배할 회비 할당액을 정하고 이들 협회에 설치된 징계위원회의 운영비 할당분을 명시한다.

회비 납부는 의무사항이다. 다만, 보건의료예비군이나 「국방법전」 제L4143-1조의 규정에 해당하는 의사, 치과의사 또는 조산사가 국방과 관련된 업무만을 수행하는 경우에는 회비 납부 의무를 부담하지 않는다.

회비는 해당 연도의 1분기 내에 납부되어야 한다.

전국 의료인협회의 심의회는 의료인협회의 재산을 관리하고 각 협회가 소유한 부동산 관련 정책을 정하며 그 이행상황을 감독한다. 전국 의료인협회의 심의회는 의료직종과 관련된 단체뿐만 아니라 공제조합을 설립하거나 보조금을 지급할 수도 있다.

전국 의료인협회의 심의회는 의료인협회의 심의회들의 회계관리 상황을 승인 및 감독한다. 전국 의료인협회의 심의회는 이들 의료인협회의 심의회로부터 예산 및 회계 자

document qui lui semble nécessaire.

Les modalités de cette validation et de ce contrôle sont fixées par le règlement de trésorerie élaboré par le conseil national et applicables à l'ensemble des instances ordinales.

Les conseils doivent préalablement l'informer de la création et lui rendre compte de la gestion de tous les organismes dépendant de ces conseils.

Il verse aux conseils une somme destinée à assurer une harmonisation de leurs charges sur le plan national.

Un commissaire aux comptes certifie annuellement les comptes combinés au niveau national des conseils de l'ordre.

Article L4122-2-1

Modifié par LOI n°2017-1841 du 30 décembre 2017 - art. 8

Les marchés conclus à titre onéreux par le conseil national avec un ou plusieurs opérateurs économiques pour répondre à ses besoins en matière de fournitures ou de services respectent les principes de liberté d'accès à la commande, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures définis à

료를 제출받는다. 전국 의료인협회의 심의회는 그 밖에 필요하다고 판단되는 모든 자료를 이들 의료인협회의 심의회에 요청할 수 있다.

이러한 승인 및 감독의 방법은 전국 의료인협회의 심의회가 수립한 재무규정에 따라 정하며, 의료인협회 전체에 적용할 수 있다.

의료인협회의 심의회들은 산하 기구를 설립하고자 하는 경우 사전에 전국 의료인협회의 심의회에 알려야 하며, 경영 계획을 보고하여야 한다.

전국 의료인협회의 심의회는 전국적으로 이들 의료인협회의 심의회 간 비용 부담의 균형을 맞추기 위하여 보조금을 지급한다.

회계감사위원회는 전국의 의료인협회의 심의회들에서 수립한 결합재무제표를 매년 확인한다.

제L4122-2-1조

2017년 12월 30일 법률 제2017-1841호 제8조에 따라 개정

전국 의료인협회의 심의회가 물품 조달 및 서비스의 수요를 충족시키기 위하여 하나 이상의 사업자와 유상계약을 체결하는 경우 해당 의료인협회의 심의회는 공공조달에 관한 2015년 7월 23일 법률명령 제2015-899호 제1조에서 정의하는 조달에 대한 접근의 자유, 입찰자에 대한 동등한 대우 및

l'article 1er de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Les conseils nationaux des ordres peuvent constituer entre eux une centrale d'achats ou un groupement de commandes d'achats.

Dans les conditions et sous réserve des adaptations prévues par décret en Conseil d'Etat, le marché est passé, en fonction de son objet ou de sa valeur estimée, selon les procédures prévues à l'article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 précitée.

Article L4122-2-2

Créé par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 1

Le Conseil national fixe les règles générales de fonctionnement applicables à l'ensemble des instances ordinales dans un règlement intérieur.

Il établit et rend public un rapport d'activité annuel reprenant notamment les données relatives au contentieux disciplinaire collectées par la chambre disciplinaire nationale.

Article L4122-2-3

Créé par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 1

Le Conseil national de l'ordre peut

절차의 투명성 원칙을 준수하여야 한다.

여러 직종의 전국 의료인협회의 심의회들은 상호 간에 구매전담기구 또는 공동조달법인을 구성할 수 있다.

국참사원령에서 규정대로 수정하여 적용하는 것을 조건으로, 계약은 공공조달에 관한 2015년 7월 23일 법률명령 제2015-899호 제42조에서 규정한 절차에 따라 거래 대상 또는 그 평가가치에 따라 체결된다.

제L4122-2-2조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제1조에 따라 신설

전국 의료인협회의 심의회는 의료인협회 전체에 내규로 적용할 수 있는 일반 운영규칙을 정한다.

전국 의료인협회는 그 징계위원회가 수집한 징계 불복신청 관련 자료 등이 포함된 연간 활동보고서를 작성하고 일반에 공개한다.

제L4122-2-3조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제1조에 따라 신설

전국 의료인협회의 심의회는 다음 각 호의

organiser le regroupement de conseils départementaux ou interdépartementaux par une délibération en séance plénière, dans les situations suivantes :

1° Difficultés de fonctionnement liées à la situation de la démographie de la profession ou à une insuffisance d'élus ordinaires ;

2° Incapacité d'assurer les missions de service public qui lui ont été confiées.

Cette délibération, adoptée en séance plénière, organise le regroupement de conseils départementaux et interdépartementaux et fixe la date de la dissolution des conseils intéressés. Elle détermine le siège du nouveau conseil interdépartemental. Elle fixe la date des nouvelles élections.

Article L4122-3

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 - art. 77 (V)

I. — La chambre disciplinaire nationale, qui connaît en appel des décisions rendues par les chambres disciplinaires de première instance, siège auprès du Conseil national. Elle comprend des assesseurs titulaires et un nombre égal d'assesseurs suppléants. Les assesseurs sont de nationalité française.

II. — Elle est présidée par un membre du

상황이 발생한 경우 본회의 의결에 따라 데파르트망 또는 데파르트망연합 의료인협회의 심의회를 통합할 수 있다.

1° 의료인 인력수급 상황 또는 의료인협회의 선출직 구성원 수의 부족 때문에 운영상 어려움을 겪는 경우

2° 위임된 공공서비스 임무를 수행할 능력이 부족하게 된 경우

본회의에서 채택된 의결사항에 따라 데파르트망과 데파르트망연합 의료인협회의 심의회를 통합하고 해당 의료인협회의 심의회의 해산일을 정한다. 여기서 새로운 데파르트망연합 의료인협회의 심의회 소재지를 결정한다. 여기서 새로운 선거일을 정한다.

제L4122-3조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 77조(현행 조항)에 따라 개정

I. 전국 징계위원회는 제1심 징계위원회의 결정에 대한 불복신청을 심의하며, 전국 의료인협회의 심의회에 속한 기구이다. 전국 징계위원회에는 위원 및 이 위원들과 같은 수의 보조위원이 포함된다. 이 징계위원회 위원은 프랑스 국적을 가진 사람으로 한다.

II. 전국 징계위원회의 위원장직은 국참사원

Conseil d'Etat, en activité ou honoraire, ayant au moins le rang de conseiller d'Etat, désigné par le vice-président du Conseil d'Etat pour une durée de six ans renouvelable. Un ou plusieurs présidents suppléants sont désignés dans les mêmes conditions.

Les fonctions de président ou de président suppléant de la chambre disciplinaire nationale sont incompatibles avec celles prévues à l'article L. 4122-1-1. Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant de la chambre disciplinaire nationale s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans.

Le montant des indemnités allouées aux présidents ou aux présidents suppléants des chambres disciplinaires nationales est fixé par arrêté des ministres chargés du budget et de la santé, après consultation de l'ordre.

Leurs frais de déplacement sont remboursés dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat.

Ces indemnités et frais sont à la charge du conseil national.

III. — Les membres suppléants remplacent les titulaires empêchés de siéger ou qui viennent à cesser leurs fonctions pour une cause quelconque avant la fin de leur

부원장이 지명한 국참사원 위원급 이상의 현직 또는 명예직 국참사원 구성원이 맡으며, 그 임기는 6년이고 연임이 가능하다. 이 징계위원회의 위원장을 대신할 1명 이상의 위원장보조를 같은 조건으로 지명한다.

전국 징계위원회의 위원장직 또는 그 위원장보조직은 제L4122-1-1조에서 규정한 직무와 겸직할 수 없다. 77세 이상인 사람은 전국 징계위원회 위원장직 또는 그 위원장보조직을 맡을 수 없다.

전국 징계위원회의 위원장 또는 그 위원장보조에게 지급되는 수당 총액은 의료인협회와 협의한 후에 예산·보건부장관들의 부령으로 정한다.

전국 징계위원회의 위원장 또는 그 위원장보조의 교통비는 국가직 공무원에 적용되는 법규에서 정한 조건에 따라 지급한다.

수당 및 경비는 전국 의료인협회의 심의회가 부담한다.

III. 전국 징계위원회의 위원이 출석을 할 수 없거나 그 이유와는 상관없이 임기 종료 전에 직무를 중단하게 된 경우 보조위원이 위원을 대신한다. 직무 중단 시에는 보조위

mandat. Dans ce dernier cas, la durée de fonctions des membres suppléants est celle qui restait à courir jusqu'à la date à laquelle aurait expiré le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un titulaire qui a cessé ses fonctions, il peut être alors procédé à une élection complémentaire dans les six mois d'un nouveau membre suppléant dont le mandat prend fin à la même date que celle à laquelle aurait pris fin celui du membre à remplacer.

Lors de chaque renouvellement, il est procédé à une élection complémentaire pour combler les sièges constatés vacants.

IV. — Sont inéligibles les praticiens ayant été sanctionnés en application des dispositions de l'article L. 4124-6 du présent code et des articles L. 145-2 et L. 145-2-1 du code de la sécurité sociale.

Les fonctions d'assesseur à la chambre disciplinaire nationale sont incompatibles avec les mêmes fonctions à la chambre disciplinaire de première instance.

Les fonctions de président et de secrétaire général d'un conseil sont incompatibles avec la fonction d'assesseur à la chambre disciplinaire nationale.

Aucun assesseur de la chambre disciplinaire nationale ne peut siéger

원의 임기는 교체되는 위원의 잔여 임기가 만료될 때까지 유지된다.

전국 징계위원회의 보조위원이 직무가 중단된 위원을 대신하는 경우 6개월 이내에 이 보조위원을 대신할 새로운 보조위원을 선출하는 보궐선거를 실시할 수 있으며, 새롭게 선출되는 보조위원의 임기는 교체되는 위원의 임기 만료일과 같은 날에 종료된다.

교체할 때마다 결원을 충원하기 위한 보궐선거를 실시한다.

IV. 이 법전 제L4124-6조와 「사회보장법전」 제L145-2조 및 제L145-2-1조의 규정에 따라 징계처분을 받은 적이 있는 의료인에게는 피선거권이 없다.

전국 징계위원회의 위원직은 제1심 징계위원회의 위원직과 겸직할 수 없다.

의료인협회의 심의회 회장직과 사무국장직은 전국 징계위원회의 위원직과 겸직할 수 없다.

전국 징계위원회의 위원이 다른 의료인협회의 업무를 수행하면서 특정 사실을 알게 된

lorsqu'il a eu connaissance des faits de la cause à raison de l'exercice d'autres fonctions ordinales, et notamment lorsqu'il a participé à la délibération par laquelle le conseil national a, le cas échéant, initié l'action disciplinaire ou fait appel de la décision rendue par la chambre disciplinaire de première instance.

V. — Les décisions de la chambre disciplinaire nationale sont rendues en formation collégiale, sous réserve des exceptions, précisées par décret en Conseil d'Etat, tenant à l'objet de la saisine ou du litige ou à la nature des questions à examiner ou à juger. Elles doivent être motivées.

VI. — Peuvent faire appel, outre l'auteur de la plainte et le professionnel sanctionné, le ministre chargé de la santé, le directeur général de l'agence régionale de santé, le procureur de la République, le conseil départemental ou territorial et le Conseil national de l'ordre intéressé. L'appel contre les décisions des chambres disciplinaires de première instance a un effet suspensif sauf lorsque la chambre est saisie en application de l'article L. 4113-14. Les décisions rendues par la chambre disciplinaire nationale sont susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat.

VII. — En cas d'interruption durable de son fonctionnement ou en cas de difficultés graves rendant ce fonctionnement

경우와 전국 의료인협회의 심의회가 소송을 제기한 사건이나 제1심 징계위원회의 결정에 대하여 항고한 사건의 의결에 참석하였던 경우 이 위원은 해당 사건의 심의에 참석할 수 없다.

V. 전국 징계위원회는 제소 또는 소송의 대상이나 조사 또는 판단이 필요한 성격의 문제에 관하여 국참사원령으로 정한 예외를 제외하고는 합의제로 결정을 내린다. 결정에는 이유가 부기되어야 한다.

VI. 제소한 사람과 징계처분을 받은 당사자 외에 보건부장관, 레지옹보건청장, 지방검찰청 검사장, 데파르트망 또는 지역 의료인협회의 심의회 및 해당 전국 의료인협회의 심의회도 항고를 제기할 수 있다. 징계위원회가 제L4113-14조에 따라 사건을 접수한 경우를 제외하고는, 제1심 징계위원회의 결정에 대한 항고는 집행정지의 효력을 가진다. 전국 징계위원회의 결정인 경우 국참사원에 재항고를 제기할 수 있다.

VII. 전국 징계위원회의 운영이 계속해서 중단되거나 정상적인 운영이 불가능할 정도로 심각한 어려움에 처한 경우 법무부장관

impossible dans des conditions normales, la chambre disciplinaire nationale est dissoute par décret pris sur proposition du ministre de la justice.

En cas de dissolution de la chambre disciplinaire nationale ou en cas de démission de tous ses membres, le Conseil national organise de nouvelles élections de la chambre sans délai.

VIII. – Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'élection de la chambre disciplinaire nationale, la durée du mandat de ses membres et les règles de fonctionnement et de procédure qu'elle doit respecter.

Article L4122-4

Modifié par Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 – art. 18 JORF 5 mars 2002

Le Conseil national des sages-femmes peut tenir séances avec le Conseil national des médecins pour l'examen des questions communes aux deux professions.

Article L4122-5

Créé par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 62 (V)

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'élection du conseil national et la durée des mandats de ses membres.

의 제안에 따라 수립된 명령으로 이 징계위원회를 해산한다.

전국 징계위원회가 해산되거나 모든 구성원이 사임하는 경우에 전국 의료인협회의 심의회는 지체 없이 해당 징계위원회의 구성원을 선출하는 선거를 새롭게 실시한다.

VIII. 전국 징계위원회의 선거 방식, 그 구성원의 임기, 이 징계위원회가 준수하여야 할 운영 및 절차에 관한 규칙은 국참사원령으로 정한다.

제L4122-4조

2002년 3월 4일 법률 제2002-303호 제18조에 따라 개정(2002년 3월 5일 프랑스관보에 게재)

전국조산사회의 심의회는 두 가지 직종에 대한 공통 문제를 검토하기 위하여 전국의 사회의 심의회와 회의를 개최할 수 있다.

제L4122-5조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제62조(현행 조항)에 따라 신설

전국 의료인협회의 심의회 선거 방식과 그 구성원의 임기는 국참사원령으로 정한다.

Chapitre III : Conseils départementaux.

Article L4123-1

Modifié par Loi n°2004-204 du 9 mars
2004 - art. 27 JORF 10 mars 2004

Le conseil départemental de l'ordre exerce,
dans le cadre départemental et sous le
contrôle du conseil national, les
attributions générales de l'ordre,
énumérées à l'article L. 4121-2.

Il statue sur les inscriptions au tableau.

Il autorise le président de l'ordre à ester
en justice, à accepter tous dons et legs à
l'ordre, à transiger ou compromettre, à
consentir toutes aliénations ou
hypothèques et à contracter tous emprunts.

Il peut, devant toutes les juridictions,
exercer tous les droits réservés à la partie
civile relativement aux faits portant un
préjudice direct ou indirect à l'intérêt
collectif de la profession médicale, y
compris en cas de menaces ou de violences
commises en raison de l'appartenance à
l'une de ces professions.

En aucun cas, il n'a à connaître des actes,
des attitudes, des opinions politiques ou
religieuses des membres de l'ordre.

제III장 데파르트망 의료인협회의 심 의회

제L4123-1조

2004년 3월 9일 법률 제2004-204호 제27
조에 따라 개정(2004년 3월 10일 프랑스관
보에 게재)

데파르트망 의료인협회의 심의회는 전국 의
료인협회의 심의회 감독 아래 제L4121-2
조에서 열거한 의료인협회의 일반적인 권한
을 데파르트망 차원에서 행사한다.

데파르트망 의료인협회의 심의회는 회원명
부 등록 여부를 결정한다.

데파르트망 의료인협회의 심의회는 회장의
소송 행위를 허가하고, 협회에 대한 기부·유
증 동의권, 화해·중재권한, 양도·저당 동의
권 및 대출계약 체결권을 가진다.

데파르트망 의료인협회의 심의회는 의료행
위, 치과의료행위 또는 조산 업무를 수행하
는 사람을 상대로 가해지는 위협이나 폭력
을 비롯해 의료 직종의 집단이익을 직간접
적으로 침해하는 행위에 대해 법원에 손해
배상청구권을 행사할 수 있다.

데파르트망 의료인협회의 심의회는 이유 불
문하고 구성원의 정치적·종교적 행위, 태도
및 견해에 대하여 관여하여서는 아니 된다.

Il peut créer avec les autres conseils départementaux de l'ordre et sous le contrôle du conseil national, des organismes de coordination.

Article L4123-2

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

Il est constitué auprès de chaque conseil départemental une commission de conciliation composée d'au moins trois de ses membres. La conciliation peut être réalisée par un ou plusieurs des membres de cette commission, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

Lorsqu'une plainte est portée devant le conseil départemental, son président en accuse réception à l'auteur, en informe le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme mis en cause et les convoque dans un délai d'un mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte en vue d'une conciliation. En cas d'échec de celle-ci, il transmet la plainte à la chambre disciplinaire de première instance avec l'avis motivé du conseil dans un délai de trois mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte, en s'y associant le cas échéant.

Lorsque le litige met en cause un de ses membres, le président du conseil départemental demande, sans délai, au

데파르트망 의료인협회의 심의회는 다른 데파르트망 의료인협회의 심의회들과 함께 전국 의료인협회의 심의회 감독 아래 협력기구를 설립할 수 있다.

제L4123-2조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 개정

각 데파르트망 의료인협회의 심의회는 최소 3명의 구성원으로 이루어진 분쟁조정위원회를 둔다. 1명 이상의 분쟁조정위원이 국참사원령으로 정한 방식에 따라 분쟁조정 절차를 수행할 수 있다.

데파르트망 의료인협회의 심의회에 제소장이 제출된 경우 이 심의회의 회장은 제소인에게 제소장이 접수되었음을 통보하고 이 사실을 해당 의사, 치과의사 또는 조산사에게도 통보하며, 분쟁조정을 위하여 제소장을 접수한 날부터 1개월 이내에 이들을 소환한다. 조정이 실패한 경우 데파르트망 의료인협회의 심의회 회장은 제소장을 접수한 날부터 3개월 이내에 필요시 그 의견서를 첨부하여 제소장을 제1심 징계위원회에 제출한다.

분쟁이 데파르트망 의료인협회의 심의회 구성원에 대한 것일 경우 이 심의회의 회장은 전국 의료인협회의 심의회 회장에게 조정

président du Conseil national de désigner un autre conseil afin de procéder à la conciliation.

En cas de carence du conseil départemental, l'auteur de la plainte peut demander au président du conseil national de saisir la chambre disciplinaire de première instance compétente. Le président du conseil national transmet la plainte dans le délai d'un mois.

Article L4123-3

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

Les membres du conseil départemental de l'ordre sont élus par l'assemblée générale des médecins, des chirurgiens-dentistes ou des sages-femmes inscrits au tableau dudit conseil.

L'assemblée générale est convoquée par les soins du président du conseil départemental en exercice et, en cas d'empêchement, par les soins du conseil national de l'ordre, les frais restant à la charge du conseil départemental intéressé.

Une convocation individuelle est adressée, à cet effet, à tous les médecins, les chirurgiens-dentistes ou les sages-femmes du département et inscrits au tableau de l'ordre, au moins deux mois avant la date fixée pour les élections.

절차를 진행하기 위한 다른 의료인협회의 심의회를 지정하여 줄 것을 요청한다.

데파르트망 의료인협회의 심의회가 지체하는 경우 제소인은 전국 의료인협회의 심의회 회장에게, 관할 의료인협회의 제1심 징계위원회에 제소할 수 있게 해달라고 요청할 수 있다. 이 경우 전국 의료인협회의 심의회 회장은 1개월 이내에 해당 징계위원회에 제소장이 전달되도록 한다.

제L4123-3조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 개정

데파르트망 의료인협회의 심의회 구성원은 이 심의회의 회원명부에 등록된 의사, 치과 의사 또는 조산사가 소집된 총회에서 선출된다.

총회 소집은 현직 데파르트망 의료인협회의 심의회 회장이 담당하며 이 회장이 직무를 수행할 수 없는 상태인 경우 전국 의료인협회의 심의회가 담당한다. 회의 비용은 해당 데파르트망 의료인협회의 심의회가 부담한다.

총회 소집을 위한 개별 소집장은 지정된 선거일부터 최소 2개월 전에 데파르트망 의료인협회의 회원명부에 등록된 이 협회 소속의 모든 의사, 치과의사 또는 조산사에게 전달된다.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'élection du conseil départemental et la durée des mandats de ses membres.

Article L4123-7

Le président représente l'ordre dans tous les actes de la vie civile. Il peut déléguer tout ou partie de ses attributions à un ou plusieurs membres du conseil.

Article L4123-8

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

Des membres suppléants sont élus dans les mêmes conditions que les membres titulaires et au cours du même scrutin.

Le nombre des membres suppléants est fixé par voie réglementaire.

Ces membres suppléants remplacent les membres titulaires qui sont empêchés de siéger ou qui viennent à cesser leurs fonctions pour une cause quelconque avant la fin de leur mandat. Dans ce dernier cas, la durée de fonctions des membres suppléants est celle qui restait à courir jusqu'à la date à laquelle aurait expiré le mandat de ceux qu'ils remplacent.

S'agissant des médecins et des chirurgiens-dentistes, le membre suppléant qui remplace le membre titulaire

데파르트망 의료인협회의 심의회 선거 방식과 그 구성원의 임기는 국참사원령으로 정한다.

제L4123-7조

데파르트망 의료인협회의 심의회 회장은 모든 민사상 행위에서 협회를 대표한다. 이 심의회의 회장은 1명 이상의 구성원에게 그 권한의 전부 또는 일부를 위임할 수 있다.

제L4123-8조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 개정

보조구성원은 구성원과 같은 조건으로 동일한 투표에서 선출한다.

보조구성원 수는 행정명령으로 정한다.

구성원이 출석을 할 수 없거나 그 이유와는 상관없이 임기 종료 전에 직무를 중단하게 된 경우 그 보조구성원이 이 구성원을 대신한다. 직무 중단의 경우 보조구성원의 임기는 교체되는 구성원의 잔여 임기가 만료될 때까지 유지된다.

의사와 치과의사의 경우 구성원을 대신하는 보조구성원의 성별은 이 구성원과 같아야 한다.

est du même sexe que ce dernier.

Article L4123-9

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

Lorsque les membres suppléants ne sont pas en nombre suffisant pour permettre le remplacement des membres titulaires qui ont cessé leurs fonctions pour quelque cause que ce soit, le conseil départemental peut procéder à des élections complémentaires dans les six mois suivant l'ouverture de la première ou de la seconde vacance qui n'a pu être comblée par l'appel à un membre suppléant. Dans ce cas, la durée de fonctions du membre ainsi élu est celle qui restait à courir jusqu'à la date à laquelle aurait expiré le mandat de celui qu'il remplace.

S'agissant des médecins et des chirurgiens-dentistes, le membre ainsi élu est du même sexe que le membre qu'il remplace.

Lors de chaque renouvellement, il est procédé à une élection complémentaire pour combler les sièges constatés vacants.

Article L4123-10

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

Lorsque, par leur fait, les membres d'un

제L4123-9조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 개정

보조구성원인 수가 그 이유와는 상관없이 직무가 중단된 구성원을 대체하기에 부족한 경우 데파르트망 의료인협회의 심의회는 보조구성원으로 충원되지 못하여 해당 구성원 직에 1차 또는 2차 결원이 발생한 날부터 6개월 이내에 보궐선거를 치를 수 있다. 이 경우 선출된 보조구성원 임기는 교체되는 구성원의 잔여 임기가 만료될 때까지 유지된다.

의사와 치과의사의 경우 선출된 보조구성원 성별은 교체되는 구성원과 같아야 한다.

교체할 때마다 결원을 충원하기 위한 보궐 선거를 실시한다.

제L4123-10조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 개정

그 구성원들의 행위로 인하여 데파르트망

conseil départemental mettent celui-ci dans l'impossibilité de fonctionner, le directeur général de l'agence régionale de santé, sur proposition du Conseil national de l'ordre, peut, par arrêté, prononcer la dissolution du conseil départemental. En cas de dissolution du conseil départemental ou en cas de démission de tous ses membres, il nomme, sur proposition du Conseil national de l'ordre, une délégation de trois à cinq membres suivant l'importance numérique du conseil. Cette délégation assure les fonctions du conseil départemental jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil organisée sans délai par le Conseil national.

En cas de démission de la majorité des membres de cette délégation, celle-ci est dissoute de plein droit et le Conseil national organise de nouvelles élections sans délai. Jusqu'à l'entrée en fonctions d'un nouveau conseil départemental, l'inscription au tableau de l'ordre est dans ce cas prononcée par le Conseil national de l'ordre, suivant la procédure prévue aux articles L. 4112-1 et suivants, après avis du médecin, du chirurgien-dentiste ou de la sage-femme désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé. Toutes les autres attributions du conseil départemental sont alors dévolues au Conseil national.

Article L4123-12

의료인협회의 심의회 운영이 불가능하게 된 경우, 레지옹보건청장은 전국 의료인협회의 심의회 제안에 따라 해당 데파르트망 의료인협회의 심의회 해산을 청장령으로 명령할 수 있다. 데파르트망 의료인협회의 심의회가 해산되거나 모든 구성원이 사임하는 경우에 레지옹보건청장은 전국 의료인협회의 심의회 제안에 따라 해산된 이 의료인협회의 심의회 규모를 고려하여 3명에서 5명까지의 구성원으로 조직되는 대표단을 임명한다. 이 대표단은 전국 의료인협회의 심의회가 즉시 조직하여야 할 새로운 데파르트망 의료인협회의 심의회 선거 시까지 이 의료인협회의 심의회 업무를 총괄한다.

대표단 구성원의 과반수가 사임하는 경우 해당 대표단은 자동으로 해산되며, 전국 의료인협회의 심의회는 새로운 데파르트망 의료인협회의 심의회 선거를 즉시 실시한다. 새로운 데파르트망 의료인협회의 심의회 업무가 시작될 때까지, 협회의 회원명부 등록은 레지옹보건청장이 지정한 의사, 치과의사 또는 조산사의 의견을 들은 후에 제 L4112-1조 이하에서 규정한 절차에 따라 전국 의료인협회의 심의회가 결정한다. 데파르트망 의료인협회의 심의회 그 밖의 모든 권한은 전국 의료인협회의 심의회에 부여된다.

제L4123-12조

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

Les délibérations du conseil départemental de l'ordre ne sont pas publiques.

Le conseil départemental peut se faire assister d'un conseiller juridique avec voix consultative.

Article L4123-13

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 79

Deux fois par an au moins, le conseil départemental des médecins et le conseil départemental des chirurgiens-dentistes se réunissent pour étudier les questions intéressant les deux professions, sous la présidence conjointe de leurs présidents respectifs.

Article L4123-14

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 79

Les deux conseils départementaux des médecins et des sages-femmes peuvent tenir des réunions communes sous la présidence conjointe de leurs présidents respectifs.

Article L4123-15

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 개정

데파르트망 의료인협회의 심의회 의결은 비공개로 진행한다.

데파르트망 의료인협회의 심의회는 발언권을 가진 법률고문의 도움을 받을 수 있다.

제L4123-13조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 79조에 따라 개정

데파르트망 의사회의 심의회와 데파르트망 치과의사회의 심의회는 이 두 협회 회장의 공동주재 아래 연간 최소 2회의 회의를 개최하여 해당 직종과 관련된 문제를 논의한다.

제L4123-14조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 79조에 따라 개정

데파르트망 의사회의와 데파르트망 조산사회의 각 심의회는 이 두 심의회 회장의 공동주재 아래 공동회의를 개최할 수 있다.

제L4123-15조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 개정

Un Conseil territorial de l'ordre des médecins est constitué dans la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon lorsque le nombre de médecins exerçant dans cette collectivité territoriale et remplissant les conditions d'éligibilité prévues à l'article L. 4123-5 est au moins égal au double de l'effectif minimal prévu pour les conseils départementaux.

Jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, l'inscription au tableau de l'ordre des médecins est prononcée par le représentant de l'Etat dans la collectivité.

Les autres attributions du conseil territorial sont dévolues à une délégation de trois membres désignés par le représentant de l'Etat dans la collectivité sur proposition du Conseil national de l'ordre des médecins.

Les dispositions du présent article, à l'exception de celles qui figurent à l'alinéa précédent, sont applicables aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes exerçant à Saint-Pierre-et-Miquelon. Les attributions exercées pour les médecins par la délégation prévue à l'alinéa précédent sont, dans ce cas, exercées par le représentant de l'Etat dans la collectivité.

Article L4123-16

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16

생피에르미클롱 지방자치단체에서 업무를 수행하고 제L4123-5조에서 규정한 피선거 자격 조건을 충족하는 의사의 수가 데파르트망 의사회의 심의회에 규정된 최소 인원의 두 배 이상인 경우에는 생피에르미클롱 지방자치단체에 지역의사회의 심의회를 설치한다.

지역의사회의 구성이 완료될 때까지 의사회 회원명부 등록은 지방자치단체장이 결정한다.

지역의사회의 심의회 그 밖의 권한은 전국 의사회의 심의회 제안에 따라 지방자치단체장이 지정한 3명의 구성원으로 구성된 대표단에 부여된다.

이전 문단에서 제시한 것 이외에 이 조의 규정은 생피에르미클롱에서 업무를 수행하는 치과의사와 조산사에게 적용할 수 있다. 이전 문단에서 명시한 대표단이 의사에 대하여 행사하는 권한은 이 경우 생피에르미클롱 지방자치단체장이 행사한다.

제L4123-16조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호

février 2017 – art. 3

La représentation des médecins et des chirurgiens–dentistes de Saint–Pierre–et–Miquelon au sein du Conseil national de l'ordre des médecins et des chirurgiens–dentistes est assurée par le ou les conseillers nationaux représentant de la région Normandie.

La représentation des sages–femmes de Saint–Pierre–et–Miquelon au sein du Conseil national de l'ordre est assurée par le conseiller national représentant de la région Bretagne.

Article L4123–17

Modifié par Ordonnance n°2017–192 du 16 février 2017 – art. 3

Les modalités d'élection et de fonctionnement, les attributions et les compétences du conseil territorial de l'ordre des médecins, des chirurgiens–dentistes et des sages–femmes de Saint–Pierre–et–Miquelon sont identiques à celles des conseils départementaux de chacun de ces ordres.

Lors de premières élections ou en cas de nouvelles élections prévues par l'article L. 4123–10, un tirage au sort détermine ceux des membres ou des binômes du conseil territorial dont le mandat viendra à expiration respectivement dans les délais

제3조에 따라 개정

노르망디 레지옹을 대표하는 전국의사회와 전국치과의사회의 심의회 대표자는 전국의 사회 및 전국치과의사회의 심의회에서 생피에르미클롱의 의사와 치과의사들을 대표하는 권한을 가진다.

브르타뉴 레지옹을 대표하는 전국조산사회의 심의회 대표자는 전국조산사회의 심의회에서 생피에르미클롱의 조산사들을 대표하는 권한을 가진다.

제L4123–17조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017–192호 제3조에 따라 개정

생피에르미클롱 지역의사회, 지역치과의사회 및 지역조산사회의 심의회에 적용되는 선거 및 운영 방식과 권한 및 관할권은 이러한 직종별 데파르트망 의료인협회의 심의회에 적용되는 것과 동일하다.

첫 번째 선거 또는 제L4123–10조에서 규정한 새로운 선거의 경우, 3년 또는 6년의 기한으로 각각 임기가 만료되는 지역 의료인협회의 심의회 구성원 또는 보조구성원을 선출하기 위하여 추첨을 진행한다.

de trois ou six ans.

Article L4123-18

Créé par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 3

Jusqu'à la création d'un conseil de l'ordre des chirurgiens-dentistes à Mayotte, en application de l'article L. 4411-2, les chirurgiens-dentistes de Mayotte sont rattachés au conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes de La Réunion.

Article L4123-19

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 1

Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes qui exercent à Saint-Martin et Saint-Barthélemy sont inscrits au tableau du conseil départemental compétent de l'ordre de la Guadeloupe.

Chapitre IV : Chambres disciplinaires de première instance et conseils régionaux et interrégionaux.

Article L4124-1

Modifié par Loi 2002-303 2002-03-04 art. 42 IV, V JORF 5 mars 2002

Modifié par Loi n°2002-303 du 4 mars

제L4123-18조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제3조에 따라 신설

제L4411-2조에 따라 마요트에 데파르트망 치과의사회의 심의회가 신설될 때까지 마요트의 치과의사들은 레위니옹의 데파르트망 치과의사회의 심의회에 편입된다.

제L4123-19조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제1조에 따라 개정

생마르탱과 생바르텔레미에서 업무를 수행하는 의사, 치과의사 및 조산사는 과들루프 의료인협회의 심의회를 관할하는 데파르트망 의료인협회의 회원명부에 등록된다.

제IV장 제1심 징계위원회와 레지옹·레지옹연합 의료인협회의 심의회

제L4124-1조

2002년 3월 4일 법률 제2002-303호 제42조 제IV항·제V항에 따라 개정(2002년 3월 5일 프랑스관보에 게재)

2002년 3월 4일 법률 제2002-303호 제42조에 따라 개정(2002년 3월 5일 프랑스관

2002 – art. 42 JORF 5 mars 2002

La chambre disciplinaire de première instance doit statuer dans les six mois du dépôt de la plainte. A défaut, le président de la chambre disciplinaire nationale peut transmettre la plainte à une autre chambre disciplinaire de première instance.

Article L4124-2

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 62 (V)

Modifié par Ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 – art. 14

Les médecins, les chirurgiens-dentistes ou les sages-femmes chargés d'un service public et inscrits au tableau de l'ordre ne peuvent être traduits devant la chambre disciplinaire de première instance, à l'occasion des actes de leur fonction publique, que par le ministre chargé de la santé, le représentant de l'Etat dans le département, le directeur général de l'agence régionale de santé, le procureur de la République, le conseil national ou le conseil départemental au tableau duquel le praticien est inscrit.

Lorsque les praticiens mentionnés à l'alinéa précédent exercent une fonction de contrôle prévue par la loi ou le règlement, ils ne peuvent être traduits devant la chambre disciplinaire de première instance, à l'occasion des actes commis dans

보에 게재)

제1심 징계위원회는 제소장이 제출된 날부터 6개월 이내에 결정을 내려야 한다. 이 위원회에서 결정을 내릴 수 없는 경우 전국 징계위원회의 위원장은 다른 의료인협회의 제1심 징계위원회에 제소장을 회부할 수 있다.

제L4124-2조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제 62조(현행 조항)에 따라 개정

2010년 2월 23일 법률명령 제2010-177호 제14조에 따라 개정

공공서비스를 담당하고 의료인협회의 회원 명부에 등록된 의사, 치과의사 또는 조산사는 보건부장관, 데파르트망 의 정부대표, 레지옹보건청장, 지방검찰청 검사장, 해당 의료인이 등록된 협회의 전국 또는 데파르트망 의료인협회의 심의회가 제소한 경우에만 그들의 공무 수행 시에 발생한 위반행위를 이유로 제1심 징계위원회에 소환될 수 있다.

이전 문단에서 명시한 의료인이 법령으로 정한 감독 임무를 수행하는 경우, 보건부장관, 데파르트망 의 정부대표, 레지옹보건청장 또는 지방검찰청 검사장이 제소한 경우에만 이러한 직무 수행 중에 범한 위반행위를 이유로 제1심 징계위원회에 소환될 수

l'exercice de cette fonction, que par le ministre chargé de la santé, le représentant de l'Etat dans le département, le directeur général de l'agence régionale de santé ou le procureur de la République.

Article L4124-3

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

La chambre disciplinaire de première instance peut, soit sur la demande des parties, soit d'office, ordonner une enquête sur les faits dont la constatation lui paraît utile à l'instruction de l'affaire.

La décision qui ordonne l'enquête indique les faits sur lesquels elle doit porter et désigne le membre de la juridiction disciplinaire chargé d'enquêter sur l'affaire.

Article L4124-5

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 2

Les membres suppléants de la chambre disciplinaire de première instance remplacent les titulaires empêchés de siéger. Lorsqu'un membre titulaire vient à cesser ses fonctions pour quelque cause que ce soit, il est remplacé par un suppléant dont la durée des fonctions est celle qui restait à courir jusqu'à la date à laquelle aurait expiré le mandat de celui

était.

제L4124-3조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

제1심 징계위원회는 당사자의 신청에 따라 또는 직권으로 사건 심의 시에 확인이 필요하다고 판단되는 위반행위에 대하여 조사를 명할 수 있다.

징계위원회는 조사를 지시하는 결정을 통하여 조사 대상인 위반행위를 지정하고 사건 조사를 맡을 징계위원회의 위원을 지명한다.

제L4124-5조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제2조에 따라 개정

제1심 징계위원회의 보조위원은 출석이 불가능한 위원을 대신한다. 이 징계위원회의 위원이 그 이유와는 상관없이 직무를 중단하게 된 경우 그 직무는 보조위원이 대신하며 임기는 교체되는 위원의 잔여 임기가 만료될 때까지 유지된다. 레지옹 또는 레지옹 연합 의료인협회의 심의회는 6개월 이내에 새로운 보조위원을 선출하는 보궐선거를 실시할 수 있으며, 새롭게 선출되는 보조위원

qu'il remplace. Le conseil régional ou interrégional peut alors procéder à une élection complémentaire dans les six mois d'un nouveau membre suppléant dont le mandat prend fin à la même date que celle à laquelle aurait pris fin celui du membre à remplacer.

Lors de chaque renouvellement, il est procédé à une élection complémentaire pour combler les sièges constatés vacants.

Article L4124-6

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 4

Les peines disciplinaires que la chambre disciplinaire de première instance peut appliquer sont les suivantes :

1° L'avertissement ;

2° Le blâme ;

3° L'interdiction temporaire avec ou sans sursis ou l'interdiction permanente d'exercer une, plusieurs ou la totalité des fonctions de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, conférées ou rétribuées par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics, les établissements reconnus d'utilité publique ou des mêmes fonctions accomplies en application des lois sociales ;

4° L'interdiction temporaire d'exercer avec

의 임기는 교체되는 위원의 임기 만료일과 같은 날에 종료된다.

교체할 때마다 결원을 충원하기 위한 보궐 선거를 실시한다.

제L4124-6조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제4조에 따라 개정

제1심 징계위원회에서 적용할 수 있는 징계 처분은 다음 각 호와 같다.

1° 경고

2° 견책

3° 국가, 데파르트망, 코뮌, 공공기관 및 공익인정시설에서 그 권한을 부여받았거나 보수를 받는 의사, 치과 의사 또는 조산사가 수행하는 직무나 사회법에 따라 수행하는 이와 동일한 직무의 전부나 일부에 대하여 집행유예가 가능한 일시정지 또는 영구정지

4° 집행유예가 가능한 직무 수행 일시정지.

ou sans sursis ; cette interdiction ne pouvant excéder trois années ;

5° La radiation du tableau de l'ordre.

Les deux premières de ces peines comportent, en outre, la privation du droit de faire partie d'un conseil, d'une section des assurances sociales de la chambre de première instance ou de la section des assurances sociales du Conseil national, d'une chambre disciplinaire de première instance ou de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre pendant une durée de trois ans ; les suivantes, la privation de ce droit à titre définitif. Le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme radié ne peut se faire inscrire à un autre tableau de l'ordre. La décision qui l'a frappé est portée à la connaissance des autres conseils départementaux et de la chambre disciplinaire nationale dès qu'elle est devenue définitive.

Les peines et interdictions prévues au présent article s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la République.

Si, pour des faits commis dans un délai de cinq ans à compter de la notification d'une sanction assortie d'un sursis, dès lors que cette sanction est devenue définitive, la juridiction prononce l'une des sanctions prévues aux 3° et 4°, elle peut décider que la sanction, pour la partie assortie du sursis, devient exécutoire sans préjudice

이 정지 기간은 3년을 초과할 수 없다.

5° 회원명부에서 제명

이러한 징계 중 제1호와 제2호의 처분은 그 외에도 의료인협회의 심의회, 제1심 징계위원회의 사회보험 분과 또는 전국 의료인협회의 심의회 사회보험 분과, 제1심 징계위원회 또는 전국 의료인협회의 징계위원회에 속할 수 있는 3년간의 권리 박탈을 포함한다. 제3호부터 제5호까지는 이러한 권리의 영구박탈을 포함한다. 제명된 의사, 치과의사 또는 조산사는 다른 의료인협회의 회원명부에 등록될 수 없다. 징계처분이 확정되는 즉시 해당 결정은 다른 데파르트망 의료인협회의 심의회와 전국 징계위원회에 통보된다.

이 조에서 규정한 징계처분의 적용은 프랑스 영토 전체를 대상으로 한다.

징계처분이 확정되고, 집행유예된 결정이 통보된 날부터 5년 이내에 저지른 행위에 대하여 징계위원회가 제3호와 제4호에서 규정한 처분 중 하나를 선고하는 경우, 징계위원회는 새롭게 내려질 징계의 적용과는 별개로 집행유예를 수반하는 부분의 처분에 대한 집행을 결정할 수 있다.

de l'application de la nouvelle sanction.

Article L4124-6-1

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 4

Lorsque les faits reprochés à un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme ont révélé une insuffisance de compétence professionnelle, la chambre disciplinaire de première instance peut, sans préjudice des peines qu'elle prononce éventuellement en application de l'article L. 4124-6, enjoindre à l'intéressé de suivre une formation.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L4124-7

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 77 (V)

I. – La chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des médecins et des chirurgiens-dentistes, sous réserve des dispositions de l'article L. 4124-10-1, siège auprès du conseil régional ou interrégional et les audiences se tiennent dans le département où siège ce conseil.

La chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des sages-femmes siège auprès du conseil interrégional de

제L4124-6-1조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제4조에 따라 개정

징계처분 대상의 행위가 의사, 치과의사 또는 조산사의 업무 역량 부족에서 기인한 사실이 확인된 경우 제1심 징계위원회는 제 L4124-6조에 따라 선고한 처분과는 별개로 당사자에게 교육 이수를 명령할 수 있다.

이 조의 시행방법은 국참사원령으로 정한다.

제L4124-7조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 77조(현행 조항)에 따라 개정

I. 제L4124-10-1조의 규정에 따라 의사회와 치과의사회의 제1심 징계위원회는 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 사무소에 주소지를 두며, 변론은 이 심의회의 사무소가 소재한 데파르트망에서 진행한다.

조산사회의 제1심 징계위원회는 제L4152-7조에 따라 이 징계위원회가 속한 조산사회의 레지옹연합 의료인협회의 심의회 사무소

l'ordre des sages-femmes dont elle dépend, conformément à l'article L. 4152-7.

Les chambres disciplinaires de première instance de l'ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes comprennent des assesseurs titulaires et un nombre égal de suppléants. Les assesseurs sont de nationalité française.

II.- La chambre disciplinaire de première instance est présidée par un membre en fonction ou honoraire du corps des conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel désigné par le vice-président du Conseil d'Etat, sur proposition du président du tribunal administratif ou de la cour administrative d'appel pour une durée de six ans renouvelable. Un ou des suppléants sont désignés dans les mêmes conditions. Nul ne peut exercer les fonctions de président ou de président suppléant d'une chambre disciplinaire s'il a atteint l'âge de soixante-dix-sept ans.

Le montant des indemnités allouées aux présidents ou aux présidents suppléants des chambres disciplinaires de première instance est fixé par arrêté des ministres chargés du budget et de la santé, après consultation de l'ordre.

Leurs frais de déplacement sont

에 주소지를 둔다.

의사회, 치과의사회 및 조산사회의 제1심 징계위원회에는 위원 및 이 위원들과 같은 수의 보조위원이 배치된다. 이 징계위원회 위원은 프랑스 국적을 가진 사람으로 한다.

II. 제1심 징계위원회의 위원장직은 제1심 행정법원장 또는 고등행정법원장의 제안에 따라 국참사원 부원장이 지명한 사람으로 이 행정법원 및 고등행정법원의 현직 또는 명예 재판관이 맡으며, 그 임기는 6년이고 연임이 가능하다. 이 징계위원회의 위원장을 대신할 1명 이상의 위원장보조를 같은 조건으로 지명한다. 77세 이상인 사람은 전국 징계위원회 위원장직 또는 위원장보조를 맡을 수 없다.

제1심 징계위원회의 위원장 또는 위원장보조에게 지급되는 수당 총액은 의료인협회와 협의한 후에 예산·보건부장관들의 공동부령으로 정한다.

제1심 징계위원회 위원장 또는 위원장보조

remboursés dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat.

Ces indemnités et frais sont à la charge du conseil régional ou interrégional.

III.— Sont inéligibles les praticiens ayant été sanctionnés en application des dispositions de l'article L. 4124-6 du présent code et des articles L. 145-2 et L. 145-2-1 du code de la sécurité sociale.

Les fonctions d'assesseur à la chambre disciplinaire de première instance sont incompatibles avec les mêmes fonctions à la chambre disciplinaire nationale.

Les fonctions de président et de secrétaire général d'un conseil sont incompatibles avec la fonction d'assesseur à la chambre disciplinaire de première instance

IV.— Aucun assesseur de la chambre disciplinaire de première instance ne peut siéger lorsqu'il a eu connaissance des faits de la cause à raison de l'exercice d'autres fonctions ordinales.

Aucun des membres du conseil départemental ayant déposé ou transmis une plainte auprès de la chambre disciplinaire de première instance ne peut siéger en tant qu'assesseur dans la formation de jugement statuant sur cette plainte

의 교통비는 국가직 공무원에 적용할 수 있는 범위에서 정한 조건으로 지급한다.

수당 및 경비는 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회가 부담한다.

III. 이 법전 제L4124-6조와 「사회보장법전」 제L145-2조 및 제L145-2-1조의 규정에 따라 징계처분을 받은 적이 있는 의료인에게는 피선거권이 없다.

제1심 징계위원회의 위원직은 전국 징계위원회의 위원직과 겸직할 수 없다.

레지옹 또는 데파르트망 의료인협회의 심의회 회장직과 사무국장직은 제1심 징계위원회의 위원직과 겸직할 수 없다.

IV. 제1심 징계위원회의 위원은 다른 협회 업무를 수행하면서 사실관계를 알게 된 해당 사건에 대해서는 심의에 참석할 수 없다.

제1심 징계위원회에서 자신과 관련된 사건으로 징계위원회에 제소장을 제출하거나 회부된 적이 있는 데파르트망 의료인협회의 심의회 구성원은 이 제소에 대한 결정을 내리는 심의에 참석할 수 없다.

V. – Les décisions de la chambre disciplinaire de première instance sont rendues en formation collégiale, sous réserve des exceptions, précisées par décret en Conseil d'Etat, tenant à l'objet de la saisine ou du litige ou à la nature des questions à examiner ou à juger. Elles doivent être motivées.

VI. – En cas d'interruption durable de son fonctionnement ou de difficultés graves rendant ce fonctionnement impossible dans des conditions normales, la chambre disciplinaire de première instance est dissoute par décret pris sur proposition du ministre de la justice.

En cas de dissolution d'une chambre disciplinaire de première instance ou en cas de démission de tous ses membres, le conseil régional ou interrégional et, à défaut, le Conseil national de l'ordre, organise de nouvelles élections de la chambre sans délai.

Jusqu'à l'installation de la nouvelle chambre, le président de la chambre disciplinaire nationale, s'il est saisi conformément à l'article L. 4124-1, transmet les litiges à une autre chambre disciplinaire de première instance.

VII. – Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'élection de la chambre disciplinaire de première instance, la durée du mandat de ses membres et les règles de

V. 제1심 징계위원회는 제소나 소송의 대상, 조사 또는 판단해야 하는 문제의 성격에 따라 예외적으로 국참사원령에서 정한 합의제로 결정을 내린다. 결정은 이유가 부기되어야 한다.

VI. 제1심 징계위원회의 운영이 계속해서 중단되거나 정상적인 운영이 불가능할 정도로 심각한 어려움에 처한 경우 법무부장관의 제안에 따라 수립된 명령으로 이 징계위원회를 해산한다.

제1심 징계위원회가 해산되거나 모든 구성원이 사임하는 경우에 레지옹 또는 레지옹 연합 의료인협회의 심의회, 위 협회가 없다면 전국 의료인협회의 심의회가 지체 없이 해당 징계위원회의 구성원을 선출하는 선거를 새롭게 실시한다.

제L4124-1조에 따라 제소장이 접수된 경우 새로운 제1심 징계위원회가 설치될 때까지 전국 징계위원회의 위원장은 다른 의료인협회의 제1심 징계위원회에 해당 사건을 회부한다.

VII. 제1심 징계위원회의 선거 방식, 그 구성원의 임기, 이 징계위원회가 준수하여야 할 운영 및 절차에 관한 규칙은 국참사원령

fonctionnement et de procédure qu'elle doit respecter.

Article L4124-8

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 - art. 62 (V)

Après qu'un intervalle de trois ans au moins s'est écoulé depuis une décision définitive de radiation du tableau, le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme frappé de cette peine peut être relevé de l'incapacité en résultant par une décision de la chambre disciplinaire qui a statué sur l'affaire en première instance. La demande est formée par une requête adressée au président de la chambre compétente.

Lorsque la demande a été rejetée par une décision devenue définitive, elle ne peut être représentée qu'après un délai de trois années à compter de l'enregistrement de la première requête à la chambre disciplinaire de première instance.

Article L4124-9

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 - art. 4

Les médecins et les chirurgiens-dentistes inscrits au tableau de l'ordre compétent de La Réunion et de Mayotte sont soumis respectivement à la compétence disciplinaire de la chambre disciplinaire de

으로 정한다.

제L4124-8조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제 62조(현행 조항)에 따라 개정

협회 회원명부에서 제명하기 위한 최종결정이 내려지고 나서 최소 3년의 기간이 지나면, 이 징계처분을 받은 의사, 치과의사 또는 조산사는 징계처분을 내린 징계위원회의 결정에 따라 복권될 수 있다. 복권 신청은 관할 징계위원회의 위원장에게 신청서를 제출하는 방식으로 이루어진다.

복권 신청이 최종적으로 거부되면, 제1심 징계위원회에 첫 번째 복권 신청서가 접수된 날부터 3년의 기한이 지난 후에만 신청서를 다시 제출할 수 있다.

제L4124-9조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제4조에 따라 개정

레위니옹과 마요트의 관할 의료인협회 회원명부에 등록된 의사와 치과의사는 각각 레위니옹-마요트 의사회 및 치과의사회에 설치된 제1심 징계위원회의 징계 관할권에 속한다. 레위니옹-마요트 의사회 및 치과의사

première instance de l'ordre des médecins et de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens—dentistes de la Réunion—Mayotte, dont les modalités d'élection et de fonctionnement, les attributions et les compétences sont identiques à celles des chambres disciplinaires de première instance de ces deux ordres en métropole, sous réserve d'adaptations déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Les sages—femmes de La Réunion inscrites au tableau de l'ordre de La Réunion et de Mayotte sont soumises à la compétence disciplinaire de la chambre disciplinaire de première instance dont relèvent les sages—femmes de la région Occitanie.

Article L4124—10

Modifié par Ordonnance n°2017—192 du 16 février 2017 — art. 4

Les médecins et les chirurgiens—dentistes inscrits au tableau de l'ordre compétent de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique sont soumis à la compétence disciplinaire d'une chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des médecins et d'une chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens—dentistes des Antilles—Guyane dont les modalités d'élection et de fonctionnement, les attributions et les compétences sont

회의 제1심 징계위원회에 적용되는 선거 및 운영 방식과 권한 및 관할권은 국참사원령으로 정한 대로 수정하여 적용하는 것을 조건으로, 프랑스 본토의 의사회 및 치과의사회의 제1심 징계위원회에 적용되는 것과 동일하다.

레위니옹과 마요트의 의료인협회 회원명부에 등록된 레위니옹의 조산사는 옥시타니 레지옹의 조산사가 속한 제1심 징계위원회의 징계 관할권에 속한다.

제L4124—10조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017—192호 제4조에 따라 개정

과들루프, 기아나 및 마르티니크의 관할 의료인협회 회원명부에 등록된 의사와 치과의사는 안틸레스—기아나 의사회 및 치과의사회에 설치된 제1심 징계위원회의 징계 관할권에 속한다. 안틸레스—기아나 의사회 및 치과의사회의 제1심 징계위원회에 적용되는 선거 및 운영 방식과 권한 및 관할권은 프랑스 본토의 의사회 및 치과의사회의 제1심 징계위원회에 적용되는 것과 동일하다.

identiques à celle des chambres disciplinaires de première instance de ces deux ordres en métropole.

Les sages-femmes inscrites au tableau de l'ordre de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique sont soumises à la compétence disciplinaire de la chambre disciplinaire de première instance dont relèvent les sages-femmes de la région Bretagne.

Article L4124-10-1

Créé par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 4

Les médecins et les chirurgiens-dentistes inscrits au tableau de l'ordre des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Corse sont soumis à la compétence de la chambre disciplinaire interrégionale de première instance de Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse.

Cette chambre disciplinaire siège auprès du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et les audiences se tiennent dans le département où siège ce conseil.

Les membres de cette chambre disciplinaire sont élus par les membres des conseils régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Corse.

과들루프, 기아나 및 마르티니크의 의료인 협회 회원명부에 등록된 조산사는 브르타뉴 레지옹의 조산사가 속한 제1심 징계위원회의 징계 관할권에 속한다.

제L4124-10-1조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제4조에 따라 신설

프로방스-알프-코트다쥐르와 코르시카 레지옹의 데파르트망 의료인협회 회원명부에 등록된 의사와 치과의사는 프로방스-알프-코트다쥐르-코르시카 레지옹연합 의료인협회에 설치된 제1심 징계위원회의 징계 관할권에 속한다.

이 제1심 징계위원회는 프로방스-알프-코트다쥐르의 레지옹 의료인협회의 심의회 사무소에 주소지를 두며, 변론은 이 심의회의 사무소가 소재한 데파르트망에서 진행한다.

이 제1심 징계위원회의 위원은 프로방스-알프-코트다쥐르와 코르시카의 레지옹 의료인협회의 심의회 구성원이 선출한다.

Article L4124-11

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 2

I. – Le conseil régional ou interrégional, placé sous le contrôle du Conseil national, remplit, sur le plan régional, la mission définie à l'article L. 4121-2. Son siège se situe dans le département au sein duquel l'agence régionale de santé a son siège, sous réserve, s'agissant des chirurgiens – dentistes et des sages – femmes, d'une décision du Conseil national.

Il assure notamment les fonctions de représentation de la profession dans la région ou l'interrégion ainsi que celle de coordination des conseils départementaux.

Il est consulté par le directeur général de l'agence régionale de santé sur les questions et les projets relevant de ses compétences.

Il exerce dans les régions ou les interrégions les attributions mentionnées à l'article L. 4112-4.

Il peut décider la suspension temporaire du droit d'exercer en cas d'infirmité du professionnel ou d'état pathologique rendant dangereux l'exercice de sa profession, ainsi que la suspension temporaire, totale ou partielle, du droit d'exercer en cas d'insuffisance professionnelle rendant dangereux

제L4124-11조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제2조에 따라 개정

I. 전국 의료인협회의 심의회 감독 아래 설치된 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회는 제L4121-2조에서 정의한 의료인협회의 임무를 레지옹 차원에서 수행한다. 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회는 레지옹보건청이 있는 데파르트망에 주 소지를 두며, 레지옹보건청은 전국 의료인협회의 심의회의 결정에 따라 치과의사 및 조산사와 관련된 임무를 수행한다.

레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회는 레지옹 또는 레지옹연합에서 해당 직 종을 대표하고 여러 데파르트망 의료인협회의 심의회 임무를 조율한다.

레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회는 그 관할권에 속하는 문제 및 계획안에 대한 의견에 관하여 레지옹보건청장으로부터 자문을 받는다.

이 의료인협회의 심의회는 제L4112-4조에서 명시한 임무를 레지옹 또는 레지옹연합 내에서 수행한다.

이 의료인협회의 심의회는 의료행위를 수행하기 어려울 정도의 결함 또는 질병이 있는 의료인에 대하여 일시 업무정지 결정과 의료행위를 수행하기 어려울 정도로 업무능력이 결여된 의료인에 대하여 전체 또는 부분 업무에 대한 일시 업무정지 결정을 내릴 수 있다.

l'exercice de sa profession.

Le conseil peut, dans les matières énumérées aux deux alinéas précédents, statuer en formation restreinte.

Il autorise le président de l'ordre à ester en justice. Il peut, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession médicale, y compris en cas de menaces ou de violences commises en raison de l'appartenance à l'une de ces professions.

Les délibérations du conseil régional ou interrégional ne sont pas publiques.

II. – Les décisions des conseils régionaux ou interrégionaux en matière d'inscription au tableau et de suspension temporaire du droit d'exercer en cas d'infirmité ou d'état pathologique ou de suspension temporaire totale ou partielle du droit d'exercer en cas d'insuffisance professionnelle rendant dangereux l'exercice de la profession peuvent faire l'objet d'un recours hiérarchique devant le Conseil national. Le Conseil national peut déléguer ses pouvoirs à une formation restreinte qui se prononce en son nom.

III. – Dans les régions constituées d'un seul département, la fonction de représentation de la profession est assurée

이 의료인협회의 심의회는 이전 문단의 두 가지 경우에 해당하는 결정을 소위원회가 내리도록 할 수 있다.

레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회는 회장의 소송 행위를 허가한다. 이 의료인협회의 심의회는 의료행위, 치과의료행위 또는 조산 업무를 수행하는 사람을 상대로 가해지는 위협이나 폭력을 비롯해 의료직종의 집단이익을 직간접적으로 침해하는 행위에 대해 법원에 손해배상청구권을 행사할 수 있다.

레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 의결은 비공개로 진행한다.

II. 의료행위를 수행하기 어려울 정도의 결함 및 질병이 있는 경우의 일시 업무정지 및 의료행위를 수행하기 어려울 정도로 업무능력이 결여된 경우의 전체 또는 부분 업무에 대한 일시 업무정지 와 관련되고 회원 명부 등록과 관련된 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 결정에 대하여 전국 의료인협회의 심의회에 불복신청을 제기할 수 있다. 전국 의료인협회의 심의회는 불복신청에 대한 결정을 내릴 권한을 소위원회에 위임할 수 있다.

III. 단일 데파르트망으로 구성된 레지옹의 경우 해당 직종을 대표하는 임무는 데파르트망 의료인협회의 심의회가 담당한다.

par le conseil départemental.

IV.— Le conseil régional ou interrégional est composé de membres titulaires et, s'agissant des sages—femmes, d'un nombre égal de membres suppléants, élus par les membres titulaires des conseils départementaux de la région ou de l'interrégion parmi les médecins, chirurgiens—dentistes ou sages—femmes inscrits à leur tableau et qui remplissent les conditions fixées à l'article L. 4125-9.

Les conseillers nationaux participent en outre avec voix consultative aux délibérations du conseil régional ou interrégional dont ils sont issus.

V.— Lorsqu'un membre vient à cesser ses fonctions pour quelque cause que ce soit, il peut être procédé à une élection complémentaire d'un membre dans les six mois à compter de la constatation de la vacance de poste. Dans ce cas, la durée de fonctions du membre ainsi élu est celle qui restait à courir jusqu'à la date à laquelle aurait expiré le mandat de celui qu'il remplace.

S'agissant des médecins et des chirurgiens—dentistes le membre ainsi élu est du même sexe que le membre qu'il remplace.

VI.— Lorsque, par leur fait, les membres d'un conseil régional ou interrégional

IV. 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회는 회원명부에 등록되고 제L4125-9 조에서 정한 조건을 충족하는 의사, 치과의사 또는 조산사 중에서 레지옹 또는 레지옹연합 산하 데파르트망 의료인협회의 심의회 구성원들이 선출한 구성원과 조산사의 경우 이 구성원과 같은 수의 보조구성원으로 구성된다.

전국 의료인협회의 심의회 위원은 투표권이 없는 발언권자 자격으로 관할 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 의결에 참석할 수 있다.

V. 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 구성원이 그 이유와는 상관없이 직무를 중단하게 된 경우 결원이 확인된 때부터 6개월 이내에 구성원을 충원하기 위한 보궐선거를 실시하여야 한다. 이 경우 선출된 구성원의 임기는 교체되는 전임자의 잔여 임기가 만료될 때까지 유지된다.

의사회와 치과의사회의 경우 선출된 구성원의 성별은 교체되는 구성원과 같아야 한다.

VI. 그 구성원들의 행위로 인하여 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회운영

mettent celui-ci dans l'impossibilité de fonctionner, le directeur général de l'agence régionale de santé, sur proposition du Conseil national de l'ordre, peut, par arrêté, prononcer la dissolution du conseil régional ou interrégional. En cas de dissolution du conseil régional ou interrégional ou en cas de démission de tous ses membres, il nomme, sur proposition du Conseil national de l'ordre, une délégation de trois à cinq membres suivant l'importance numérique du conseil. Jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil organisée sans délai par le Conseil national, cette délégation assure la gestion des affaires courantes ainsi que les fonctions qui sont attribuées au conseil par les quatrième et cinquième alinéas du I du présent article.

En cas de démission de la majorité des membres de cette délégation, celle-ci est dissoute de plein droit et, jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau conseil, ses fonctions sont dévolues au Conseil national.

VII.— Un décret en Conseil d'Etat fixe la composition du conseil, les modalités d'élection de ses membres, la durée de leur mandat et les règles de fonctionnement et de procédure.

Article L4124-12

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16

이 불가능하게 된 경우, 레지옹보건청장은 전국 의료인협회의 심의회 제안에 따라 해당 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 해산을 청장령으로 명령할 수 있다. 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회가 해산되거나 모든 구성원이 사임하는 경우에 레지옹보건청장은 전국 의료인협회의 심의회 제안에 따라 해산된 이 심의회의 규모를 고려하여 3명에서 5명까지의 구성원으로 조직되는 대표단을 임명한다. 전국 의료인협회의 심의회가 즉시 조직하여야 할 새로운 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 선거 시까지 이 대표단은 일상적인 업무 관리와 이 조 제I항제4문단과 제5문단에 따라 이 의료인협회의 심의회에 부여된 임무를 수행한다

대표단 구성원의 과반수가 사임하는 경우 해당 대표단은 자동으로 해산되며, 새로운 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 업무가 시작될 때까지 전국 의료인협회의 심의회가 그 업무를 대행한다.

VII. 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 구성원의 선출 방식, 임기, 이 의료인협회의 심의회 운영 및 절차에 관한 규칙은 국참사원령으로 정한다.

제L4124-12조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호

février 2017 – art. 4

Les médecins et les chirurgiens–dentistes inscrits au tableau de l'ordre compétent de La Réunion et de Mayotte sont soumis respectivement à la compétence d'un conseil interrégional de l'ordre des médecins et d'un conseil interrégional de l'ordre des chirurgiens–dentistes de la Réunion–Mayotte, dont les modalités d'élection et de fonctionnement, les attributions et les compétences sont identiques à celles des conseils régionaux de métropole de ces deux ordres sous réserve d'adaptations déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Les sages–femmes de la Réunion et de Mayotte sont soumises à la compétence du conseil interrégional dont relèvent les sages–femmes de la région Occitanie.

Article L4124–13

Modifié par Ordonnance n°2017–192 du 16 février 2017 – art. 4

Les médecins et les chirurgiens–dentistes inscrits au tableau de l'ordre compétent de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique sont soumis à la compétence d'un conseil interrégional de l'ordre des médecins et d'un conseil interrégional de l'ordre des chirurgiens–dentistes des Antilles–Guyane dont les modalités d'élection et de fonctionnement, les

제4조에 따라 개정

레위니옹과 마요트의 관할 의료인협회 회원 명부에 등록된 의사와 치과의사는 각각 레위니옹–마요트 의사회 및 치과의사회의 레지옹연합 의료인협회의 심의회 관할권에 속한다. 레위니옹–마요트 의사회 및 치과의사회의 레지옹연합 의료인협회의 심의회에 적용되는 선거 및 운영 방식과 권한 및 관할권은 국참사원령으로 정한 대로 수정하여 적용하는 것을 조건으로, 프랑스 본토의 의사회 및 치과의사회의 레지옹 의료인협회의 심의회에 적용되는 것과 동일하다.

레위니옹과 마요트의 조산사는 옥시타니 레지옹의 조산사가 속한 레지옹연합 의료인협회의 심의회 관할권에 속한다.

제L4124–13조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017–192호 제4조에 따라 개정

과들루프, 기아나 및 마르티니크의 관할 의료인협회 회원명부에 등록된 의사와 치과의사는 안틸레스–기아나 의사회 및 치과의사회의 레지옹연합 의료인협회의 심의회 관할권에 속한다. 안틸레스–기아나 의사회 및 치과의사회의 레지옹연합 의료인협회의 심의회에 적용되는 선거 및 운영 방식과 권한 및 관할권은 프랑스 본토의 의사회 및 치과의사회의 레지옹 의료인협회의 심의회에 적

attributions et les compétences sont identiques à celles des conseils régionaux de métropole de ces deux ordres.

S'agissant des médecins, son siège se situe en Guadeloupe.

Article L4124-14

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 4

Les médecins et les chirurgiens-dentistes de Saint-Pierre-et-Miquelon sont soumis à la compétence de l'ordre régional et de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre compétent de la région Normandie.

Les sages-femmes de Saint-Pierre-et-Miquelon sont soumises à la compétence du conseil interrégional de l'ordre des sages-femmes et de la chambre disciplinaire de première instance dont relèvent les sages-femmes de la région Bretagne.

La fonction de représentation de l'ordre prévue à l'article L. 4124-11 est exercée dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon par le conseil de l'ordre de l'archipel. En l'absence d'un tel conseil, elle est exercée par la délégation de trois médecins prévue à l'article L. 4123-15, par un chirurgien-dentiste et par une sage-femme désignés par le préfet de la collectivité territoriale après

utilisation des compétences.

의사들을 위한 레지옹연합 의료인협회의 심의회 사무소는 과들루프에 둔다.

제L4124-14조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제4조에 따라 개정

생피에르미클롱의 의사 및 치과의사는 노르망디 레지옹 관할의 레지옹 의료인협회와 제1심 징계위원회의 관할권에 속한다.

생피에르미클롱의 조산사는 브르타뉴 레지옹의 조산사가 소속된 조산사회의 레지옹연합 의료인협회의 심의회와 제1심 징계위원회의 관할권에 속한다.

제L4124-11조에서 규정한 의료인협회를 대표하는 임무는 생피에르미클롱 지방자치단체에서 생피에르미클롱 군도의 의료인협회의 심의회가 수행한다. 해당 의료인협회의 심의회가 설립되지 아니한 경우 제L4124-11조에서 규정한 의사 3명과 전국 치과의사회 또는 전국조산사회의 심의회 의견을 들은 후에 지방자치단체장이 지명한 치과의사와 조산사 각 1명으로 구성된 대표

26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

Tout conseiller départemental, territorial, régional, interrégional ou national de l'ordre qui, sans motif valable, n'a pas siégé durant trois séances consécutives peut, sur proposition du conseil intéressé, être déclaré démissionnaire par le conseil national.

Les employeurs ou, pour les agents publics, l'autorité hiérarchique, sont tenus de laisser à leurs salariés ou agents, membres d'un conseil de l'ordre, le temps nécessaire pour se rendre et participer aux séances de ces conseils, de ses commissions ou de ses chambres disciplinaires. Le salarié doit informer, selon le cas, l'employeur ou l'autorité hiérarchique de la séance dès qu'il en a connaissance. Le temps passé hors du cadre du travail pendant les heures de travail à l'exercice des fonctions ordinaires est assimilé à une durée de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés, du droit aux prestations d'assurances sociales et aux prestations familiales ainsi qu'au regard de tous les droits que le salarié ou agent public tient du fait de son ancienneté dans l'entreprise. Ces absences, justifiées par l'exercice de leurs fonctions, n'entraînent aucune diminution de leurs rémunérations et des avantages y afférents.

호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

정당한 사유 없이 3회 연속 회의에 불참한 데파르트망, 지역, 레지옹, 레지옹연합 또는 전국 의료인협회의 심의회 모든 위원에 대하여 해당 의료인협회의 심의회 제안에 따라 전국 의료인협회의 심의회가 사임을 결정할 수 있다.

의료인협회의 심의회 구성원인 소속 근로자 또는 공무원에 대하여 사용자 또는 공무원의 상관은 의료인협회의 심의회와 이 심의회의 소위원회 또는 징계위원회 회의에 출석하고 참여할 시간을 제공할 의무가 있다. 의료인협회의 심의회 구성원인 근로자는 회의 소집을 통보받는 즉시 사용자 또는 상관에 이를 알려야 한다. 일상적인 업무를 수행하는 근무시간 동안 심의회의 회의 참석 등으로 사용한 근무 외 시간은 유급휴가 기간과 사회보장급여 및 가족수당 수급권을 비롯해 근로자 또는 공무원이 근속연수에 따라 받는 모든 권리의 결정 시에 적용되는 실제 근로시간에 포함된다. 심의회에서의 직무를 수행한 사실이 입증될 경우 근무시간 동안 자리를 비운 시간은 급여와 관련 수당의 삭감으로 이어지지 아니한다.

Article L4125-3-1

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 2

Les fonctions de membre d'un conseil départemental, régional, interrégional ou du conseil national de l'ordre sont exercées à titre bénévole.

Toutefois, le président et les membres du bureau d'un conseil départemental, régional, interrégional ou du conseil national de l'ordre peuvent bénéficier d'une indemnité.

Les membres d'un conseil départemental, régional, interrégional ou du conseil national peuvent également percevoir des indemnités.

Les conseils remboursent à leurs membres leurs frais de déplacement dans les conditions et limites fixées par le conseil national.

Les modalités d'attribution des indemnités mentionnées aux deuxième et troisième alinéas sont fixées par décret.

Les montants forfaitaires de ces indemnités sont rendus publics par le Conseil national.

Article L4125-4

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16

제L4125-3-1조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제2조에 따라 개정

데파르트망, 레지옹, 레지옹연합 또는 전국 의료인협회의 심의회 구성원은 무보수로 직무를 수행한다.

다만, 데파르트망, 레지옹, 레지옹연합 또는 전국 의료인협회의 심의회 집행부 구성원은 수당을 받을 수 있다.

데파르트망, 레지옹, 레지옹연합 또는 전국 의료인협회의 심의회 구성원도 수당을 받을 수 있다.

이 의료인협회의 심의회들은 전국 의료인협회의 심의회가 정한 조건 및 한도에서 구성원들의 교통비를 환급하여 준다.

제2문단과 제3문단에서 명시한 수당 지급 방식은 명령으로 정한다

이러한 수당 지급 기준액은 전국 의료인협회의 심의회가 공개한다.

제L4125-4조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호

février 2017 – art. 5

Lorsque le ressort territorial des conseils départementaux, régionaux ou interrégionaux, ou des chambres disciplinaires de première instance est modifié, le Conseil national fait procéder à l'élection de nouvelles instances. Ces élections doivent avoir lieu à l'époque normalement prévue pour le premier renouvellement partiel qui suit la publication du texte modifiant le ressort territorial de ces instances.

Afin de permettre le renouvellement, le cas échéant, par moitié des nouvelles instances, un tirage au sort détermine, soit les membres, soit les binômes dont le mandat vient à expiration respectivement dans les délais de trois ou six ans.

Dans le même cas, le Conseil national peut procéder à de nouvelles élections pour la désignation, au sein du Conseil national intéressé, des représentants des régions ou interrégions affectées par la modification prévue ci-dessus.

Ces élections doivent avoir lieu à l'époque normalement prévue pour le premier renouvellement partiel suivant la publication du texte modifiant le ressort territorial des conseils départementaux, régionaux ou interrégionaux, ou des chambres disciplinaires de première instance. Dès leur élection, les membres ou

제5조에 따라 개정

데파르트망, 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회나 제1심 징계위원회의 관할 지역이 변경되는 경우 전국 의료인협회의 심의회는 신설되는 의료인협회의 심의회 또는 징계위원회의 선거를 실시한다. 이 선거는 의료인협회의 심의회 또는 징계위원회의 관할 지역 변경에 관한 법령이 공포되고 나서 그 구성원에 대한 첫 번째 부분 교체를 위하여 일반적으로 규정된 기간에 실시하여야 한다.

필요한 경우 신설되는 의료인협회의 심의회 또는 징계위원회의 구성원을 절반까지 교체할 수 있도록 3년 또는 6년의 기한으로 각각 임기가 만료되는 구성원 또는 보조구성원을 선출하기 위하여 추첨을 진행한다.

마찬가지로, 전국 의료인협회의 심의회는 첫 번째 문단에서 규정한 변경에 영향을 받는, 해당 직종의 전국 의료인협회의 심의회 산하 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회 대표자를 뽑기 위해 새로운 선거를 실시할 수 있다.

이 선거는 데파르트망, 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회나 제1심 징계위원회의 관할 지역 변경에 관한 법령이 공포되고 나서 그 구성원에 대한 첫 번째 부분 교체를 위하여 일반적으로 규정된 기간에 실시하여야 한다. 선거가 완료되면, 선출된 구성원 또는 보조구성원은 전국 의료인협회의 심의회에서 자신이 속한 협회를 대표하

les binômes nouvellement élus sont répartis par tirage au sort dans chacune des fractions renouvelables du Conseil national.

Les conseils départementaux, régionaux ou interrégionaux, les chambres disciplinaires de première instance et les conseils nationaux en fonctions au moment des élections prévues au présent article restent en place jusqu'à l'entrée en fonctions des nouvelles instances.

Dans le cas où le ressort des conseils départementaux, régionaux ou interrégionaux ou des chambres disciplinaires de première instance est modifié, le Conseil national règle le transfert aux nouveaux conseils du patrimoine des anciens conseils.

Article L4125-5

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 5

Les élections aux conseils et aux chambres disciplinaires peuvent être déferées au tribunal administratif dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L4125-6

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 2

L'élection aux conseils est acquise à la

여 교체가 이루어질 수 있는 분과별로 추천을 통하여 배속된다.

이 조에서 규정한 선거 시점까지 운영되고 있는 데파르트망, 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회, 제1심 징계위원회 및 전국 의료인협회의 심의회는 신설될 의료인협회의 심의회 또는 징계위원회의 업무가 시작될 때까지 그 기능이 유지된다.

데파르트망, 레지옹 또는 레지옹연합 의료인협회의 심의회나 제1심 징계위원회의 관할권이 변경된 경우 전국 의료인협회의 심의회는 구 의료인협회의 심의회 재산을 신설 의료인협회의 심의회로 이전하는 결정을 내린다.

제L4125-5조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제5조에 따라 개정

의료인협회의 심의회 및 징계위원회의 선출은 국참사원령으로 정한 조건에 따라 행정법원에 이송될 수 있다.

제L4125-6조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제2조에 따라 개정

의료인협회의 심의회 구성원 선출은 출석인

majorité des membres présents ou ayant voté par correspondance ou par voie électronique.

L'élection du président et du bureau est acquise à la majorité des membres présents.

Les principes organisant les élections mentionnées aux deux alinéas précédents sont fixés par décret en Conseil d'Etat. Les modalités d'élection par voie électronique sont fixées par décret pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Un règlement électoral établi par le Conseil national de l'ordre compétent peut en préciser les modalités.

Article L4125-7

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 2

Sans préjudice des dispositions des articles L. 4122-1-2 et L. 4123-10 et du VI de l'article L. 4124-11, lorsque le nombre de sièges vacants ne permet plus de réunir le quorum, le président du Conseil national ou, à sa demande, le doyen d'âge du conseil concerné peut autoriser à titre dérogatoire les membres restant en fonction, d'une part, à procéder à de nouvelles élections, le cas échéant par l'intermédiaire d'un nouveau bureau élu à cet effet et, d'autre part, à assurer pendant cette période les

원 또는 우편이나 전자우편을 통하여 표결에 참여한 인원 과반수의 찬성으로 이루어진다.

회장 및 집행부 선출은 출석 구성원 과반수의 찬성으로 이루어진다.

이전 2개 문단에서 명시한 선거 제도는 원칙은 국참사원령으로 정한다. 전자우편을 통한 선거 방법은 국가정보자유위원회의 의견을 들은 후에 명령으로 정한다.

전국 의료인협회의 심의회가 수립한 선거규칙은 그 방법을 상세히 규정할 수 있다.

제L4125-7조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제2조에 따라 개정

제L4122-1-2조, 제L4123-10조 및 제L4124-11조제VI항의 규정과는 별개로, 구성원의 결원으로 정족수를 충족하지 못하는 경우 전국 의료인협회의 심의회 회장 또는 이 회장의 요청에 따른 해당 심의회의 최연장자는 현직 구성원 또는 필요시 이러한 목적으로 선출된 임시집행부에게 새로운 선거를 진행하고 이 기간 동안 해당 심의회에 부여된 임무를 수행할 수 있도록 예외적인 승인을 할 수 있다.

missions dévolues à ce conseil.

Article L4125-8

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 77 (V)

Nul ne peut être candidat à une élection pour être membre d'un conseil ou assesseur d'une chambre disciplinaire s'il a atteint l'âge de soixante et onze ans à la date de clôture de réception des déclarations de candidature.

Article L4125-9

Créé par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 5

Sont seuls éligibles, sous réserve des dispositions de l'article L. 4124-6 du présent code et des articles L. 145-2 et L. 145-2-1 du code de la sécurité sociale, les praticiens de nationalité française ou ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen inscrits à l'ordre.

Chapitre VI : Procédure disciplinaire.

Article L4126-1

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

Aucune peine disciplinaire ne peut être

제L4125-8조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 77조(현행 조항)에 따라 개정

후보자등록 신청서의 접수 마감일을 기준으로 71세 이상인 사람은 의료인협회의 심의회 구성원 또는 징계위원회 위원 선거에 입후보할 수 없다.

제L4125-9조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제5조에 따라 신설

의료인협회에 등록된 프랑스 국적의 의료인 또는 유럽연합 회원국이나 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민 의료인인 경우에만 이 법전 제L4124-6조와 「사회보장법전」 제L145-2조 및 제L145-2-1조의 규정에 따라 피선거권이 부여된다.

제VI장 징계절차

제L4126-1조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

소환과 청문절차를 거치지 아니한 경우 해

prononcée sans que le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme en cause ait été entendu ou appelé à comparaître.

Article L4126-2

Modifié par Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 - art. 62 JORF 5 mars 2002

Les parties peuvent se faire assister ou représenter. Elles peuvent exercer devant les instances disciplinaires le droit de récusation mentionné à l'article L. 721-1 du code de justice administrative.

Article L4126-3

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 - art. 1 JORF 27 août 2005

Les dépens sont mis à la charge de toute partie perdante sauf si les circonstances de l'affaire justifient qu'ils soient partagés entre les parties.

Article L4126-4

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 - art. 1 JORF 27 août 2005

Le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme qui, mis en cause devant la chambre disciplinaire nationale, n'a pas produit de défense écrite en la forme

당 의사, 치과의사 또는 조산사에게 어떠한 징계처분도 선고할 수 없다.

제L4126-2조

2002년 3월 4일 법률 제2002-303호 제62조에 따라 개정(2002년 3월 5일 프랑스관보에 게재)

당사자는 도움을 받거나 대리인이 자신을 대리하도록 할 수 있다. 당사자는 징계위원회 심의에서 「행정법전」 제L721-1조에서 명시한 기피권을 행사할 수 있다.

제L4126-3조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

소송비용은 사건의 정황상 당사자 간에 분담하는 것이 정당하다고 인정된 경우를 제외하고 패소한 사람이 부담하는 것을 원칙으로 한다.

제L4126-4조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

전국 징계위원회에 회부된 의사, 치과의사 또는 조산사가 정식으로 답변서를 제출하지 못한 경우 궤석으로 내려진 결정에 대한 이

régulière, est admis à former opposition à la décision rendue par défaut.

L'opposition a un effet suspensif sauf lorsque la chambre est saisie d'un appel d'une décision prise en application de l'article L. 4113-14.

Article L4126-5

L'exercice de l'action disciplinaire ne met obstacle :

- 1° Ni aux poursuites que le ministère public ou les particuliers peuvent intenter devant les tribunaux répressifs dans les termes du droit commun ;
- 2° Ni aux actions civiles en réparation d'un délit ou d'un quasi-délit ;
- 3° Ni à l'action disciplinaire devant l'administration dont dépend le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme fonctionnaire ;
- 4° Ni aux instances qui peuvent être engagées contre les médecins, les chirurgiens-dentistes ou les sages-femmes en raison des abus qui leur seraient reprochés dans leur participation aux soins médicaux prévus par les lois sociales.

Article L4126-6

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet

의제기를 할 수 있다.

제L4113-14조에 따라 내려진 결정에 대하여 전국 징계위원회에 항고한 경우를 제외하고 이의신청은 집행정지의 효력을 가진다.

제L4126-5조

징계위원회 제소는 다음 각 호의 사항에 영향을 미치지 아니한다.

- 1° 검찰 또는 개인이 보통법상 형사법원에 제기할 수 있는 소송
- 2° 불법행위 또는 준불법행위에 대하여 손해배상을 청구하는 민사소송
- 3° 공무원 신분의 의사, 치과의사 또는 조산사가 속한 행정기관에서 진행하는 징계절차
- 4° 사회보장법에서 규정한 진료거부 행위의 남용을 이유로 의사, 치과의사 또는 조산사에 대하여 제기할 수 있는 소송

제L4126-6조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제

2009 – art. 62 (V)

Lorsqu'un médecin, un chirurgien–dentiste ou une sage–femme a été condamné par une juridiction pénale pour tout autre fait qu'un crime ou délit contre la Nation, l'Etat ou la paix publique, la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre peut prononcer, s'il y a lieu, à son égard, dans les conditions des articles L. 4126–1 et L. 4126–2, une des sanctions prévues à l'article L. 4124–6.

En vue d'assurer l'application des dispositions du précédent alinéa, l'autorité judiciaire avise obligatoirement et sans délai le conseil national de l'ordre de toute condamnation, devenue définitive, de l'un des praticiens mentionnés ci–dessus, y compris les condamnations prononcées à l'étranger.

Chapitre VII : Déontologie.

Article L4127–1

Un code de déontologie, propre à chacune des professions de médecin, chirurgien–dentiste et sage–femme, préparé par le conseil national de l'ordre intéressé, est édicté sous la forme d'un décret en Conseil d'Etat.

Titre III : Profession de médecin

Chapitre préliminaire : Médecin

62조(현행 조항)에 따라 개정

의사, 치과의사 또는 조산사가 국가, 정부 또는 공공의 안녕에 대한 중죄 또는 경죄에 해당하는 범죄 이외의 행위를 저지른 데 대하여 형사법원이 유죄판결을 선고한 경우 제1심 징계위원회는 필요시 제L4126–1조와 제L4126–2조의 조건에 따라 제L4124–6조에서 규정한 처분 중 하나를 선고할 수 있다.

이전 문단의 규정을 적용할 목적으로 사법당국은 외국에서 선고된 처분을 포함하여 의사, 치과의사 또는 조산사에 대한 유죄판결이 확정된 경우 전국 의료인협회의 심의회에 지체 없이 통보할 의무가 있다.

제VII장 직업윤리

제L4127–1조

해당 전국 의료인협회의 심의회가 의사, 치과의사 및 조산사를 대상으로 마련한 각 직종에 대한 윤리강령은 국참사원령에서 정한 형식으로 수립된다.

제III편 의사의 업무

예비장: 1차 진료를 담당하는 일반의

**généraliste de premier recours et
médecins spécialistes de premier ou
deuxième recours.**

Article L4130-1

Modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier
2016 - art. 68

Les missions du médecin généraliste de
premier recours sont notamment les
suivantes :

1° Contribuer à l'offre de soins
ambulatoire, en assurant pour ses patients
la prévention, le dépistage, le diagnostic, le
traitement et le suivi des maladies ainsi
que l'éducation pour la santé. Cette mission
peut s'exercer dans les établissements de
santé ou médico-sociaux ;

2° Orienter ses patients, selon leurs
besoins, dans le système de soins et le
secteur médico-social ;

3° S'assurer de la coordination des soins
nécessaire à ses patients ;

4° Veiller à l'application individualisée des
protocoles et recommandations pour les
affections nécessitant des soins prolongés
et contribuer au suivi des maladies
chroniques, en coopération avec les autres
professionnels qui participent à la prise en
charge du patient ;

5° S'assurer de la synthèse des

**와 1차 또는 2차 진료를 담당하는 전
문의**

제L4130-1조

2016년 1월 26일 법률 제2016-41호 제68
조에 따라 개정

1차 진료를 담당하는 일반의의 임무는 다음
각 호와 같다.

1° 환자를 위하여 예방, 검진, 진단, 치료,
역학조사 및 보건교육을 담당하여 외래진료
제공에 기여한다. 이러한 임무는 의료기관
또는 사회의료센터에서 수행할 수 있다.

2° 환자의 필요에 따라 환자를 적절한 치료
시스템과 사회의료 분야로 안내한다.

3° 환자에게 필요한 의료서비스를 연계한
다.

4° 장기간에 걸쳐 치료가 필요한 질환인 경
우 치료 프로토콜 및 권고사항에 대한 개별
적용에 힘쓰고 환자 치료에 참여하는 다른
의료인들과의 협진을 통하여 만성질환에 대
한 모니터링에 동참한다.

5° 다른 보건의료인들이 전달한 정보의 통

informations transmises par les différents professionnels de santé ;

5° bis Administrer et coordonner les soins visant à soulager la douleur. En cas de nécessité, le médecin traitant assure le lien avec les structures spécialisées dans la prise en charge de la douleur ;

6° Contribuer aux actions de prévention et de dépistage ;

7° Participer à la mission de service public de permanence des soins dans les conditions fixées à l'article L. 6314-1 ;

8° Contribuer à l'accueil et à la formation des stagiaires de deuxième et troisième cycles d'études médicales.

Article L4130-2

Créé par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 66

Les missions du médecin spécialiste de premier ou de deuxième recours comprennent les actions suivantes :

1° Compléter la prise en charge du patient par la réalisation d'une analyse diagnostique et thérapeutique d'expertise, la mise en œuvre du traitement approprié ainsi que le suivi des patients, selon des modalités propres aux compétences de chaque discipline ;

합을 보장한다.

5°의2 통증 완화를 목적으로 하는 치료제를 처방하고 그 사용량을 조절한다. 필요한 경우 주치의는 통증치료 전문기관과의 연계를 보장한다.

6° 예방 및 검진 활동에 기여한다.

7° 제L6314-1조에서 정한 조건에 따라 연중무휴로 운영되는 공공의료서비스에 참여한다.

8° 의과대학 2기 및 3기의 임상수련 과정에 있는 학생을 수용하여 그 교육과정을 이수하는 데 기여한다.

제L4130-2조

2016년 1월 26일 법률 제2016-41호 제66조에 따라 신설

1차 및 2차 진료를 담당하는 전문의의 임무에는 다음 각 호의 활동을 포함한다.

1° 전문적인 진단 및 치료법 분석을 통하여 환자를 관리하고 적절한 치료를 실행하며, 각 진료과목의 특성에 맞는 적절한 방법에 따라 환자를 모니터링한다.

2° Contribuer à la prévention et à l'éducation pour la santé ;

3° Participer à la mission de service public de permanence des soins ;

4° Contribuer à l'accueil et à la formation des stagiaires de deuxième et troisième cycles d'études médicales.

Le médecin spécialiste de deuxième recours peut intervenir en tant que médecin correspondant, en lien avec le médecin généraliste, pour le suivi conjoint du patient et l'élaboration du projet de soins.

Le médecin spécialiste de premier ou de deuxième recours intervient en coopération avec les établissements de santé et contribue à la prévention des hospitalisations inutiles ou évitables.

Chapitre Ier : Conditions d'exercice.

Article L4131-1

Modifié par Ordonnance n°2017-50 du 19 janvier 2017 - art. 9

Les titres de formation exigés en application du 1° de l'article L. 4111-1 sont pour l'exercice de la profession de médecin :

1° Soit le diplôme français d'Etat de docteur en médecine ;

2° 예방 및 보건교육에 기여한다.

3° 연중무휴로 운영되는 공공의료서비스에 참여한다.

4° 2기 및 3기의 임상수련 과정에 있는 학생을 수용하여 그 교육과정을 이수하는 데 기여한다.

2차 진료 전문의는 환자에 대한 공동 모니터링 및 치료계획을 수립하기 위하여 2차 진료를 의뢰받는 의사로서 일반의와 연계되는 진료에 참여할 수 있다.

1차 및 2차 진료를 담당하는 전문의는 의료기관과 협력하여 진료에 참여하고 불필요하거나 피할 수 있는 입원 치료를 줄이는 데 기여한다.

제I장 업무 수행 조건

제L4131-1조

2017년 1월 19일 법률명령 제2017-50호 제9조에 따라 개정

제L4111-1조제1호에 따라 의사 업무를 수행하려면 다음 각 호의 어느 하나에 해당하는 자격증이 있어야 한다.

1° 프랑스 의학박사 학위

Lorsque ce diplôme a été obtenu dans les conditions définies à l'article L. 632-4 du code de l'éducation, il est complété par le document mentionné au deuxième alinéa dudit article.

2° Soit, si l'intéressé est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen :

a) Les titres de formation de médecin délivrés par l'un de ces Etats conformément aux obligations communautaires et figurant sur une liste établie par arrêté des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé ;

b) Les titres de formation de médecin délivrés par un Etat, membre ou partie, conformément aux obligations communautaires, ne figurant pas sur la liste mentionnée au a, s'ils sont accompagnés d'une attestation de cet Etat certifiant qu'ils sanctionnent une formation conforme à ces obligations et qu'ils sont assimilés, par lui, aux titres de formation figurant sur cette liste ;

c) Les titres de formation de médecin délivrés par un Etat, membre ou partie, sanctionnant une formation de médecin commencée dans cet Etat antérieurement aux dates figurant dans l'arrêté mentionné au a et non conforme aux obligations communautaires, s'ils sont accompagnés

「교육법전」 제L632-4조에서 정의한 조건에 따라 학위를 취득한 경우 앞서 언급한 조의 제2문단에서 명시한 증명서로 이를 보완한다.

2° 당사자가 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민인 경우 다음 각 목과 같은 자격증

a) 유럽공동체 기준에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국 중 한 국가에서 발급하고 고등교육장관·보건부장관의 공동부령으로 작성한 목록에 기재된 의사 자격증

b) 유럽공동체 기준에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급하였지만 a목의 목록에 포함되지 아니한 의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 유럽공동체 기준에 부합하는 교육과정을 이수한 사실이 해당 국가에서 인정되고 이 목록상의 자격증에 준하는 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

c) a목의 부령에 명시된 날짜 이전에 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 시작한 의사 교육과정 이수가 인정됨에 따라 그중 한 국가에서 발급하였지만 유럽공동체 기준에 부합하지 아니한 의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 증명서를 발급받기 이전 5년 중 최소 3년 근속으로

d'une attestation de l'un de ces Etats certifiant que le titulaire des titres de formation s'est consacré, dans cet Etat, de façon effective et licite, à l'exercice de la profession de médecin dans la spécialité concernée pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation ;

d) Les titres de formation de médecin délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie, l'ancienne Union soviétique ou l'ancienne Yougoslavie ou qui sanctionnent une formation commencée avant la date d'indépendance de la République tchèque, de la Slovaquie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie ou de la Slovénie, s'ils sont accompagnés d'une attestation des autorités compétentes de la République tchèque ou de la Slovaquie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie, de l'Estonie, de la Lettonie ou de la Lituanie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Union soviétique, de la Slovénie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Yougoslavie, certifiant qu'ils ont la même validité sur le plan juridique que les titres de formation délivrés par cet Etat.

Cette attestation est accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités indiquant que son titulaire a exercé dans cet Etat, de façon effective et licite, la profession de médecin dans la spécialité

해당 전문과목에서 의사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실이 인정되는 해당 국가에서 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

d) 구(舊) 체코슬로바키아, 구 소비에트 연방 또는 구 유고슬라비아에서 발급하였거나 체코, 슬로바키아, 에스토니아, 라트비아, 리투아니아 또는 슬로베니아의 독립일 이전에 교육과정이 시작되어 그 자격이 인정되는 의사 자격증. 다만, 구 체코슬로바키아에서 발급한 자격증인 경우 체코 또는 슬로바키아 관할기관, 구 소비에트 연방에서 발급한 자격증인 경우 에스토니아, 라트비아 또는 리투아니아 관할기관, 구 유고슬라비아에서 발급한 자격증인 경우 슬로베니아 관할기관이 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다. 이 증명서는 구체제에서 교부한 자격증과 독립된 국가에서 교부한 자격증이 동등한 법적 효력을 가진다는 사실을 입증할 수 있는 것이어야 한다.

이 증명서에는 당사자가 그중 한 국가에서 수료증을 발급받기 이전에 해당 전문과목에서 의사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실이 명시된 해당 국가의 동일 기관에서 발급한 별도의 확인서가 첨부되어야

concernée années précédant la délivrance du certificat ;

e) Les titres de formation de médecin délivrés par un Etat, membre ou partie, ne figurant pas sur la liste mentionnée au a, s'ils sont accompagnés d'une attestation délivrée par les autorités compétentes de cet Etat certifiant que le titulaire du titre de formation était établi sur son territoire à la date fixée dans l'arrêté mentionné au a et qu'il a acquis le droit d'exercer les activités de médecin généraliste dans le cadre de son régime national de sécurité sociale ;

f) Les titres de formation de médecin délivrés par un Etat, membre ou partie, sanctionnant une formation de médecin commencée dans cet Etat antérieurement aux dates figurant dans l'arrêté mentionné au a, et non conforme aux obligations communautaires mais permettant d'exercer légalement la profession de médecin dans l'Etat qui les a délivrés, si le médecin justifie avoir effectué en France au cours des cinq années précédentes trois années consécutives à temps plein de fonctions hospitalières dans la spécialité correspondant aux titres de formation en qualité d'attaché associé, de praticien attaché associé, d'assistant associé ou de fonctions universitaires en qualité de chef de clinique associé des universités ou d'assistant associé des universités, à

한다.

e) 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급하였지만 a목의 목록에 포함되지 아니한 의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 a목의 부령에서 정한 날짜를 기준으로 자국 내에서 수립된 자격증 보유자였고 해당 국가의 사회보장제도 차원에서 일반의 업무를 수행할 권리를 취득한 사실을 증명하는 해당 국가 관할기관이 발급한 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

f) a목의 부령에 명시된 날짜 이전에 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 시작한 의사 교육과정 이수가 인정됨에 따라 그중 한 국가에서 발급하였고 유럽공동체 기준에 부합하지 아니하지만 그 발급 국가에서 의사 업무를 합법적으로 수행할 수 있는 의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 프랑스에서 임시 의사자격자인 수련의, 전공의 및 의사보조인력으로서 그 자격증에 해당하는 전문과목의 병원 업무를 상근직으로 수행하였거나 동일한 기간에 병원 업무를 담당하였다는 조건으로 전임의 또는 조교수로서 의과대학 업무를 수행한 사실을 입증한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

condition d'avoir été chargé de fonctions hospitalières dans le même temps.

g) Les titres de formation de médecin spécialiste délivrés par l'Italie figurant sur la liste mentionnée au a sanctionnant une formation de médecin spécialiste commencée dans cet Etat après le 31 décembre 1983 et avant le 1er janvier 1991, s'ils sont accompagnés d'un certificat délivré par les autorités de cet Etat indiquant que son titulaire a exercé dans cet Etat, de façon effective et licite, la profession de médecin dans la spécialité concernée pendant au moins sept années consécutives au cours des dix années précédant la délivrance du certificat.

Article L4131-1-1

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 70 (V)

Le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut, après avis d'une commission composée notamment de professionnels, autoriser individuellement à exercer la profession de médecin, dans la spécialité concernée, les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, titulaires de titres de formation de base et de spécialité délivrés par l'un de ces Etats, ne répondant pas aux conditions prévues à

g) a)의 목록에 포함되고 1983년 12월 31일 이후부터 1991년 1월 1일 이전까지 사이에 이탈리아에서 시작하여 이수된 전문의 교육과정이 인정됨에 따라 이 국가에서 발급한 전문의 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 이탈리아에서 자격증을 발급받기 이전 10년 중 최소 7년 근속으로 해당 전문과목에서 의사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실이 명시된 이 국가 관할기관에서 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

제L4131-1-1조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 70조(현행 조항)에 따라 개정

보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 의료인들로 구성된 위원회의 의견을 들은 후에 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민을 해당 전문과목에서 의사 업무를 수행할 수 있도록 개별적으로 허가할 수 있다. 다만, 당사자가 제L4131-1조에서 규정한 조건을 충족하지 못하였지만 해당 국가에서 의사 업무를 합법적으로 수행할 자격을 갖춘 사람이면서 이 국가에서 발급한 일반의 및 전문의 과정의 자격증 보유자인 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

l'article L. 4131-1 mais permettant d'exercer légalement la profession de médecin dans cet Etat.

Dans le cas où l'examen des qualifications professionnelles attestées par l'ensemble des titres de formation initiale, de l'expérience professionnelle pertinente et de la formation tout au long de la vie ayant fait l'objet d'une validation par un organisme compétent fait apparaître des différences substantielles au regard des qualifications requises pour l'accès à la profession dans la spécialité concernée et son exercice en France, le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion exige que l'intéressé se soumette à une mesure de compensation dans la spécialité concernée.

Selon le niveau de qualification exigé en France et celui détenu par l'intéressé, le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut soit proposer au demandeur de choisir entre un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude.

La nature des mesures de compensation selon les niveaux de qualification en France et dans les autres Etats, membres ou parties, est fixée par arrêté du ministre

관할기관의 인증 대상인 정규교육이수증 및 관련 직업경력과 평생교육이수증을 통한 자격검정시험 결과에 비추어 볼 때 당사자의 수준이 프랑스에서 해당 전문과목의 의사직 취업 및 업무 수행을 위한 필수 자격요건에 미치지 못할 시에 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 해당 전문과목의 역량을 보완하는 조치에 따르도록 당사자에게 요구한다.

보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 프랑스에서 요구되는 자격 수준과 당사자가 보유한 자격 수준에 따라 신청자에게 실무적응실습 또는 자격시험 중 하나를 선택하도록 제안하거나 실무적응실습 및 자격시험 중 하나를 부과하거나 둘 다를 부과할 수 있다.

프랑스와 그 밖의 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에 속하는 국가별 자격 수준에 따른 보완조치의 성격은 보건부

chargé de la santé.

Article L4131-2

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 10

Peuvent être autorisées à exercer la médecine à titre de remplaçant d'un médecin les personnes remplissant les conditions suivantes :

1° Avoir suivi et validé la totalité du deuxième cycle des études médicales en France ou titulaires d'un titre sanctionnant une formation médicale de base équivalente, délivré par un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;

2° Avoir validé au titre du troisième cycle des études médicales en France un nombre de semestres déterminé, en fonction de la spécialité suivie, par le décret mentionné au dernier alinéa ;

Ces autorisations sont délivrées pour une durée limitée par le conseil départemental de l'ordre des médecins qui en informe l'agence régionale de santé.

Lors du remplacement d'un médecin salarié, le directeur de l'établissement de santé respecte les obligations liées à la formation universitaire ainsi qu'à la formation pratique et théorique du

장관의 부령으로 정한다.

제L4131-2조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 10조에 따라 개정

다음 각 호의 조건을 충족하는 사람은 의사를 대체하여 의료행위를 하도록 허가를 받을 수 있다.

1° 프랑스에서 의과대학 2기 과정 전체를 이수하고 그 자격을 인정받았거나 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급한 것으로 이에 준하는 일반의 과정의 자격증을 보유한 사람

2° 이전 문단에서 명시한 명령에 따라 지정된 전문과목의 학기 모두를 이수하여 프랑스에서 의과대학 3기 과정의 이수를 인정받은 사람

이러한 허가는 데파르트망 의사회의 심의회가 제한된 기간으로 발급하며, 이 의사회의 심의회는 해당 사실을 레지옹보건청에 알린다.

봉직의사를 교체하는 경우 의료기관의 장은 교체 인력이 대학 교과 과정 및 이론·실기 과목의 이수 요건을 갖췄는지 확인하여야 한다.

remplaçant.

Lorsque les besoins de la santé publique l'exigent, le ministre chargé de la santé peut, par arrêté pris, sauf en cas d'extrême urgence, après avis des conseils de l'ordre intéressés, habiliter pendant un délai déterminé les représentants de l'Etat dans le département à autoriser, pour une durée limitée, l'exercice de la médecine par des étudiants ayant validé le deuxième cycle des études médicales.

Les personnes appartenant à la réserve sanitaire prévue à l'article L. 3132-1, exerçant une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle prévue à l'article L. 4211-1 du code de la défense ou requises en application des articles L. 3131-8 ou L. 3131-9 et ayant validé le deuxième cycle des études médicales sont autorisées à exercer la médecine au titre des activités pour lesquelles elles ont été appelées.

Un décret, pris après avis du Conseil national de l'ordre des médecins, fixe les conditions d'application des quatre premiers alinéas du présent article, notamment le niveau d'études exigé selon la qualification du praticien remplacé, la durée maximale des autorisations et les conditions de leur prorogation.

Article L4131-2-1

공중보건상 필요한 경우 보건부장관은 긴급한 상황을 제외하고 해당 의사회의 심의회 의견을 들은 후에 데파르트망의 정부대표가 지정한 기간에 의과대학 2기 과정의 이수가 인정되는 학생에 대하여 제한된 기간 동안 의료행위를 허가할 수 있도록 부령으로 자격을 부여할 수 있다.

「국방법전」 제L4211-1조에서 정한 자원 예비군부대에서의 복무 지원과 관련되거나 제L3131-8조 또는 제L3131-9조에 따라 요구되는 활동을 수행하고 의과대학 2기 과정의 이수가 인정되는 제L3132-1조에서 규정한 보건의료예비군에 속하는 사람은 소집 대상 활동과 관련된 의료행위를 할 수 있다.

대체된 의료인의 전문자격에 따라 요구되는 학위 수준, 허가 최대기간 및 그 연장 조건 등 이 조의 처음 4개 문단의 적용 조건은 전국의학회의 심의회 의견을 들은 후에 명령으로 정한다.

제L4131-2-1조

Créé par LOI n°2019-774 du 24 juillet
2019 – art. 10

Les personnes remplissant les conditions
définies aux 1° et 2° de l'article L. 4131-
2 peuvent être autorisées à exercer la
médecine comme adjoint d'un médecin :

1° Dans les zones caractérisées par une
offre de soins insuffisante ou par des
difficultés dans l'accès aux soins
déterminées par arrêté du directeur
général de l'agence régionale de santé en
application du 1° de l'article L. 1434-4 ;

2° En cas d'afflux saisonnier ou
exceptionnel de population, constaté par un
arrêté du représentant de l'Etat dans le
département ;

3° Dans l'intérêt de la population,
lorsqu'une carence ponctuelle est constatée
dans l'offre de soins par le conseil
départemental de l'ordre des médecins, le
cas échéant sur proposition du maire de la
commune.

Ces autorisations sont délivrées, pour une
durée limitée, par le conseil départemental
de l'ordre des médecins, qui en informe
l'agence régionale de santé.

Un décret, pris après avis du Conseil
national de l'ordre des médecins, fixe les
conditions d'application du présent article,
notamment le niveau d'études exigé selon
la qualification du praticien assisté ainsi

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제
10조에 따라 신설

다음 각 호에 해당하는 경우 제L4131-2조
제1호 및 제2호에서 정한 조건을 충족하는
사람은 의사보조인력으로 의료행위를 할 수
있게 허가를 받을 수 있다.

1° 제L1434-4조제1호에 따라 레지옹보건
청 청장령으로 정한 의료서비스 공급이 충
분하지 아니하거나 의료 접근성이 떨어지는
지역안에서

2° 데파르트망의 정부대표령에서 규정한 계
절적 또는 예외적 인구 유입이 발생한 경우

3° 주민에 대한 이익의 관점에서 필요한 경
우 코뮌 시장의 제안에 따라 데파르트망 의
사회의 심의회가 일시적인 의료서비스 공급
부족을 확인한 경우

이러한 허가는 데파르트망 의사회의 심의회
가 제한된 기간으로 발급하며, 이 의사회의
심의회는 해당 사실을 레지옹보건청에 알린
다.

대체된 의사보조인력의 전문자격에 따라 요
구되는 학위 수준, 허가 최대기간, 발급 방
식 및 그 연장 조건을 비롯한 이 조의 적용
조건은 전국의학회의 심의회 의견을 들은

que la durée maximale des autorisations, les modalités de leur délivrance et les conditions de leur prorogation.

Article L4131-3

Les dispositions des chapitres Ier des titres Ier et III du présent livre ne portent pas atteinte aux dispositions transitoires contenues dans l'ordonnance n° 45-1748 du 6 août 1945 relative à l'exercice de la médecine par des médecins étrangers.

Article L4131-4

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 70 (V)

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 4111-1, des personnes de nationalité française ou étrangère ne remplissant pas les conditions définies par cet article peuvent, en vue d'exercer des fonctions d'enseignement et de recherche, être autorisées individuellement par le ministre chargé de la santé à exercer temporairement la médecine soit dans un centre hospitalier universitaire, soit dans un établissement de santé ou dans un hôpital des armées ayant passé convention avec un centre hospitalier universitaire, à condition qu'elles aient exercé ou qu'elles exercent des fonctions hospitalières et universitaires en qualité de médecin depuis au moins six ans.

La durée maximum pour laquelle

huit ans, est fixée par décret en Conseil d'Etat.

제L4131-3조

이 권 제I편 제I장과 제III편 제I장의 규정은 외국인 의사의 국내 의료행위 허가에 관한 1945년 8월 6일 법률명령 제45-1748호에 포함된 경과규정을 침해하지 아니한다.

제L4131-4조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 70조(현행 조항)에 따라 개정

제L4111-1조의 예외로, 이 조에서 정의한 조건을 충족하지 아니한 프랑스 또는 외국 국적의 사람은 최소 6년 전부터 의사로서 병원 및 대학에서 근무하였거나 현재까지 근무하고 있다는 조건으로, 대학병원 및 대학병원과 협약을 체결한 의료기관 또는 군 병원에서 교육과 연구 업무 수행을 목적으로 한시적 의료행위를 하기 위하여 보건부장관의 개별 허가를 받을 수 있다.

허가를 부여할 수 있는 최대기간 및 발급

l'autorisation peut être accordée ainsi que les modalités selon lesquelles elle est délivrée sont fixées par décret.

Article L4131-4-1

Modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 – art. 121

Les personnes autorisées à exercer temporairement la médecine en application de l'article L. 4131-4 peuvent solliciter une autorisation d'exercice dans une spécialité au plus tôt à la fin de la première année d'exercice et au plus tard dans l'année suivant la dernière période d'autorisation temporaire d'exercice accordée. Elles sont réputées avoir satisfait aux épreuves de vérification de connaissances prévues à l'article L. 4111-2. Le ministre chargé de la santé statue sur cette demande après avis d'une commission dont la composition est fixée par décret.

Article L4131-5

Modifié par Ordonnance n°2010-331 du 25 mars 2010 – art. 36

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 4111-1, le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon peut autoriser, par arrêté, un médecin de nationalité étrangère à exercer son activité dans la collectivité territoriale.

Par dérogation aux dispositions du 1° et du

formats est déterminée par décret.

제L4131-4-1조

2016년 1월 26일 법률 제2016-41호 제121조에 따라 개정

제L4131-4조에 따른 한시적 의료행위를 하도록 허가받은 사람은 빠르면 의료행위를 시작한 연도의 말, 늦으면 한시적 의료행위 허가가 시작된 그다음 연도 말까지 전문과목에 대한 의료행위 허가를 신청할 수 있다. 제L4131-4조에 따라 한시적 의료행위를 하도록 허가받은 사람은 제L4111-2조에서 규정한 자격검정시험에 통과한 것으로 본다. 보건부장관은 명령에 따라 구성된 위원회의 의견을 들은 후에 허가 여부에 관한 결정을 내린다.

제L4131-5조

2010년 3월 25일 법률명령 제2010-331호 제36조에 따라 개정

제L4111-1조의 예외로, 생피에르미클롱 지방자치단체장은 외국 국적의 의사가 해당 지방자치단체에서 의료행위를 할 수 있도록 명령으로 허가할 수 있다.

제L4111-1조제1호 및 제2호의 예외로, 기

2° de l'article L. 4111-1, le directeur général de l'agence régionale de santé de Guyane peut autoriser, par arrêté, un médecin ressortissant d'un pays autre que ceux mentionnés au 2° de cet article ou titulaire d'un diplôme de médecine, quel que soit le pays dans lequel ce diplôme a été obtenu, à exercer dans la région.

Article L4131-6

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 - art. 4

Les étudiants de deuxième cycle et de troisième cycle de médecine peuvent être autorisés à effectuer une partie de leurs stages pratiques auprès de praticiens agréés-maîtres de stage des universités, dans des conditions fixées par décret.

Les conditions de l'agrément des praticiens agréés-maîtres de stage des universités, qui comprennent une formation obligatoire auprès de l'université de leur choix ou de tout autre organisme habilité, sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L4131-7

Modifié par Ordonnance n°2009-1585 du 17 décembre 2009 - art. 3

Un décret en Conseil d'Etat détermine :

1° Les conditions dans lesquelles les

아나 레지옹보건청장은 이 조 제2호에서 명시한 국가 이외의 재외국민 의사나 학위를 취득한 국가와는 상관없이 의과대학 학위를 보유한 사람이 해당 레지옹에서 의료행위를 할 수 있도록 명령으로 허가할 수 있다.

제L4131-6조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제4조에 따라 개정

의과대학 2기 및 3기 과정에 있는 학생은 명령으로 정한 조건에 따라 수련과정 전속 지도전문의의 지도 아래 임상실습의 일부를 수행할 수 있게 허가받을 수 있다.

선택한 대학 또는 그 밖의 인가된 기관에서 실시하는 의무교육을 포함한 수련과정 전속 지도전문의의 승인 조건은 국참사원령으로 정한다.

제L4131-7조

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585호 제3조에 따라 개정

다음 각 호의 사항은 국참사원령으로 정한다.

1° 유럽연합 회원국, 안도라공국 또는 유럽

ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, de la principauté d'Andorre ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, titulaires de titres de formation obtenus dans l'un de ces Etats, autres que ceux définis à l'article L. 4131-1, peuvent être autorisés à exercer en France la profession de médecin dans la spécialité correspondant aux titres de formation ;

2° La composition et le fonctionnement de la commission mentionnée à l'article L. 4131-1-1 et les conditions dans lesquelles l'intéressé est soumis à une mesure de compensation.

Chapitre II : Règles d'organisation.

Article L4132-1

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 77 (V)

Le Conseil national de l'ordre des médecins comprend cinquante-huit membres élus pour six ans par les membres titulaires des conseils départementaux.

Ces membres sont ainsi répartis :

1° Un binôme par ressort territorial des conseils régionaux et interrégionaux suivants :

a) Bourgogne-Franche-Comté ;

경제지역협정 조인국 중 한 국가에서 취득한 제L4131-1조에서 명시한 것 이외의 자격증을 보유하고 있는 재외국민이 그 자격증에 해당하는 전문과목의 의사 업무를 프랑스에서 수행할 수 있게 허가하는 조건

2° 제L4131-1-1조에서 명시한 위원회의 구성 및 운영과 당사자가 보완조치를 이행하여야 하는 조건

제II장 조직 구성에 관한 규칙

제L4132-1조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 77조(현행 조항)에 따라 개정

전국의사회의 심의회는 데파르트망 의사회의 심의회 구성원들이 6년의 임기로 선출한 구성원 58명으로 구성한다.

이 구성원들은 다음 각 호와 같이 배분된다.

1° 다음 각 목에 해당하는 레지옹·레지옹연합 의사회의 심의회 관할 지역별 한 쌍으로 선출된 구성원

a) 부르고뉴-프랑슈-콩테

b) Bretagne ;

c) Centre–Val de Loire ;

d) Corse ;

e) Normandie ;

f) Pays de la Loire ;

g) La Réunion–Mayotte ;

2° Deux binômes par ressort territorial des conseils régionaux et interrégionaux suivants :

a) Grand Est ;

b) (abrogé)

c) Nouvelle–Aquitaine ;

d) Occitanie ;

e) Hauts–de–France ;

f) Provence–Alpes–Côte d'Azur ;

3° Trois binômes par ressort territorial des conseils régionaux et interrégionaux suivants :

a) Auvergne–Rhône–Alpes ;

b) Antilles–Guyane ;

4° Six binômes pour le ressort territorial du conseil régional Ile–de–France.

b) 브르타뉴

c) 상트르–발드루아르

d) 코르시카

e) 노르망디

f) 페이드라루아르

g) 레위니옹–마요트

2° 다음 각 목에 해당하는 레지옹·레지옹연합 의사회의 심의회 관할 지역별 두 쌍으로 선출된 구성원

a) 그랑테스트

b) (폐지)

c) 누벨–아키텐

d) 옥시타니

e) 오–드–프랑스

f) 프로방스–알프–코트다쥐르

3° 다음 각 목에 해당하는 레지옹·레지옹연합 의사회의 심의회 관할 지역별 세 쌍으로 선출된 구성원

a) 오베르뉴–론–알프

b) 안틸레스–기아나

4° 일–드–프랑스 레지옹의 의사회의 심의회 관할 지역에 대하여 여섯 쌍으로 선출된 구성원

Article L4132-3

Modifié par Ordonnance n°2018-20 du 17 janvier 2018 – art. 14

Sont adjoints au Conseil national :

1° Un médecin membre de l'Académie nationale de médecine désigné par celle-ci, avec voix délibérative ;

2° Trois représentants des ministres de l'enseignement supérieur, de la santé et du travail, avec voix consultative ;

3° Un représentant du ministre de la défense appartenant au corps des médecins des armées relevant des dispositions de l'article L. 4138-2 du code de la défense, avec voix consultative.

Article L4132-5

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

La chambre disciplinaire nationale comprend douze membres titulaires et douze membres suppléants élus, en nombre égal, par le conseil national, parmi, d'une part, les membres de ce conseil, et, d'autre part, les membres et anciens membres des conseils de l'ordre.

La chambre siège en formation d'au moins

제L4132-3조

2018년 1월 17일 법률명령 제2018-20호 제14조에 따라 개정

다음 각 호의 사람을 전국의사회의 심의회 구성원에 추가한다.

1° 의결권을 가진 국립의학아카데미에서 지명한 이 아카데미 소속 의사 1명

2° 의결권 없는 발언권을 가진 고등교육부장관·보건부장관·노동부장관의 대리인 3명

3° 의결권 없는 발언권을 가진 「국방법전」 제L4138-2조의 규정에 해당하는 군의관인 국방부장관 대리인 1명

제L4132-5조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

전국의사회의 징계위원회는 전국의사회의 심의회 구성원과 그 밖의 심의회의 전·현직 구성원 중에서 전국의사회의 심의회가 같은 수로 선출한 위원 12명과 보조위원 12명으로 구성한다.

징계위원회를 열기 위한 최소 인원은 5명으

cinq membres.

Article L4132-6

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 6

La commission de contrôle des comptes et placements financiers, placée auprès du Conseil national de l'ordre, doit se faire communiquer chaque année l'ensemble des comptes et le budget prévisionnel des conseils.

Elle doit être obligatoirement consultée par le Conseil national de l'ordre avant la fixation de la cotisation prévue à l'article L. 4122-2.

Le rapport de la commission de contrôle sur les comptes des conseils et sur la fixation de la cotisation est publié dans le Bulletin officiel du Conseil national de l'ordre.

Les membres de la commission sont désignés par le Conseil national en dehors des membres du bureau de ce conseil. La commission peut s'adjoindre les services et compétences techniques extérieurs au conseil de l'ordre qui lui sont nécessaires.

Les fonctions de président de la commission de contrôle des comptes et placements financiers du Conseil national de l'ordre des médecins sont incompatibles avec toutes fonctions exécutives au sein

로 한다.

제L4132-6조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제6조에 따라 개정

전국 의사회의 심의회에 설치된 재무회계감사위원회는 심의회들의 모든 회계자료 및 추정 예산서를 매년 제출받아야 한다.

전국 의사회의 심의회는 제L4122-2조에서 규정한 회비 납부액을 결정하기 전에 재무회계감사위원회와 반드시 협의하여야 한다.

심의회들의 회계자료와 회비 납부액 결정에 관한 재무회계감사위원회의 감사보고서는 전국 의사회의 심의회 공보에 게재한다.

재무회계감사위원회 위원은 집행부 구성원을 제외하고 전국 의사회의 심의회가 지명한다. 재무회계감사위원회는 이 위원회에 필요한 외부 전문기관과 전문가를 전국 의사회의 심의회 활동에 추가할 수 있다.

전국 의사회의 심의회 재무회계감사위원회 위원장직은 심의회들의 모든 집행부 직무와 겸직할 수 없다.

des conseils.

Article L4132-7

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 6

Sous réserve des dispositions des articles L. 4124-10-1, L. 4132-8 et L. 4132-8-1, la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des médecins comprend huit membres titulaires et huit membres suppléants élus, en nombre égal, par le conseil régional auprès duquel siège la chambre, parmi, d'une part, les membres du conseil régional dont elle dépend et, d'autre part, les membres et anciens membres des conseils de l'ordre.

La chambre siège en formation d'au moins cinq membres.

Article L4132-8

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 6

La chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des médecins de la région Ile-de-France comporte trois sections de huit membres titulaires et de huit membres suppléants chacune.

La chambre disciplinaire interrégionale de première instance de Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse comporte deux sections de huit membres titulaires et de

제L4132-7조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제6조에 따라 개정

제L4124-10-1조, 제L4132-8조 및 제L4132-8-1조의 규정에 따라, 의사회의 제1심 징계위원회는 해당 레지옹의사회의 심의회 구성원과 그 밖의 의사회의 심의회 전·현직 구성원 중에서 이 징계위원회를 관할하는 레지옹의사회의 심의회가 같은 수로 선출한 위원 8명과 그 보조위원 8명으로 구성한다.

징계위원회를 열기 위한 최소 인원은 5명으로 한다.

제L4132-8조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제6조에 따라 개정

일-드-프랑스 레지옹의사회의 제1심 징계위원회는 위원 8명과 그 보조위원 8명으로 각각 이루어진 3개 분과로 구성한다.

프로방스-알프-코트다쥐르-코르시카 레지옹연합 의사회의 제1심 징계위원회는 위원 8명과 그 보조위원 8명으로 각각 이루어진 2개 분과로 구성한다. 각 분과에는 코르시

huit membres suppléants chacune. Chaque section comprend un représentant titulaire du conseil régional de Corse et son suppléant.

Article L4132-8-1

Créé par Ordonnance 2005-56 2005-01-26 art. 1 7° JORF 28 janvier 2005

La chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des médecins de la Réunion-Mayotte comprend, outre son président, quatre membres titulaires et quatre membres suppléants. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'élection de ses membres et ses règles de fonctionnement et de procédure.

Article L4132-10

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 - art. 6

Dans chaque région, un conseil régional ou interrégional est composé d'un nombre de membres fixé par décret, compte tenu du nombre de médecins inscrits au dernier tableau publié pour chaque conseil départemental qui la compose et du nombre de départements par région.

Article L4132-11

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 - art. 6

카 레지옹의사회의 심의회 대표 1명과 그 대표보조를 둔다.

제L4132-8-1조

2005년 1월 26일 법률명령 제2005-56호 제1조제7호에 따라 신설(2005년 1월 28일 프랑스관보에 게재)

레위니옹-마요트 의사회의 제1심 징계위원회는 위원장 외에도 위원 4명과 보조위원 4명으로 구성된다. 이 징계위원회 구성원들의 선출 방식과 그 운영 및 절차에 관한 규칙은 국참사원령으로 정한다.

제L4132-10조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제6조에 따라 개정

각 레지옹에서, 레지옹 또는 레지옹연합 의사회의 심의회 구성원 수는 소속 데파르트망 의사회의 심의회별로 최근 발표된 회원 명부상의 의사 수와 레지옹별 데파르트망 수를 고려하여 명령으로 정한 인원수로 구성한다.

제L4132-11조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제6조에 따라 개정

Il existe dans chaque département un conseil départemental composé d'un nombre de membres qui est fixé par décret compte tenu du nombre des médecins inscrits au dernier tableau publié.

Article L4132-12

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 6

Les membres des conseils de l'ordre des médecins sont élus au scrutin binominal majoritaire à un tour. Chaque binôme est composé de candidats de sexe différent.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le nombre de médecins d'un même sexe inscrits au tableau de l'ordre et remplissant les conditions d'éligibilité est inférieur ou égal à 30, le conseil de l'ordre est élu au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Les suppléants élus sont du même sexe que le membre à suppléer.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Chapitre IV : Règles d'exercice professionnel

Article L4134-1

Modifié par LOI n°2014-344 du 17 mars 2014 – art. 39 (V)

Les prescriptions médicales de verres

각 데파르트망에는 최근 발표된 회원명부상의 의사 수를 고려하여 명령으로 정한 숫자의 구성원으로 구성된 데파르트망 의사회를 둔다.

제L4132-12조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제6조에 따라 개정

데파르트망 의사회의 심의회 구성원은 한 번에 한 쌍의 후보자를 다수결로 선출한다. 각 후보자 쌍은 성별이 다른 후보자로 구성한다.

이전 문단의 예외로, 회원명부에 등록되고 피선거자격 조건을 충족하는 같은 성별의 의사 수가 30명 이하인 경우 데파르트망 의사회의 심의회 구성원은 한 명의 후보자를 다수결로 선출한다.

선출된 보조위원의 성별은 교체될 구성원과 같아야 한다.

이 조의 시행방법은 국참사원령으로 정한다.

제IV장 업무 수행 규칙

제L4134-1조

2014년 3월 17일 법률 제2014-344호 제39조(현행 조항)에 따라 개정

근시·원시·난시 교정용 안경·렌즈 처방전에

correcteurs indiquent la valeur de l'écart pupillaire du patient.

Chapitre V : Accréditation de la qualité de la pratique professionnelle

Article L4135-1

Créé par Loi n°2004-810 du 13 août 2004 – art. 16 (V) JORF 17 août 2004

Les médecins ou les équipes médicales d'une même spécialité exerçant en établissements de santé peuvent demander à ce que la qualité de leur pratique professionnelle soit accréditée dans les conditions mentionnées à l'article L. 1414-3-3. L'accréditation est valable pour une durée de quatre ans. Les résultats de la procédure d'accréditation sont publics. Les médecins et les équipes médicales engagés dans la procédure d'accréditation ou accrédités transmettent à la Haute Autorité de santé les informations nécessaires à l'analyse des événements médicaux indésirables.

Un décret précise les conditions de mise en oeuvre du présent article et notamment les conditions dans lesquelles la demande d'accréditation peut être réservée aux médecins exerçant certaines spécialités particulièrement exposées au risque professionnel.

는 환자의 동공 간 거리 측정값을 명시한다.

제V장 전문진료에 대한 품질 인증

제L4135-1조

2004년 8월 13일 법률 제2004-810호 제 16조(현행 조항)에 따라 신설(2004년 8월 17일 프랑스관보에 게재)

의료기관에서 동일한 전문과목을 담당하는 의사 또는 의료팀은 제L1414-3-3조에서 명시한 조건으로 전문진료에 대한 품질 인증을 요청할 수 있다. 이러한 인증의 유효기간은 4년이다. 인증절차의 결과는 공개된다. 인증절차를 시작하였거나 인증을 받은 의사 또는 의료팀은 이상사례 분석에 필요한 정보를 보건최고위원회에 제출한다.

직업적 위험에 상당 부분 노출되는 특정 전문과목의 진료를 담당하는 의사가 인증 신청을 예약하는 조건을 비롯해 이 조의 시행 방식은 명령으로 정한다.

Article L4135-2

Modifié par LOI n°2013-672 du 26 juillet 2013 – art. 24 (V)

Les entreprises d'assurance couvrant en France les risques de responsabilité civile mentionnés à l'article L. 1142-2 transmettent à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution instituée à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier des données de nature comptable, prudentielle ou statistique sur ces risques.

Lorsque cette obligation de transmission n'est pas respectée, l'autorité de contrôle peut prononcer des sanctions dans les conditions prévues par l'article L. 612-39 du code monétaire et financier, à l'exception des 3°, 4°, 5°, 6° et 7°.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution procède à l'analyse de ces données, les transmet sous forme agrégée et en fait rapport aux ministres chargés de l'économie et de la sécurité sociale. Une copie du rapport est adressée à l'observatoire des risques médicaux.

Un arrêté des ministres chargés de l'économie et de la sécurité sociale précise les modalités d'application du présent article et, notamment, les délais applicables ainsi que la nature, la périodicité et le contenu des informations que les entreprises d'assurance sont tenues

제L4135-2조

2013년 7월 26일 법률 제2013-672호 제 24조(현행 조항)에 따라 개정

제L1142-2조에서 명시한 민사책임 위험을 부담하는 보험회사는 회계·금융건전성·통계 자료를 「금융통화법전」 제L612-1조에서 지정한 금융건전성감독위원회에 제출한다.

이 제출 의무를 준수하지 아니한 경우 금융건전성감독위원회는 제3호, 제4호, 제5호, 제6호 및 제7호를 제외하고 「금융통화법전」 제612-39조에서 규정한 조건에 따라 징계처분을 내릴 수 있다.

금융건전성감독위원회는 이러한 자료를 분석한 후에 요약된 형태로 작성한 보고서를 경제부장관·사회보장부장관에게 제출한다. 보고서 사본 1부는 의료사고연구소에 전달한다.

시행되는 기간을 비롯한 이 조의 시행방법과 보험회사가 금융건전성감독위원회에 제출하여야 하는 정보의 성격, 제출 주기 및 내용은 경제부장관과 사회보장부장관의 공동부령으로 정한다.

de communiquer à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Titre IV : Profession de chirurgien–dentiste

Chapitre Ier : Conditions d'exercice.

Article L4141–1

Modifié par Ordonnance n°2008–507 du 30 mai 2008 – art. 25

La pratique de l'art dentaire comporte la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies congénitales ou acquises, réelles ou supposées, de la bouche, des dents, des maxillaires et des tissus attenants, dans le respect des modalités fixées par le code de déontologie de la profession mentionné à l'article L. 4127–1.

Article L4141–2

Modifié par Loi n°2006–1640 du 21 décembre 2006 – art. 53 JORF 22 décembre 2006

Les chirurgiens–dentistes peuvent prescrire tous les actes, produits et prestations nécessaires à l'exercice de l'art dentaire.

Article L4141–3

Modifié par Ordonnance n°2017–50 du 19 janvier 2017 – art. 9

제IV편 치과의사의 업무

제I장 업무 수행 조건

제L4141–1조

2008년 5월 30일 법률명령 제2008–507호 제25조에 따라 개정

치과 진료는 제L4127–1조의 직업 윤리강령에서 정한 방식에 따라 입, 치아, 턱뼈 및 인접조직에서의 실제 또는 추정되는 선천성·후천성 질환을 예방, 진단 및 치료하는 것으로 구성된다.

제L4141–2조

2006년 12월 21일 법률 제2006–1640호 제53조에 따라 개정(2006년 12월 22일 프랑스관보에 게재)

치과의사는 치과 진료에 필요한 모든 행위, 제품 및 서비스를 처방할 수 있다.

제L4141–3조

2017년 1월 19일 법률명령 제2017–50호 제9조에 따라 개정

Les titres de formation exigés en application du 1° de l'article L. 4111-1 sont pour l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste :

1° Soit le diplôme français d'Etat de docteur en chirurgie dentaire ;

2° Soit le diplôme français d'Etat de chirurgien-dentiste ;

3° Soit si l'intéressé est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen :

a) Les titres de formation de praticien de l'art dentaire délivrés par l'un de ces Etats conformément aux obligations communautaires et figurant sur une liste établie par arrêté des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé ;

b) Les titres de formation de praticien de l'art dentaire délivrés par un Etat, membre ou partie, conformément aux obligations communautaires, ne figurant pas sur la liste mentionnée au a, s'ils sont accompagnés d'une attestation de cet Etat certifiant qu'ils sanctionnent une formation conforme à ces obligations et qu'ils sont assimilés, par lui, aux diplômes, certificats et titres figurant sur cette liste ;

c) Les titres de formation de praticien de l'art dentaire délivrés par un Etat, membre ou partie, sanctionnant une formation de

제L4111-1조제1호에 따라 치과의사 업무를 수행하려면 다음 각 호의 어느 하나에 해당하는 자격증이 있어야 한다.

1° 프랑스 치의학박사 학위

2° 프랑스 치과의사 학위

3° 당사자가 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민인 경우 다음 각 목과 같은 자격증

a) 유럽공동체 기준에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국 중 한 국가에서 발급하고 고등교육부장관과 ·보건부장관의 공동부령으로 작성한 목록에 기재된 치과의사 자격증

b) 유럽공동체 기준에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급하였지만 a목의 목록에 포함되지 아니한 치과의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 유럽공동체 기준에 부합하는 교육과정을 이수한 사실이 인정되고 이 목록상의 학위, 수료증 및 자격증에 준하는 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

c) a목의 부령에 명시된 날짜 이전에 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 시작한 치과의사 교육과정 이수가 인

praticien de l'art dentaire commencée dans cet Etat antérieurement aux dates figurant dans l'arrêté mentionné au a et non conforme aux obligations communautaires, s'ils sont accompagnés d'une attestation de l'un de ces Etats certifiant que le titulaire des titres de formation s'est consacré, dans cet Etat, de façon effective et licite aux activités de praticien de l'art dentaire ou, le cas échéant, de praticien de l'art dentaire spécialiste, pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation ;

d) Les titres de formation de praticien de l'art dentaire délivrés par l'ancienne Union soviétique ou l'ancienne Yougoslavie ou qui sanctionnent une formation commencée avant la date d'indépendance de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie ou de la Slovénie, s'ils sont accompagnés d'une attestation des autorités compétentes de l'Estonie, de la Lettonie ou de la Lituanie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Union soviétique, de la Slovénie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Yougoslavie, certifiant qu'ils ont la même validité sur le plan juridique que les titres de formation délivrés par cet Etat.

Cette attestation est accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités indiquant que son titulaire a exercé dans

정됨에 따라 그중 한 국가에서 발급하였지만 유럽공동체 기준에 부합하지 아니한 치과 의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 증명서를 발급받기 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 치과 의사 일반의 또는 전문 치과의 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실이 인정되는 이 국가에서 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

d) 구 소비에트 연방 또는 구 유고슬라비아에서 발급하였거나 에스토니아, 라트비아, 리투아니아 또는 슬로베니아의 독립일 이전에 교육과정이 시작되어 그 자격이 인정되는 치과 의사 자격증. 다만, 구 소비에트 연방에서 발급한 자격증인 경우에는 에스토니아, 라트비아 또는 리투아니아 관할기관이, 구 유고슬라비아에서 발급한 자격증인 경우에는 슬로베니아 관할기관이 각 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다. 이 증명서는 구체제에서 교부한 자격증과 독립된 국가에서 교부한 자격증이 동등한 법적 효력을 가진다는 사실을 입증할 수 있는 것이어야 한다.

이 증명서에는 당사자가 그중 한 국가에서 수료증을 발급받기 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 해당 전문과목에서 치과 의사 일반

cet Etat, de façon effective et licite, la profession de praticien de l'art dentaire ou de praticien de l'art dentaire spécialiste pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance du certificat ;

e) Les titres de formation de praticien de l'art dentaire délivrés par un Etat, membre ou partie, sanctionnant une formation de praticien de l'art dentaire commencée dans cet Etat antérieurement aux dates figurant dans l'arrêté mentionné au a et non conforme aux obligations communautaires mais permettant d'exercer légalement la profession de praticien de l'art dentaire dans l'Etat qui les a délivrés, si le praticien de l'art dentaire justifie avoir effectué en France au cours des cinq années précédentes trois années consécutives à temps plein de fonctions hospitalières, le cas échéant dans la spécialité correspondant aux titres de formation, en qualité d'attaché associé, de praticien attaché associé, d'assistant associé ou de fonctions universitaires en qualité de chef de clinique associé des universités ou d'assistant associé des universités, à condition d'avoir été chargé de fonctions hospitalières dans le même temps ;

f) Un titre de formation de médecin délivré en Italie, en Espagne, en Autriche, en République tchèque, en Slovaquie et en Roumanie sanctionnant une formation

의 또는 치과의사 전문의 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실이 명시된 이 국가의 동일 기관에서 발급한 별도의 확인서가 첨부되어야 한다.

e) a목의 부령에 명시된 날짜 이전에 유럽 연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 시작한 치과의사 교육과정 이수자가 인정됨에 따라 그중 한 국가에서 발급하였고 유럽공동체 기준에 부합하지 아니하지만 그 발급 국가에서 치과의사 업무를 합법적으로 수행할 수 있는 치과의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 프랑스에서 임시 의사자격자인 수련의, 전공의 및 의사보조인력으로서 그 자격증에 해당하는 전문과목의 병원 업무를 상근직으로 수행하였거나 동일한 기간에 병원 업무를 담당하였다는 조건으로 전임의 또는 조교수로서 의과대학 업무를 수행한 사실을 입증한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

f) 고등교육부장관·보건부장관의 공동부령으로 정한 날짜 이전에 시작한 교육과정 이수자가 인정됨에 따라 이탈리아, 스페인, 오스트리아, 체코, 슬로바키아 및 루마니아에서

commencée au plus tard aux dates fixées par arrêté des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé, s'il est accompagné d'une attestation des autorités compétentes de cet Etat certifiant qu'il ouvre droit dans cet Etat à l'exercice de la profession de praticien de l'art dentaire et que son titulaire s'est consacré, dans cet Etat, de façon effective et licite, aux activités de praticien de l'art dentaire pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de l'attestation.

g) Les titres de formation de praticien de l'art dentaire délivrés par un Etat, membre ou partie, sanctionnant une formation débutée avant le 18 janvier 2016 ;

h) Les titres de formation de médecin délivrés par l'Espagne sanctionnant une formation de médecin commencée dans cet Etat entre le 1er janvier 1986 et le 31 décembre 1997, s'ils sont accompagnés d'une attestation délivrée par les autorités compétentes de cet Etat indiquant que son titulaire a suivi avec succès au moins trois années d'études conformes aux obligations communautaires de formation de base à la profession de praticien de l'art dentaire, qu'il a exercé, de façon effective, licite et à titre principal, la profession de praticien de l'art dentaire pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de

발급한 의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 그중 한 국가에서 치과의사 업무를 수행할 자격을 부여받았고 증명서를 발급받기 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 치과의사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실을 입증하는 이 국가 관할기관이 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

g) 2016년 1월 18일 이전에 시작한 교육과정 이수자가 인정됨에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급한 치과의사 자격증

h) 1986년 1월 1일부터 1997년 12월 31일 사이에 스페인에서 시작한 의사 교육과정 이수자가 인정됨에 따라 이 국가에서 발급한 의사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 스페인에서 증명서를 발급받기 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 상근직 치과의사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행하였고, a목의 목록에 제시된 자격증 보유자와 같은 조건에서 이 상근직 치과의사 업무를 실질적이고 합법으로 수행할 수 있거나 수행할 수 있게 허가받은 사람으로, 치과의사 업무를 수행하기 위한 치과의사 일반의 과정을 유럽공동체 기준에 따라 최소 3년간 이수하였다는 사실이 명시된 이 국가 관할기관이 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

l'attestation et qu'il est autorisé à exercer ou exerce, de façon effective, licite et à titre principal, cette profession dans les mêmes conditions que les titulaires de titres de formation figurant sur la liste mentionnée au a.

Pour les titres de formation délivrés par l'Italie, l'intéressé doit en outre, selon la date à laquelle la formation a commencé, produire une attestation certifiant qu'il a passé avec succès une épreuve d'aptitude organisée par les autorités italiennes compétentes.

Article L4141-3-1

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 70 (V)

Le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut, après avis d'une commission composée notamment de professionnels, autoriser individuellement à exercer la profession de chirurgien-dentiste, le cas échéant dans la spécialité, les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, titulaires de titres de formation de base et, le cas échéant, de spécialité délivrés par l'un de ces Etats, ne répondant pas aux conditions prévues à l'article L. 4141-3 mais permettant d'exercer légalement la profession de chirurgien-

이탈리아에서 발급한 자격증의 경우 당사자는 교육과정을 시작한 날짜에 따라 이탈리아 관할기관이 주관하는 자격시험에 통과한 사실을 증명하는 별도의 증명서를 제출하여야 한다.

제L4141-3-1조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 70조(현행 조항)에 따라 개정

보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 의료인들로 구성된 위원회의 의견을 들은 후에 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민을 치과의사 일반의 업무 및 치과전문의 업무를 수행할 수 있도록 개별적으로 허가할 수 있다. 다만, 당사자가 제L4141-3조에서 규정한 조건을 충족하지 못하였지만 해당 국가에서 치과의사 업무를 합법적으로 수행할 자격을 갖춘 사람이면서 이 국가에서 발급한 치과의사 일반의 및 전문의 과정의 자격증 보유자인 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

dentiste dans cet Etat.

Dans le cas où l'examen des qualifications professionnelles attestées par l'ensemble des titres de formation initiale, de l'expérience professionnelle pertinente et de la formation tout au long de la vie ayant fait l'objet d'une validation par un organisme compétent fait apparaître des différences substantielles au regard des qualifications requises pour l'accès à la profession, le cas échéant dans la spécialité, et son exercice en France, le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion exige que l'intéressé se soumette à une mesure de compensation, le cas échéant dans la spécialité.

Selon le niveau de qualification exigé en France et celui détenu par l'intéressé, le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut soit proposer au demandeur de choisir entre un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude.

La nature des mesures de compensation selon les niveaux de qualification en France et dans les autres Etats, membres ou parties, est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé.

관할기관의 인증 대상인 정규교육이수증 및 관련 직업경력과 평생교육이수증을 통한 자격검정시험 결과에 비추어 볼 때 당사자의 수준이 프랑스에서 필요시 전문과목 의사직 취업 및 업무 수행을 위한 필수 자격요건에 미치지 못할 시에 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 필요시 해당 전문과목의 역량을 보완하는 조치에 따르도록 당사자에게 요구한다.

보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 프랑스에서 요구되는 자격 수준과 당사자가 보유한 자격 수준에 따라 신청자에게 실무적응실습 또는 자격시험 중 하나를 선택하도록 제안하거나 실무적응실습 및 자격시험 중 하나를 부과하거나 둘 다를 부과할 수 있다.

프랑스와 그 밖의 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에 속하는 국가별 자격 수준에 따른 보완조치의 성격은 보건부장관의 부령으로 정한다.

Article L4141-4

Modifié par Ordonnance n°2018-20 du 17 janvier 2018 – art. 14

Les étudiants en chirurgie dentaire ayant satisfait en France à l'examen de cinquième année, peuvent être autorisés à exercer l'art dentaire, soit à titre de remplaçant, soit comme adjoint d'un chirurgien-dentiste.

Ces autorisations sont délivrées pour une durée limitée par le conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes qui en informe les services de l'Etat.

Un décret, pris après avis du Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, fixe les conditions d'application du présent article, notamment le niveau d'études exigé selon la qualification du praticien remplacé, la durée maximale des autorisations et les conditions de leur prorogation.

Les personnes appartenant à la réserve sanitaire prévue à l'article L. 3132-1, exerçant une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle prévue à l'article L. 4211-1 du code de la défense ou requises en application des articles L. 3131-8 ou L. 3131-9 et ayant satisfait à l'examen de cinquième année des études odontologiques sont autorisées à exercer l'art dentaire au

제L4141-4조

2018년 1월 17일 법률명령 제2018-20호 제14조에 따라 개정

프랑스에서 5학년 시험에 통과한 치과대학 학생은 치과의사 대체인력 또는 보조인력으로서 치과의료행위를 수행하도록 허가받을 수 있다.

이러한 허가는 데파르트망 치과의사회의 심의회가 제한된 기간으로 발급하며, 이 치과의사회는 해당 사실을 국가기관에 알린다.

대체된 의료인의 전문자격에 따라 요구되는 학위 수준, 허가 최대기간 및 그 연장 조건 등 이 조의 적용 조건은 전국치과의사회의 심의회 의견을 들은 후에 명령으로 정한다.

「국방법전」 제L4211-1조에서 정한 자원 예비군부대에서의 복무 지원과 관련되거나 제L3131-8조 또는 제L3131-9조에 따라 요구되는 활동을 수행하고 치과대학 5학년 시험을 통과한 제L3132-1조에서 규정한 보건의료예비군에 속하는 사람은 소집 대상 활동과 관련된 치과의료행위를 할 수 있다.

titre des activités pour lesquelles elles ont été appelées.

Article L4141-5

Les praticiens munis à la fois en application du 1° de l'article L. 4111-1 de l'un des diplômes, certificats ou titres exigés pour l'exercice de la profession de médecin, et de l'un des diplômes, certificats ou titres exigés pour l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste, peuvent se faire inscrire, à leur choix, à l'ordre des médecins ou à l'ordre des chirurgiens-dentistes. Dans ce dernier cas, leur pratique doit se limiter à l'art dentaire et ils n'ont pas le droit d'exercer la médecine.

Article L4141-5-1

Créé par Ordonnance n°2009-1585 du 17 décembre 2009 - art. 4

Les diplômes mentionnés aux 1° et 2° de l'article L. 4141-3 peuvent être complétés par un diplôme conférant la qualification de spécialiste.

Article L4141-6

Modifié par Ordonnance n°2009-1585 du 17 décembre 2009 - art. 4

Un décret en Conseil d'Etat fixe la composition et le fonctionnement de la commission mentionnée à l'article L.

제L4141-5조

제L4111-1조제1호에 따라 의사 업무 수행에 필요한 학위, 수료증 또는 자격증 중 하나와 치과의사 업무 수행에 필요한 학위, 수료증 또는 자격증 중 하나를 동시에 보유한 의료인은 자신의 선택에 따라 의사회 또는 치과의사회에 등록할 수 있다. 치과의사회를 선택한 경우 이 의료인의 의료행위는 치과의사 업무에 국한되며 의사 업무를 수행할 수 없다.

제L4141-5-1조

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585호 제4조에 따라 신설

제L4141-3조제1호 및 제2호에서 명시한 학위는 전문자격을 부여하는 학위로 보완될 수 있다.

제L4141-6조

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585호 제4조에 따라 개정

제L4141-3-1조에서 명시한 위원회의 구성 및 운영과 당사자가 보완조치를 이행하여야 하는 조건은 국참사원령으로 정한다.

4141-3-1 et les conditions dans lesquelles l'intéressé est soumis à une mesure de compensation.

Chapitre II : Règles d'organisation.

Article L4142-1

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 - art. 77 (V)

Le Conseil national de l'ordre national des chirurgiens-dentistes comprend vingt-quatre membres, à savoir :

1° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la région Grand Est ;

2° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la région Nouvelle-Aquitaine ;

3° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

4° Deux binômes représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la région Ile-de-France ;

5° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la région Occitanie ;

6° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la

제II장 조직 구성에 관한 규칙

제L4142-1조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 77조(현행 조항)에 따라 개정

전국치과의사회의 심의회는 다음 각 호에 해당하는 구성원 24명으로 구성한다.

1° 그랑테스트 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

2° 누벨-아키텐 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

3° 오베르뉴-론-알프 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

4° 일-드-프랑스 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 두 쌍으로 선출된 구성원

5° 옥시타니 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

6° 오드-프랑스 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

région Hauts-de-France ;

7° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Corse ;

8° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans la région Bourgogne-Franche-Comté ;

9° Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans les régions Pays de la Loire et Centre-Val de Loire ;

9° bis Un binôme représentant les chirurgiens-dentistes exerçant dans les régions Bretagne et Normandie ;

10° Un membre représentant les chirurgiens-dentistes exerçant à la Guadeloupe, en Guyane et à la Martinique ;

11° Un membre représentant les chirurgiens-dentistes exerçant à La Réunion et à Mayotte.

Les membres du Conseil national sont élus par les membres titulaires des conseils départementaux situés dans le ressort des régions représentées selon les modalités prévues à l'article L. 4142-7.

La règle prévue à l'article L. 4142-7 ne s'applique pas à l'élection des membres mentionnés au 10° et 11°.

7° 프로방스-알프-코트다쥐르 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

8° 부르고뉴-프랑슈-콩테 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

9° 페이드라루아르와 상트르-발드루아르 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

9°의2 브르타뉴와 노르망디 레지옹의 현직 치과의사들을 대표하는 한 쌍으로 선출된 구성원

10° 과들루프, 기아나 및 마르티니크의 현직 치과의사들을 대표하는 구성원 1명

11° 레위니옹과 마요트의 현직 치과의사들을 대표하는 구성원 1명

전국치과의사회의 심의회 구성원은 제 L4142-7조에서 규정한 방식에 따라 레지옹 관할 지역에 속한 데파르트망 치과의사회의 심의회 정규 구성원들이 선출한다.

제L4142-7조의 규칙은 제10호와 제11호에서 명시한 구성원의 선출에는 적용되지 아니한다.

Article L4142-2

Modifié par Ordonnance n°2017-644 du 27 avril 2017 – art. 3

La commission de contrôle des comptes et placements financiers, placée auprès du Conseil national de l'ordre, se fait communiquer chaque année l'ensemble des comptes et le budget prévisionnel des conseils.

Elle est consultée par le Conseil national de l'ordre avant la fixation de la cotisation prévue à l'article L. 4122-2.

Le rapport de la commission de contrôle sur les comptes des conseils et sur la fixation de la cotisation est publié dans le Bulletin officiel du Conseil national de l'ordre.

Les membres de la commission sont désignés par le Conseil national en dehors des membres du bureau de ce conseil. La commission peut s'adjoindre les services et compétences techniques extérieurs au conseil de l'ordre qui lui sont nécessaires.

Les fonctions de président de la commission de contrôle des comptes et placements financiers du Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes sont incompatibles avec toutes fonctions exécutives au sein des conseils.

제L4142-2조

2017년 4월 27일 법률명령 제2017-644호 제3조에 따라 개정

전국치과의사회의 심의회에 설치된 재무회계감사위원회는 심의회들의 모든 회계자료 및 추정 예산서를 매년 제출받는다.

전국치과의사회의 심의회는 제L4122-2조에서 규정한 회비 납부액을 결정하기 전에 재무회계감사위원회와 협의한다.

심의회들의 회계자료와 회비 납부액 결정에 관한 재무회계감사위원회의 감사보고서는 전국치과의사회의 심의회 공보에 게재한다.

재무회계감사위원회 위원은 집행부 구성원을 제외하고 전국치과의사회의 심의회가 지명한다. 재무회계감사위원회는 이 위원회에 필요한 외부 전문기관과 전문가를 전국치과의사회의 심의회 활동에 합류시킬 수 있다.

전국치과의사회의 심의회의 재무회계감사위원회 위원장직은 심의회들 집행부의 모든 직무와 겸직할 수 없다.

Article L4142-3

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

La chambre disciplinaire nationale comprend six membres titulaires et six membres suppléants élus, en nombre égal, par le conseil national, d'une part, parmi les membres du conseil national, et, d'autre part, parmi les membres et anciens membres des conseils de l'ordre.

La chambre siège en formation d'au moins cinq membres.

Article L4142-4

Modifié par LOI n°2017-1841 du 30 décembre 2017 – art. 3 (V)

La chambre disciplinaire de première instance des chirurgiens-dentistes est composée de huit membres titulaires et de huit membres suppléants élus, en nombre égal, par le conseil régional auprès duquel siège la chambre, d'une part, parmi les membres du conseil régional dont elle dépend, et, d'autre part, parmi les membres et anciens membres des conseils de l'ordre.

La chambre siège en formation d'au moins cinq membres.

Dans la région d'Ile-de-France, la

제L4142-3조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

전국치과의사회의 징계위원회는 전국치과의사회의 심의회 구성원과 그 밖의 치과의사회의 심의회 전·현직 구성원 중에서 전국치과의사회가 같은 수로 선출한 위원 6명과 보조위원 6명으로 구성한다.

징계위원회를 열기 위한 최소 인원은 5명으로 한다.

제L4142-4조

2017년 12월 30일 법률 제2017-1841호 제3조(현행 조항)에 따라 개정

치과의사회의 제1심 징계위원회는 해당 레지옹치과의사회의 심의회 구성원과 그 밖의 치과의사회의 심의회 전·현직 구성원 중에서 이 징계위원회를 관할하는 레지옹치과의사회의 심의회가 같은 수로 선출한 위원 8명과 보조위원 8명으로 구성한다.

징계위원회를 열기 위한 최소 인원은 5명으로 한다.

일-드-프랑스 레지옹에서 치과의사회의 제

chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens-dentistes comprend, outre son président, douze membres titulaires et douze membres suppléants.

La chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des chirurgiens-dentistes de la Réunion-Mayotte comprend, outre son président, deux membres titulaires et deux membres suppléants.

La chambre disciplinaire interrégionale de première instance de Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse comporte, pour les quatre membres titulaires et quatre membres suppléants élus parmi les membres du conseil régional, trois membres titulaires et trois membres suppléants élus par les membres titulaires du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur parmi ses membres ainsi qu'un membre titulaire et un membre suppléant élus par les membres titulaires du conseil régional de Corse parmi ses membres.

Article L4142-6

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 - art. 7

Dans chaque département, le conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes est constitué de huit membres titulaires et de huit membres suppléants.

1심 징계위원회는 위원장 외에도 위원 12명과 보조위원 12명으로 구성한다.

레위니옹-마요트 치과의사회의 제1심 징계위원회는 위원장 외에도 위원 2명과 보조위원 2명으로 구성한다.

프로방스-알프-코트다쥐르-코르시카 레지옹연합치과의사회의 제1심 징계위원회는 해당 레지옹치과의사회의 심의회가 그 구성원 중에서 선출한 위원 4명과 보조위원 4명으로 구성하며, 프로방스-알프-코트다쥐르 레지옹치과의사회의 심의회 구성원 중에서 선출한 위원 3명 및 보조위원 3명과 코르시카 레지옹치과의사회의 심의회 구성원 중에서 선출한 위원 1명 및 보조위원 1명으로 구성한다.

제L4142-6조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제7조에 따라 개정

각 데파르트망에서 데파르트망 치과의사회의 심의회 구성원 8명과 보조구성원 8명으로 구성한다.

Article L4142-7

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 7

Les membres des conseils de l'ordre des chirurgiens-dentistes sont élus au scrutin binominal majoritaire à un tour.

Chaque binôme est composé de candidats de sexe différent.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le nombre de chirurgiens-dentistes d'un même sexe inscrits au tableau de l'ordre et remplissant les conditions d'éligibilité est inférieur ou égal à 30, le conseil de l'ordre est élu au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Les suppléants élus sont du même sexe que le membre à suppléer.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Titre V : Profession de sage-femme

Chapitre Ier : Conditions d'exercice.

Article L4151-1

Modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 – art. 127

L'exercice de la profession de sage-femme comporte la pratique des actes nécessaires au diagnostic, à la surveillance

제L4142-7조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제7조에 따라 개정

데파르트망 치과의사회의 심의회 구성원은 한 번에 한쌍의 후보자를 다수결로 선출한다.

각 후보자 쌍은 성별이 다른 후보자로 구성한다.

이전 문단의 예외로, 회원명부에 등록되고 피선거자격 조건을 충족하는 같은 성별의 의사 수가 30명 이하인 경우 데파르트망 치과의사회의 구성원의 심의회 한 명의 후보자를 다수결로 선출한다.

선출된 보조구성원의 성별은 교체될 구성원과 같아야 한다.

이 조의 시행방법은 국참사원령으로 정한다.

제V편 조산사의 업무

제I장 업무 수행 조건

제L4151-1조

2016년 1월 26일 법률 제2016-41호 제127조에 따라 개정

조산사의 업무에는 제L4151-2조부터 제L4151-4조까지의 규정을 조건으로 제L4127-1조의 직업 윤리강령에서 정한 방

de la grossesse et à la préparation psychoprophylactique à l'accouchement, ainsi qu'à la surveillance et à la pratique de l'accouchement et des soins postnataux en ce qui concerne la mère et l'enfant, sous réserve des dispositions des articles L. 4151-2 à L. 4151-4 et suivant les modalités fixées par le code de déontologie de la profession, mentionné à l'article L. 4127-1.

La sage-femme peut effectuer l'examen postnatal à la condition d'adresser la femme à un médecin en cas de situation pathologique constatée.

L'exercice de la profession de sage-femme peut comporter également la réalisation de consultations de contraception et de suivi gynécologique de prévention ainsi que d'interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse, sous réserve que la sage-femme adresse la femme à un médecin en cas de situation pathologique.

Les sages-femmes sont autorisées à concourir aux activités d'assistance médicale à la procréation, dans des conditions fixées par décret.

Article L4151-2

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 - art. 31

Les sages-femmes peuvent prescrire et

식에 따라 임신 진단 및 관리와 정신예방적 분만 준비뿐만 아니라 산모와 신생아와 관련된 출산·산후관리 모니터링 및 실행에 필요한 의료행위가 포함된다.

조산사가 병리학적 증상을 확인한 경우 차후에 임신부를 의사에게 보내는 조건으로 산후검진을 실시할 수 있다.

조산사의 업무에는 피임 상담과 예방적 산부인과 검사뿐만 아니라 조산사가 병리학적 증상을 확인한 경우 차후에 임신부를 의사에게 보내는 조건으로 약물을 통한 인공임신중절도 포함할 수 있다.

조산사는 명령으로 정한 조건에 따라 출산을 위한 의료지원 활동에 참여할 수 있다.

제L4151-2조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 31조에 따라 개정

조산사는 명령에서 정의한 조건에 따라 여

pratiquer les vaccinations de la femme et de l'enfant, dans des conditions définies par décret.

Elles peuvent prescrire et pratiquer, en vue de protéger l'enfant pendant la période postnatale, les vaccinations des personnes qui vivent régulièrement dans son entourage, dans des conditions déterminées par décret. Ce décret détermine également les modalités selon lesquelles les sages-femmes transmettent au médecin traitant de ces personnes les informations relatives à ces vaccinations.

Un arrêté du ministre chargé de la santé fixe la liste des vaccinations mentionnées aux deux premiers alinéas.

Article L4151-3

Modifié par Loi n°2004-806 du 9 août 2004 - art. 104 JORF 11 août 2004

En cas de pathologie maternelle, foetale ou néonatale pendant la grossesse, l'accouchement ou les suites de couches, et en cas d'accouchement dystocique, la sage-femme doit faire appel à un médecin. Les sages-femmes peuvent pratiquer les soins prescrits par un médecin en cas de grossesse ou de suites de couches pathologiques.

Article L4151-4

성과 아이를 위한 백신 접종을 처방하고 실행할 수 있다.

조산사는 명령으로 정한 조건에 따라 아이를 보호하기 위하여 아이와 정기적으로 접촉하는 주변 사람들에게 백신 접종을 처방하고 실행할 수 있다. 조산사가 이러한 백신 접종과 관련된 정보를 이들의 주치의에게 전달하는 방식도 이 명령으로 정한다.

처음 2개 문단에서 명시한 백신 접종 목록은 보건부장관의 부령으로 정한다.

제L4151-3조

2004년 8월 9일 법률 제2004-806호 제104조에 따라 개정(2004년 8월 11일 프랑스관보에 게재)

임신기, 출산 시나 산후기에 산모, 태아 또는 신생아에게 질병이 발현한 경우와 난산 시 조산사는 의사를 호출하여야 한다. 임신기 또는 산후기에 병리적 이상을 발견한 경우 조산사는 의사의 처방에 따라 치료를 진행할 수 있다.

제L4151-4조

Modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 – art. 134

Les sages-femmes peuvent prescrire les dispositifs médicaux, dont la liste est fixée par l'autorité administrative, et les examens strictement nécessaires à l'exercice de leur profession. Elles peuvent également prescrire les médicaments d'une classe thérapeutique figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de la santé pris après avis de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé et prescrire des substituts nicotiniques à toutes les personnes qui vivent régulièrement dans l'entourage de la femme enceinte ou de l'enfant jusqu'au terme de la période postnatale ou assurent la garde de ce dernier.

Article L4151-5

Modifié par Ordonnance n°2017-50 du 19 janvier 2017 – art. 9

Les titres de formation exigés en application du 1° de l'article L. 4111-1 sont pour l'exercice de la profession de sage-femme :

1° Soit le diplôme français d'Etat de sage-femme ;

2° Soit, si l'intéressé est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique

2016년 1월 26일 법률 제2016-41호 제 134조에 따라 개정

조산사는 행정기관이 정한 목록상의 의료기와 업무 수행에 꼭 필요한 검사를 처방할 수 있다. 조산사는 의약품의료제품안전청의 의견을 들은 후에 보건부장관의 부령으로 정한 목록상의 치료 등급에 따라 의약품을 처방하고 산후기간이 끝날 때까지 임산부 또는 아이와 정기적으로 접촉하거나 아이를 돌보는 주변 사람이 흡연자인 경우 이들 모두를 대상으로 니코틴 대체제를 처방할 수 있다.

제L4151-5조

2017년 1월 19일 법률명령 제2017-50호 제9조에 따라 개정

제L4111-1조제1호에 따라 조산사 업무를 수행하려면 다음 각 호의 어느 하나에 해당하는 자격증이 있어야 한다.

1° 프랑스 조산사 학위

2° 당사자가 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민인 경우 다음 각 목과 같은 자격증

européen :

a) Un titre de formation de sage-femme délivré par l'un de ces Etats conformément aux obligations communautaires et figurant sur une liste établie par arrêté des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé ;

b) Un titre de formation de sage-femme délivré par un Etat, membre ou partie, conformément aux obligations communautaires, ne figurant pas sur la liste mentionnée au a, s'il est accompagné d'une attestation de cet Etat certifiant qu'il sanctionne une formation conforme à ces obligations et d'une attestation indiquant le type de formation suivie, complétée le cas échéant par une pratique professionnelle, et qu'il est assimilé, par lui, aux diplômes, certificats et titres figurant sur cette liste ;

c) Un titre de formation de sage-femme délivré par l'un de ces Etats conformément aux obligations communautaires, ne figurant pas sur la liste mentionnée au a et non accompagné de l'attestation de pratique professionnelle mentionnée au b, si un Etat, membre ou partie, atteste que l'intéressé s'est consacré de façon effective et licite aux activités de sage-femme pendant au moins deux années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de cette attestation ;

a) 유럽공동체 기준에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국 중 한 국가에서 발급하고 고등교육부장관·보건부장관의 공동부령으로 작성한 목록에 기재된 조산사 자격증

b) 유럽공동체 기준에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급하였지만 a목의 목록에 포함되지 아니한 조산사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 유럽공동체 기준에 부합하는 교육과정을 이수한 사실을 해당 국가에서 인정하는 증명서와 필요시 직업수행으로 보완하여 이수한 교육과정 유형이 명시되고 이 목록상의 학위, 수료증 및 자격증에 준하는 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

c) 유럽공동체 기준에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급하였지만 a목의 목록에 포함되지 아니하고 b목의 실습과정 증명서를 첨부하지 아니한 조산사 자격증. 다만, 당사자가 이 증명서를 발급받기 이전 5년 중 최소 2년 근속으로 조산사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실을 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국이 증명하는 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

d) Un titre de formation de sage-femme délivré par un Etat, membre ou partie, sanctionnant une formation de sage-femme commencée dans cet Etat antérieurement aux dates figurant dans l'arrêté mentionné au a et non conforme aux obligations communautaires, s'il est accompagné d'une attestation de l'un de ces Etats certifiant que le titulaire du titre de formation s'est consacré dans cet Etat de façon effective et licite aux activités de sage-femme pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance de cette attestation ;

e) Un titre de formation de sage-femme délivré par l'ancienne Tchécoslovaquie, l'ancienne Union soviétique ou l'ancienne Yougoslavie ou qui sanctionne une formation commencée avant la date d'indépendance de la République tchèque, de la Slovaquie, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie ou de la Slovénie, s'il est accompagné d'une attestation des autorités compétentes de la République tchèque ou de la Slovaquie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Tchécoslovaquie, de l'Estonie, de la Lettonie ou de la Lituanie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Union soviétique, de la Slovénie pour les titres de formation délivrés par l'ancienne Yougoslavie, certifiant qu'ils ont la même validité sur le plan juridique que les titres

d) a목의 부령에 명시된 날짜 이전에 유럽 연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 시작한 조산사 교육과정 이수자가 인정됨에 따라 그중 한 국가에서 발급하였지만 유럽공동체 기준에 부합하지 아니한 조산사 자격증. 다만, 이 자격증 보유자가 증명서를 발급받기 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 조산사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실이 인정되는 이 국가에서 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

e) 구 체코슬로바키아, 구 소비에트 연방 또는 구 유고슬라비아에서 발급하였거나 체코, 슬로바키아, 에스토니아, 라트비아, 리투아니아 또는 슬로베니아의 독립일 이전에 교육과정이 시작되어 그 자격이 인정되는 조산사 자격증. 다만, 구 체코슬로바키아에서 발급한 자격증인 경우 체코 또는 슬로바키아 관할기관, 구 소비에트 연방에서 발급한 자격증인 경우 에스토니아, 라트비아 또는 리투아니아 관할기관, 구 유고슬라비아에서 발급한 자격증인 경우 슬로베니아 관할기관이 발급한 별도의 증명서를 첨부한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다. 이 증명서는 구체제에서 교부한 자격증과 독립된 국가에서 교부한 자격증이 동등한 법적 효력을 가진다는 사실을 입증할 수 있는 것 이어야 한다.

de formation délivrés par cet Etat.

Cette attestation est accompagnée d'un certificat délivré par ces mêmes autorités indiquant que son titulaire a exercé dans cet Etat, de façon effective et licite, la profession de sage-femme pendant au moins trois années consécutives au cours des cinq années précédant la délivrance du certificat ;

f) Un titre de formation de sage-femme sanctionnant une formation commencée en Roumanie antérieurement aux dates fixées dans l'arrêté mentionné au a et non conforme aux obligations communautaires, si cet Etat atteste que l'intéressé a exercé dans cet Etat, de façon effective et licite, la profession de sage-femme pendant des périodes fixées par arrêté du ministre chargé de la santé.

g) Un titre de formation de sage-femme délivré en Pologne aux professionnels ayant achevé leur formation avant le 1er mai 2004 et non conforme aux obligations communautaires si cet Etat atteste que l'intéressé a exercé dans cet Etat, de façon effective et licite, la profession de sage-femme pendant des périodes fixées par arrêté du ministre chargé de la santé ou si le titre de formation comporte un programme spécial de revalorisation lui permettant d'être assimilé à un titre figurant sur la liste mentionnée au a ;

이 증명서에는 당사자가 그중 한 국가에서 수료증을 발급받기 이전 5년 중 최소 3년 근속으로 해당 전문과목에서 조산사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실이 명시된 이 국가의 동일 기관에서 발급한 별도의 확인서가 첨부되어야 한다.

f) a목의 부령에 명시된 날짜 이전에 루마니아에서 시작한 조산사 교육과정 이수 인정됨에 따라 이 국가에서 발급하였지만 유럽공동체 기준에 부합하지 아니한 조산사 자격증. 다만, 당사자가 보건부장관의 부령으로 정한 기간에 조산사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실을 해당 국가가 증명하는 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

g) 2004년 5월 1일 이전에 교육과정을 마친 의료인에게 폴란드에서 발급한 자격증으로 해당 국가에서는 그 자격이 인정되지만 유럽공동체 기준에 부합하지 아니한 조산사 자격증. 다만, 당사자가 보건부장관의 부령으로 정한 기간에 조산사 업무를 실질적이고 합법적으로 수행한 사실을 해당 국가가 증명하는 경우 또는 a목의 목록에 포함되는 자격증과 동등한 자격을 부여받기 위하여 특별 프로그램을 이수한 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다.

h) Les titres de formation de sage-femme délivrés par un Etat, membre ou partie, sanctionnant une formation débutée avant le 18 janvier 2016.

La liste des attestations devant accompagner les titres de formation est fixée par arrêté des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé.

Article L4151-5-1

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 - art. 70 (V)

Le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut, après avis d'une commission, composée notamment de professionnels, autoriser individuellement à exercer la profession de sage-femme les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, titulaires d'un titre de formation délivré par l'un de ces Etats, ne répondant pas aux conditions prévues à l'article L. 4151-5 mais permettant d'exercer légalement la profession de sage-femme dans cet Etat. Dans le cas où l'examen des qualifications professionnelles attestées par l'ensemble des titres de formation initiale, de l'expérience professionnelle pertinente et de la formation tout au long de la vie ayant fait l'objet d'une validation par un organisme compétent fait apparaître des

h) 2016년 1월 18일 이전에 시작한 교육과정 이수가 인정됨에 따라 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에서 발급한 조산사 자격증

자격증에 첨부되어야 하는 증명서 목록은 고등교육부장관·보건부장관의 공동부령으로 정한다.

제L4151-5-1조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제 70조(현행 조항)에 따라 개정

보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 의료인들로 구성된 위원회의 의견을 들은 후에 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국의 재외국민을 조산사 업무를 수행할 수 있도록 개별적으로 허가할 수 있다. 다만, 당사자가 제 L4151-5조에서 규정한 조건을 충족하지 못하였지만 해당 국가에서 조산사 업무를 합법적으로 수행할 자격을 갖춘 사람이면서 이 국가에서 발급한 조산사 자격증 보유자인 경우에만 그 자격을 인정받을 수 있다. 관할기관의 인증 대상인 정규교육이수증 및 관련 직업경력과 평생교육이수증을 통한 자격검정시험 결과에 비추어 볼 때 당사자의 수준이 프랑스에서 조산사직 취업 및 업무수행을 위한 필수 자격요건에 미치지 못할 시에 보건부장관 또는 그 위임을 받은 병원의료인력 국가관리센터장은 해당 역량을 보완하는 조치에 따르도록 당사자에게 요구한다.

différences substantielles au regard des qualifications requises pour l'accès à la profession et son exercice en France, le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion exige que l'intéressé se soumette à une mesure de compensation.

Selon le niveau de qualification exigé en France et celui détenu par l'intéressé, le ministre chargé de la santé ou, sur délégation, le directeur général du Centre national de gestion peut soit proposer au demandeur de choisir entre un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude, soit imposer un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude.

La nature des mesures de compensation selon les niveaux de qualification en France et dans les autres Etats, membres ou parties, est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé.

Article L4151-6

Modifié par Ordonnance n°2018-20 du 17 janvier 2018 – art. 14

I. – Les étudiants sages-femmes effectuant leur formation en France peuvent être autorisés à exercer la profession de sage-femme comme remplaçant.

Ces autorisations sont délivrées pour une durée limitée par le conseil départemental

대표기구인 병원의료인력 국가관리센터장은 프랑스에서 요구되는 자격 수준과 당사자가 보유한 자격 수준에 따라 신청자에게 실무 적응실습 또는 자격시험 중 하나를 선택하도록 제안하거나 실무적응실습 및 자격시험 중 하나를 부과하거나 둘 다를 부과할 수 있다.

프랑스와 그 밖의 유럽연합 회원국 또는 유럽경제지역협정 조인국에 속하는 국가별 자격 수준에 따른 보완조치의 성격은 보건부장관의 부령으로 정한다.

제L4151-6조

2018년 1월 17일 법률명령 제2018-20호 제14조에 따라 개정

I. 프랑스에서 교육을 받는 조산사학교 학생은 대체인력으로 조산사 업무를 수행하도록 허가받을 수 있다.

이러한 허가는 데파르트망 조산사회의 심의회가 제한된 기간으로 발급하며, 이 조산사

de l'ordre des sages-femmes qui en informe les services de l'Etat.

Un décret, pris après avis du Conseil national de l'ordre des sages-femmes, fixe les conditions d'application du présent article, notamment le niveau d'études exigé, la durée maximale des autorisations et les conditions de leur prorogation.

II.—Les personnes appartenant à la réserve sanitaire prévue à l'article L. 3132-1, exerçant une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle prévue à l'article L. 4211-1 du code de la défense ou requises en application des articles L. 3131-8 ou L. 3131-9 et ayant satisfait à l'examen de troisième année des études de sage-femme sont autorisées à exercer la profession de sage-femme au titre des activités pour lesquelles elles ont été appelées.

Article L4151-7

Modifié par Loi n°2004-809 du 13 août 2004 – art. 73 (V) JORF 17 août 2004

La formation des personnes qui se préparent à la profession de sage-femme est assurée dans des écoles agréées par la région et ouvertes aux candidats des deux sexes. Les conditions d'organisation et d'agrément de ces écoles sont fixées par

회는 해당 사실을 국가기관에 알린다.

요구되는 학위수준, 허가 최대기간 및 그 연장 조건 등 이 조의 적용 조건은 전국조산사회의 심의회 의견을 들은 후에 명령으로 정한다.

II. 「국방법전」 제L4211-1조에서 정한 자원예비군부대에서의 복무 지원과 관련되거나 제L3131-8조 또는 제L3131-9조에 따라 요구되는 활동을 수행하고 조산사학교 3학년 시험을 통과한 제L3132-1조에서 규정한 보건의료예비군에 속하는 사람은 소집대상 활동과 관련된 조산 업무를 수행할 수 있다.

제L4151-7조

2004년 8월 13일 법률 제2004-809호 제 73조(현행 조항)에 따라 개정(2004년 8월 17일 프랑스관보에 게재)

조산사 지원자를 위한 교육은 레지옹에서 인가한 학교에서 담당하고 남녀 지원자 모두에게 열려 있다. 이러한 학교의 조직 및 인가 조건은 행정명령으로 정한다.

voie réglementaire.

Les conditions d'admission dans les écoles de sages-femmes sont fixées par les dispositions de l'article L. 631-1 du code de l'éducation.

Article L4151-7-1

Créé par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 60

La formation initiale des sages-femmes peut être organisée au sein des universités, par dérogation à l'article L. 4151-7, sous réserve de l'accord du conseil régional. Cet accord doit notamment porter sur les modalités de financement de la formation. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'enseignement supérieur fixe les modalités de cette intégration à l'université pour le ou les sites concernés.

Article L4151-8

Créé par Loi n°2004-809 du 13 août 2004 – art. 73 (V) JORF 17 août 2004

La région est compétente pour attribuer des aides aux étudiants inscrits dans les écoles de formation agréées en application de l'article L. 4151-7. La nature, le niveau et les conditions d'attribution de ces aides sont fixés par délibération du conseil régional. Aucune condition de résidence ne

조산사학교의 입학 조건은 「교육법전」 제 L631-1조의 규정에 따라 정한다.

제L4151-7-1조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제 60조에 따라 신설

조산사학교의 정규교육 과정은 제L4151-7조의 예외로 레지옹조산사회의 심의회와의 합의에 따라 대학 내에 설치할 수 있다. 이 합의에는 특히 교육과정에 대한 재정지원 방법을 포함한다. 한 곳 이상의 해당 장소를 위한 대학 통합 방식은 고등교육부장관·보건부장관의 공동부령으로 정한다.

제L4151-8조

2004년 8월 13일 법률 제2004-809호 제 73조(현행 조항)에 따라 신설(2004년 8월 17일 프랑스관보에 게재)

레지옹은 제L4151-7조에 따라 교육과정이 인가되어 개설된 학교의 학생들에게 지원금을 할당할 권한이 있다. 이러한 지원금의 성격, 수준 및 할당 조건은 레지옹조산사회의 심의회 의결로 정한다. 지원금 할당에서 학생들의 거주지 조건은 고려되지 아니한다.

peut être exigée des étudiants.

Un décret fixe les règles minimales de taux et de barème de ces aides.

Article L4151-9

Créé par Loi n°2004-809 du 13 août 2004
- art. 73 (V) JORF 17 août 2004

La région a la charge du fonctionnement et de l'équipement des écoles mentionnées à l'article L. 4151-7 lorsqu'elles sont publiques. Elle peut participer au financement du fonctionnement et de l'équipement de ces écoles lorsqu'elles sont privées.

La subvention de fonctionnement et d'équipement est versée annuellement aux organismes qui gèrent ces écoles ; les dépenses et les ressources de l'école sont identifiées sur un budget spécifique.

Les personnels des écoles relevant d'un établissement public de santé sont recrutés, gérés et rémunérés par cet établissement selon les dispositions de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière. Les écoles privées recrutent, gèrent et rémunèrent leurs personnels.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par voie

이러한 지원금의 최소 할당률과 산정표에 관한 규칙은 명령으로 정한다.

제L4151-9조

2004년 8월 13일 법률 제2004-809호 제 73조(현행 조항)에 따라 신설(2004년 8월 17일 프랑스관보에 게재)

제L4151-7조에서 명시한 학교가 공립시설에 속하는 경우에 레지옹은 그 운영 및 시설물 관련 비용을 담당한다. 이 학교가 사립시설에 속하는 경우에 레지옹은 그 운영 및 시설물에 대한 재정지원에 참여할 수 있다.

운영 및 시설에 대한 보조금은 해당 학교를 관리하는 기구에 매년 지급한다. 이러한 학교의 비용과 재원은 특별예산으로 편성한다.

공공의료기관에서 운영하는 공립학교는 「보건의료직 공무원의 복무규정에 관한 1986년 1월 9일 법률 제86-33호」의 규정에 따라 직원을 채용 및 관리하고 보수를 지급한다. 사립학교는 직접 직원을 채용 및 관리하고 보수를 지급한다.

이 조의 시행방법은 행정명령으로 정한다.

réglementaire.

Article L4151-10

Modifié par Ordonnance n°2009-1585 du 17 décembre 2009 – art. 5

Un décret en Conseil d'Etat fixe la composition et le fonctionnement de la commission mentionnée à l'article L. 4151-5-1 et les conditions dans lesquelles l'intéressé est soumis à une mesure de compensation.

Chapitre II : Règles d'organisation.

Article L4152-1

Modifié par LOI n°2009-879 du 21 juillet 2009 – art. 62 (V)

Le Conseil national de l'ordre des sages-femmes est composé de cinq sages-femmes élues par les conseils départementaux regroupés en cinq secteurs par arrêté du ministre chargé de la santé.

Article L4152-3

Modifié par Ordonnance n°2017-192 du 16 février 2017 – art. 8

Sont adjoints au conseil national, avec voix consultative, trois représentants des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la santé et de la sécurité sociale.

제L4151-10조

2009년 12월 17일 법률명령 제2009-1585호 제5조에 따라 개정

제L4151-5-1조에서 명시한 위원회의 구성 및 운영과 당사자가 보완조치를 이행하여야 하는 조건은 국참사원령으로 정한다.

제II장 조직 구성에 관한 규칙

제L4152-1조

2009년 7월 21일 법률 제2009-879호 제62조(현행 조항)에 따라 개정

전국조산사회의 심의회는 보건부장관의 부령에 따라 데파르트망 조산사회의 심의회를 5개 구역으로 재편하며 여기에서 선출된 5명의 조산사로 구성한다.

제L4152-3조

2017년 2월 16일 법률명령 제2017-192호 제8조에 따라 개정

회의에서 의결권 없는 발언권을 가지는 고등교육부장관·보건부장관·사회보장부장관들의 대리인 3명을 전국조산사회의 심의회 구성원으로 추가한다.

Article L4152-6

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

La chambre disciplinaire nationale comprend quatre membres titulaires et quatre membres suppléants élus, en nombre égal, par le conseil national parmi, d'une part, les membres du conseil national, et, d'autre part, parmi les membres et anciens membres des conseils de l'ordre.

La chambre siège en formation d'au moins trois membres.

Article L4152-7

Modifié par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

Le ressort territorial des chambres disciplinaires de première instance est identique à celui des secteurs mentionnés à l'article L. 4152-1.

La chambre disciplinaire de première instance est composée d'un nombre de sages-femmes fixé par voie réglementaire en fonction des effectifs de sages-femmes inscrites aux derniers tableaux publiés dans l'interrégion.

La chambre comprend des membres élus,

제L4152-6조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

전국조산사회의 징계위원회는 전국조산사회의 심의회 구성원과 그 밖의 조산사회의 심의회 전·현직 구성원 중에서 전국조산사회가 같은 수로 선출한 위원 4명과 보조위원 4명으로 구성한다.

징계위원회를 열기 위한 최소 인원은 3명으로 한다.

제L4152-7조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 개정(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

제1심 징계위원회의 관할구역은 제L4152-1조에서 명시한 조산사회의 관할구역과 동일하다.

제1심 징계위원회는 레지옹연합조산사회에서 최근 발표된 회원명부상의 조산사 수에 따라 행정명령으로 정한 인원수로 구성한다.

제1심 징계위원회는 해당 레지옹연합조산사

en nombre égal, parmi les membres du conseil interrégional dont elle dépend, et les membres et anciens membres des conseils de l'ordre.

La chambre siège en formation d'au moins trois membres.

Article L4152-9

Créé par Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 – art. 1 JORF 27 août 2005

Il existe dans chaque département un conseil départemental composé d'un nombre de membres fixé par voie réglementaire compte tenu du nombre de sages-femmes inscrites au dernier tableau publié.

Titre VI : Dispositions pénales

Chapitre Ier : Exercice illégal.

Article L4161-1

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 32

Modifié par LOI n°2019-774 du 24 juillet 2019 – art. 67

Exerce illégalement la médecine :

1° Toute personne qui prend part habituellement ou par direction suivie,

회의 심의회 구성원과 그 밖의 조산사회의 심의회 전·현직 구성원 중에서 같은 수로 선출한다.

징계위원회를 열기 위한 최소 인원은 3명으로 한다.

제L4152-9조

2005년 8월 26일 법률명령 제2005-1040호 제1조에 따라 신설(2005년 8월 27일 프랑스관보에 게재)

각 데파르트망에는 최근 발표된 회원명부상의 조산사 수를 고려하여 행정명령으로 정한 구성원 수의 데파르트망 조산사회의 심의회를 둔다.

제VI편 벌칙규정

제I장 불법적인 업무 수행

제L4161-1조

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제32조에 따라 개정

2019년 7월 24일 법률 제2019-774호 제67조에 따라 개정

다음 각 호에 해당하는 사람은 의료행위를 불법으로 한 것으로 본다.

1° 의사 업무 수행 시에 요구되는 제L4131-1조에서 명시한 학위, 수료증 등의

même en présence d'un médecin, à l'établissement d'un diagnostic ou au traitement de maladies, congénitales ou acquises, réelles ou supposées, par actes personnels, consultations verbales ou écrites ou par tous autres procédés quels qu'ils soient, ou pratique l'un des actes professionnels prévus dans une nomenclature fixée par arrêté du ministre chargé de la santé pris après avis de l'Académie nationale de médecine, sans être titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre mentionné à l'article L. 4131-1 et exigé pour l'exercice de la profession de médecin, ou sans être bénéficiaire des dispositions spéciales mentionnées aux articles L. 4111-2 à L. 4111-4, L. 4111-7, L. 4112-6, L. 4131-2 à L. 4131-5 ;

2° Toute personne qui se livre aux activités définies au 1° ci-dessus sans satisfaire à la condition posée au 2° de l'article L. 4111-1 compte tenu, le cas échéant, des exceptions apportées à celle-ci par le présent livre et notamment par les articles L. 4111-7 et L. 4131-4-1 ;

3° Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes mentionnées aux 1° et 2°, à l'effet de les soustraire aux prescriptions du présent titre ;

4° Toute personne titulaire d'un diplôme, certificat ou tout autre titre de médecin qui

자격증이 없거나 제L4111-2조부터 제L4111-4조까지, 제L4111-7조, 제L4112-6조 및 제L4131-2조부터 제L4131-5조까지에서 명시한 특별규정의 적용 대상자가 아님에도 의료기관에서 선천성·후천성 질환을 실제로 또는 예측하는 방법으로 진단하거나 치료하기 위해 의사의 입회하에 그 지시에 따르는 경우나 개인적으로 구술·서면 상담, 그외 어떤 절차로든, 국립의학아카데미의 의견을 들은 후 보건부장관의 부령으로 정한 목록에 기재된 의료행위 중 하나를 일회적 또는 지속적으로 수행한 모든 사람

2° 필요한 경우 제L4111-7조 및 제L4131-4-1조를 비롯해 이 권에 따른 예외를 고려하여 제L4111-1조제2호에 제시된 조건을 충족하지 못한 상태에서 이전 제1호에서 정의한 업무를 수행한 모든 사람

3° 이 편의 규정을 회피할 목적으로 제1호와 제2호에서 명시한 사람의 행위에 협조하여 법률에 따라 부여된 권한을 포기한 모든 정식 자격증 보유자

4° 이 권 제I편제II장에 따라 지정된 의사회 회원명부에 등록되지 아니한 상태에서 의료

exerce la médecine sans être inscrite à un tableau de l'ordre des médecins institué conformément au chapitre II du titre Ier du présent livre ou pendant la durée de la peine d'interdiction temporaire prévue à l'article L. 4124-6 à l'exception des personnes mentionnées aux articles L. 4112-6 et L. 4112-7 ;

5° Tout médecin mentionné à l'article L. 4112-7 qui exécute des actes professionnels sans remplir les conditions ou satisfaire aux obligations prévues audit article.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux étudiants en médecine ni aux sages-femmes ni aux pharmaciens biologistes pour l'exercice des actes de biologie médicale, ni aux pharmaciens qui prescrivent des vaccins ou effectuent des vaccinations, ni aux physiciens médicaux, ni aux infirmiers ou gardes-malades qui agissent comme aides d'un médecin ou que celui-ci place auprès de ses malades, ni aux détenteurs d'une qualification professionnelle figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de la santé et exerçant, dans la limite de leur formation, l'activité d'assistant médical, ni aux auxiliaires médicaux exerçant en pratique avancée en application de l'article L. 4301-1, ni aux personnes qui accomplissent, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat pris après avis

행위를 하거나 제L4112-6조와 제L4112-7조에서 명시한 사람을 제외하고 제L4124-6조에서 규정한 일시정지 기간에 의료행위를 한 학위, 수료증 및 그 밖의 모든 의사 자격증 보유자

5° 제L4112-7조에서 규정한 조건을 충족하지 아니하거나 의무를 준수하지 아니한 상태에서 의료행위를 한 같은 조에서 명시한 모든 의사

이 조의 규정은 의과대학 학생, 조산사, 진단검사의학 분야의 업무 수행을 보조하는 진단검사 약사, 백신 처방 및 접종을 담당하는 약사, 의학물리사, 의사보조인력으로 활동하거나 환자를 돌보는 간호사 또는 간병인, 보건부장관의 부령으로 정한 목록상의 전문자격을 취득하고 교육과정의 범위 내에서 의료보조 업무를 수행하는 사람, 제L4301-1조에 따라 준의료활동을 수행하는 의료보조인, 프랑스 국립의학아카데미의 의견을 들은 후 국참사원령으로 규정한 조건에 따라 이 명령으로 정한 목록상의 의료행위를 수행하는 사람에게는 적용되지 아니한다.

de l'Académie nationale de médecine, les actes professionnels dont la liste est établie par ce même décret.

Article L4161-2

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 – art. 52

Exerce illégalement l'art dentaire :

1° Toute personne qui prend part habituellement ou par direction suivie, même en présence d'un praticien, à la pratique de l'art dentaire, par consultation, acte personnel ou tous autres procédés, quels qu'ils soient, notamment prothétiques ;

– sans être titulaire d'un diplôme, certificat ou autre titre mentionné à l'article L. 4141-3 et exigé pour l'exercice de la profession de médecin ou de chirurgien-dentiste, alors qu'elle n'est pas régulièrement dispensée de la possession de l'un de ces diplômes, certificats ou titres par application du présent livre ;

– ou sans remplir les autres conditions fixées à l'article L. 4111-1, compte tenu, le cas échéant, des exceptions apportées à celles-ci, notamment par les articles L. 4111-7 et L. 4141-3-1, ainsi que par l'article 8 de la loi n° 71-1026 du 24 décembre 1971 modifiant le code de la

제L4161-2조

2009년 5월 12일 법률 제2009-526호 제 52조에 따라 개정

다음 각 호에 해당하는 사람은 치과의료행위를 불법으로 한 것으로 본다.

1° 의료인의 입회하에 그 지시에 따라 치과 치료행위에 참여하거나 개인적으로 상담 또는 보철과 그외 어떠한 절차에든 참여를 일회적 혹은 지속적으로 한 모든 사람

– 이 권의 적용에 따라 의사 또는 치과의사의 업무 수행에 필요한 제L4141-3조에서 명시한 학위, 수료증 등의 자격증 중 하나를 합법적으로 보유하여야 한다는 조건을 면제받지 아니하였음에도 이러한 학위, 수료증 등의 자격증을 보유하지 아니한 경우

– 특히 제L4111-7조 및 제L4131-3-1조와 「공중보건법전의 개정에 관한 1971년 12월 24일 법률 제71-1026호」 제8조에 따라 제L4111-1조에서 정한 그 밖의 조건에 적용된 예외를 고려할 때 제L4111-1조에서 정한 그 밖의 조건을 충족하지 못한 경우

santé publique ;

2° Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes mentionnées au 1°, à l'effet de les soustraire aux prescriptions du présent titre ;

3° Tout médecin, tout chirurgien-dentiste qui exerce l'art dentaire tel qu'il est défini à l'article L. 4141-1 pendant la durée d'une peine d'interdiction temporaire prononcée en application de l'article L. 4124-6 ;

4° Tout médecin ou tout praticien de l'art dentaire mentionné à l'article L. 4112-7 qui exécute des actes professionnels sans remplir les conditions ou satisfaire aux obligations prévues à cet article.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux étudiants en art dentaire mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4141-4.

Article L4161-3

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 52

Exerce illégalement la profession de sage-femme :

1° Toute personne qui pratique habituellement les actes mentionnés à

2° 이 편의 규정을 회피할 목적으로 제1호에서 명시한 사람의 행위에 협조하여 법률에 따라 부여된 권한을 포기한 모든 정식 자격증 보유자

3° 제L4141-1조에 따라 선고된 일시정지 처분 기간에 제L4124-6조에서 정의한 바와 같이 치과의료행위를 한 모든 의사와 치과 의사

4° 제L4112-7조에서 규정한 조건을 충족하지 아니하거나 의무를 준수하지 아니한 상태에서 의료행위를 한 같은 조에서 명시한 모든 의사 또는 치과 의사

이 조의 규정은 제L4141-4조제1문단에서 명시한 치과대학 학생에게는 적용되지 아니한다.

제L4161-3조

2009년 5월 12일 법률 제2009-526호 제 52조에 따라 개정

다음 각 호에 해당하는 사람은 조산 업무를 불법으로 수행한 것으로 본다.

1° 특히 제L4111-1조, 제L4111-3조, 제L4111-7조 및 제L4151-5조에 따른 의사

l'article L. 4151-1 sans remplir les conditions exigées par le présent livre pour l'exercice de la profession de médecin ou de sage-femme, notamment par les articles L. 4111-1, L. 4111-3, L. 4111-7 et L. 4151-5 ;

2° Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes mentionnées au 1°, à l'effet de les soustraire aux prescriptions du présent titre ;

3° Tout médecin ou sage-femme qui pratique les actes susmentionnés pendant la durée d'une peine d'interdiction temporaire prononcée en application de l'article L. 4124-6 ;

4° Tout médecin ou sage-femme mentionné à l'article L. 4112-7, qui exécute les actes énumérés sans remplir les conditions ou satisfaire aux obligations prévues audit article.

Article L4161-4

Modifié par Loi n°2004-204 du 9 mars 2004 - art. 27 JORF 10 mars 2004

En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la profession de sage-femme, les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes et les syndicats intéressés

또는 조산사 업무의 수행 시 이 권에 따라 요구되는 조건을 충족하지 못한 상태에서 제L4151-1조에서 명시한 행위를 지속적으로 하는 모든 사람

2° 이 편의 규정을 회피할 목적으로 제1호에서 명시한 사람의 행위에 협조하여 법률에 따라 부여된 권한을 포기한 모든 정식 자격증 보유자

3° 제L4124-6조에 따라 선고된 일시정지 처분 기간에 앞서 언급한 행위를 한 모든 의사 또는 조산사

4° 제L4112-7조에서 규정한 조건을 충족하지 아니하거나 의무를 준수하지 아니한 상태에서 의료행위를 한 같은 조에서 명시한 모든 의사 또는 조산사

제L4161-4조

2004년 3월 9일 법률 제2004-204호 제27조에 따라 개정(2004년 3월 10일 프랑스관보에 게재)

특히 불법적인 의료행위, 치과의료행위 또는 조산 업무의 수행과 관련된 경우 해당 의사, 치과의사 및 조산사와 노동조합은 필요시 검찰의 기소에 따른 모든 손해배상 청구 소송과는 별개로 「형사소송법전」 제

peuvent saisir les tribunaux par voie de citations directes, données dans les termes de l'article 388 du code de procédure pénale, sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite intentée par le ministère public.

Article L4161-5

Modifié par LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 – art. 50

L'exercice illégal de la profession de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

- a) L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal ;
- b) La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit, conformément à l'article 131-21 du code pénal ;
- c) L'interdiction définitive ou pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une ou plusieurs professions régies par le présent code ou toute autre activité professionnelle ou sociale à l'occasion de l'exercice de

388조에 따른 직접소환절차를 통하여 법원에 기소될 수 있다.

제L4161-5조

2009년 11월 24일 법률 제2009-1437호 제50조에 따라 개정

의사, 치과의사 또는 조산사의 업무를 불법으로 수행한 사람은 2년의 징역 또는 30,000유로의 벌금에 처한다.

자연인의 경우에 다음 각 목에 해당하는 부가형을 과한다.

- a) 「형법전」 제131-35조에서 정한 조건에 따라 선고된 결정문의 게시 또는 배포
- b) 「형법전」 제131-21조에 따라 범죄에 사용되었거나 사용될 목적의 물건 또는 범죄로 취득한 물건에 대한 몰수
- c) 이 법전이 적용되는 하나 이상 직종에서의 업무, 범행으로 인한 직업·사회 활동에 대하여 「형법전」 제131-27조에서 규정한 방식에 따라, 영구정지 또는 최대 5년간 정

laquelle l'infraction a été commise, suivant les modalités prévues par l'article 131-27 du code pénal ;

d) L'interdiction d'exercer pour une durée de cinq ans l'activité de prestataire de formation professionnelle continue au sens de l'article 6313-1 du code du travail.

Le fait d'exercer l'une de ces activités malgré une décision judiciaire d'interdiction définitive ou temporaire est puni des mêmes peines.

Article L4161-6

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125

Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, de l'infraction définie à l'article L. 4161-5 encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2° à 9° de l'article 131-39 du même code.

L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 du même code porte sur une ou plusieurs professions régies par le présent code ou toute autre activité professionnelle ou sociale à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

지

d) 「노동법전」 제6313-1조에 따라 평생 직업교육 수당의 수혜자가 되는 활동의 5년간 정지

법원의 영구정지 또는 일시정지 결정에도 불구하고 이러한 활동 중 하나를 계속해서 수행한 자는 같은 처벌을 받는다.

제L4161-6조

2009년 5월 12일 법률 제2009-526호 제125조에 따라 개정

제4161-5조에서 정의한 범죄로 「형법전」 제121-2조에서 정한 조건에 따라 형사책임이 있다고 선고된 법인은 「형법전」 제131-38조에서 정한 방식에 따라 선고된 벌금형 외에도 같은 법전 제131-39조 제2호부터 제9호까지에서 규정한 처벌을 받는다.

같은 법전 제131-39조제2호에서 명시한 정지는 이 법전이 적용되는 하나 이상 직종에서의 업무 또는 범행으로 인한 직업·사회 활동을 대상으로 한다.

Chapitre II : Usurpation du titre.

Article L4162-1

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125

L'usage sans droit de la qualité de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme ou d'un diplôme, certificat ou autre titre légalement requis pour l'exercice de ces professions est puni comme le délit d'usurpation de titre prévu à l'article 433-17 du code pénal.

Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, de l'infraction définie au présent article encourent l'amende prévue à l'article 433-17 du code pénal suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du même code, ainsi que les peines prévues aux 2° à 4° de l'article 433-25 du même code.

Le non-respect des dispositions de l'article L. 4111-5 est assimilé à une usurpation du titre de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme.

Chapitre III : Autres dispositions pénales.

Article L4163-3

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19

제II장 자격 사칭

제L4162-1조

2009년 5월 12일 법률 제2009-526호 제 125조에 따라 개정

의사, 치과의사 또는 조산사로서 업무를 수행할 자격 없이 그 권리를 사용하거나 이러한 업무 수행 시에 법적으로 요구되는 학위, 수료증 등의 자격증을 사용하는 사람은 「형법전」 제433-17조에서 정한 자격 사칭죄로 처벌을 받는다.

이 조에서 정의한 범죄로 「형법전」 제 121-2조에서 정한 조건에 따라 형사책임이 있다고 선고된 법인은 같은 법전 제131-38조의 방식에 따라 「형법전」 제433-17조에서 정한 벌금형과 같은 법전 제433-25조 제2호부터 제4호까지에서 규정한 처벌을 받는다.

제L4111-5조의 규정을 준수하지 아니한 경우 의사, 치과의사 또는 조산사의 자격을 사칭한 것으로 본다.

제III장 기타 벌칙규정

제L4163-3조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호

septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22
septembre 2000 en vigueur le 1er janvier
2002

Le fait, pour toute personne ne remplissant
pas les conditions requises pour l'exercice
de la profession de médecin, de
chirurgien-dentiste ou de sage-femme, de
recevoir, en vertu d'une convention, la
totalité ou une quote-part des honoraires
ou des bénéfices provenant de l'activité
professionnelle d'un membre de l'une des
professions régies par le présent livre,
médecin, chirurgien-dentiste ou sage-
femme est puni de 4500 euros d'amende et
en cas de récidive de six mois
d'emprisonnement et de 9000 euros
d'amende.

Article L4163-4

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19
septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22
septembre 2000 en vigueur le 1er janvier
2002

Est puni de 4500 euros d'amende et en cas
de récidive de six mois d'emprisonnement
et de 9000 euros d'amende le fait :

1° Sauf les cas mentionnés aux articles L.
4211-3 et L. 5125-2, pour toute
personne qui exerce l'une des professions
médicales mentionnées au présent livre, de
recevoir, sous quelque forme que ce soit,

제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월
22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일
시행)

의사, 치과의사 또는 조산사의 업무 수행
시에 요구되는 조건을 충족하지 못한 상태
에서 계약에 따라 이 권에서 규제하는 직종
중 하나에 속한 활동으로 보수나 수입이 발
생한 사람으로부터 그 전부나 일부를 받은
의사, 치과의사 또는 조산사는 4,500유로의
벌금에 처하며 재범인 경우 6개월의 징역
또는 9,000유로의 벌금에 처한다.

제L4163-4조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호
제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월
22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일
시행)

다음 각 호에 해당하는 경우 그 범법 행위
자는 4,500유로의 벌금에 처하며 재범인 경
우 6개월의 징역 또는 9,000유로의 벌금에
처한다.

1° 제L4211-3조와 제L5125-2조에 해당
하는 경우를 제외하고, 이 권에서 명시한
의료업 중 하나에 종사하는 사람이 의약품,
정형외과 의료기기 또는 그 밖의 모든 종류
의 제품과 관련하여 처방 또는 판매 수에

d'une façon directe ou indirecte, des intérêts ou ristournes proportionnels ou non au nombre des unités prescrites ou vendues, qu'il s'agisse de médicaments, d'appareils orthopédiques ou autres, de quelque nature qu'ils soient ;

2° De constituer ou de faire fonctionner des sociétés dont le but manifeste est la recherche des intérêts ou ristournes définis ci-dessus, et revenant aux individus eux-mêmes ou au groupe constitué à cet effet, ainsi que l'exercice pour le même objet de la profession de pharmacien et de celles de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme ;

3° De vendre des médicaments réservés d'une manière exclusive, et sous quelque forme que ce soit, aux médecins bénéficiaires de l'autorisation prévue à l'article L. 4211-3.

L'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de un à dix ans peut être prononcée par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale.

Les pharmaciens coauteurs du délit sont punis des mêmes peines.

Article L4163-5

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier

비례하거나 그렇지 아니한 조건으로 어떠한 형태로든 직간접적으로 금전이나 리베이트를 받은 경우

2° 앞서 언급한 금전 또는 리베이트를 챙기 고자 이러한 목적으로 설립된 특정 개인 또는 단체에게 그 수익이 돌아가게 하고, 같은 목적으로 의사, 치과의사 또는 조산사의 업무를 수행하기 위하여 회사를 설립하거나 운영하는 경우

3° 제4211-3조에서 규정한 허가를 취득한 의사에게 어떠한 형태로든 의약품을 독점적으로 판매한 경우

법원은 주형에 부가하여 1년 이상 10년 이하의 업무 일시정지 처분을 선고할 수 있다.

경죄에 대하여 공동정범 관계에 있는 약사 들은 같은 처벌을 받는다.

제L4163-5조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호 제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월 22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일

2002

L'exercice de la médecine, l'art dentaire ou la profession de sage-femme sous un pseudonyme est puni de 4500 euros d'amende.

La récidive est punie de six mois d'emprisonnement et de 9000 euros d'amende.

Article L4163-6

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002

Le fait pour un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme de donner des consultations dans les locaux ou les dépendances des locaux commerciaux où sont vendus les appareils qu'ils prescrivent ou qu'ils utilisent est puni de 4500 euros d'amende.

La récidive est punie de six mois d'emprisonnement et de 9000 euros d'amende.

Article L4163-7

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002

시행)

가명으로 의료행위, 치과의료행위 또는 조산 업무를 수행한 사람은 4,500유로의 벌금에 처한다.

재범을 저지른 사람은 6개월의 징역 또는 9,000유로의 벌금에 처한다.

제L4163-6조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호 제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월 22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일 시행)

자신이 처방하거나 사용하는 의료기기를 판매하는 매장이나 그 부속건물에서 의료행위를 한 의사, 치과의사 또는 조산사는 4,500 유로의 벌금에 처한다.

재범을 저지른 사람은 6개월의 징역 또는 9,000유로의 벌금에 처한다.

제L4163-7조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호 제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월 22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일 시행)

Est puni de 3750 euros d'amende le fait :

1° D'exercer la médecine, l'art dentaire ou la profession de sage-femme sans avoir fait enregistrer ou réenregistrer son diplôme en violation des dispositions de l'article L. 4113-1 ;

2° Pour un médecin, de ne pas déférer aux réquisitions de l'autorité publique.

Article L4163-8

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002

Le fait pour un médecin, chirurgien-dentiste ou une sage-femme de faire une fausse déclaration en vue de son inscription au tableau de l'ordre est puni de trois mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende.

Article L4163-9

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002

La constitution et l'utilisation à des fins de prospection ou de promotion commerciales de fichiers composés à partir de données issues directement ou indirectement des

다음 각 호에 해당하는 경우 3,750유로의 벌금이 부과된다.

1° 제L4113-1조의 규정을 위반하여 학위증을 등록하거나 재등록하지 아니한 상태에서 의료행위, 치과의료행위 또는 조산 업무를 수행한 경우

2° 의사가 공공기관의 요구에 따르지 아니한 경우

제L4163-8조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호 제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월 22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일 시행)

의사, 치과의사 또는 조산사가 의료인협회의 회원명부에 등록하려고 허위신고를 한 경우 3개월의 징역 또는 3,750유로의 벌금에 처한다.

제L4163-9조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호 제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월 22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일 시행)

의료정보가 담긴 파일을 통하여 처방전을 작성한 의료인의 신원을 직간접적으로 확인할 수 있는 경우 「사회보장법전」 제 L161-29조에서 명시한 처방전 또는 의료

prescriptions médicales ou des informations médicales mentionnées à l'article L. 161-29 du code de la sécurité sociale, dès lors que ces fichiers permettent d'identifier directement ou indirectement le professionnel prescripteur, sont punies de deux ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende.

Article L4163-10

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 – art. 3 (V) JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002

Le refus d'un contractant non praticien de rédiger par écrit un des contrats ou avenants prévus à l'article L. 4113-9 est puni de 6000 euros d'amende.

정보에서 직간접적으로 얻은 데이터에 기초하여 생성된 파일을 시장조사 또는 상업적 홍보 목적으로 구성하고 사용한 사람은 2년의 징역 또는 75,000유로의 벌금에 처한다

제L4163-10조

2000년 9월 19일 법률명령 제2000-916호 제3조(현행 조항)에 따라 개정(2000년 9월 22일 프랑스관보에 게재, 2002년 1월 1일 시행)

의료인이 아닌 계약당사자가 제L4113-9조에서 규정한 계약서 또는 변경 조항에 대한 서면 작성을 거부하는 경우 6,000유로의 벌금에 처한다.